

ÉTÉ 2015
volume ix, numéro 3

Les Cahiers de lecture

de L'Action nationale



MÉDECINE, FEMMES ET MODERNITÉ

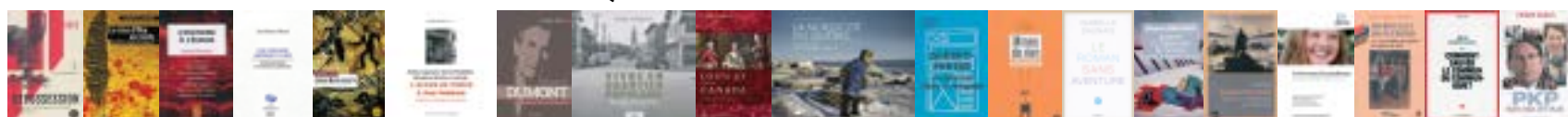


CURIEUSES HISTOIRES DE PLANTES DU CANADA



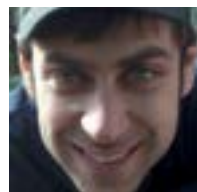
DU CHARIVARI À LA FABRICATION DE L'HISTOIRE

L A P E N S É E Q U É B É C O I S E E N E S S A I S





Robert Laplante
Directeur



Pascal Chevette
Secrétaire de rédaction
Chef de pupitre,
littérature



Lucia Ferretti
Chef de pupitre,
histoire et culture



Daniel Gomez
Chef de pupitre,
essais politiques



Sylvain Deschênes
Édition graphique, révision
et coordination de la
production



Les Cahiers de lecture sont publiés par

L'Action nationale
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3

Tél. : 514-845-8533 ou 1-866-845-8533,
revue@action-nationale.qc.ca

Dépôt légal : Bibliothèque et
Archives nationales du Québec

ISSN 1911-9372

ISSN 1929-5561 (version numérique)

ISBN PDF 978-2-89070-017-8

Membre de la SODEP
sodep.qc.ca

Tarifs 2015 - 3 numéros/an
(expédition et taxes comprises)

	1 an	2 ans
Abonnement	30\$	50\$
Abonnement de soutien	40\$	75\$
International	50\$	90\$
Institution	50\$	90\$

TVQ 1012563392 TPS 11901 9545

**Vous pouvez vous abonner ou
acheter au numéro à la boutique
internet de L'Action nationale :**

action-nationale.qc.ca

TITRES RECENSÉS

SIMON TREMBLAY-PÉPIN (DIR.)
DÉPOSSESSION. UNE HISTOIRE
ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC
CONTEMPORAIN

ÉRIK BORDELEAU
COMMENT SAUVER LE COMMUN DU
COMMUNISME ?

M.-F. RAYNAULT, D. CÔTÉ, S. CHARTRAND (COLL.)
LE BON SENS À LA SCANDINAVE.
POLITIQUES ET INÉGALITÉS SOCIALES
EN SANTÉ

DALE GILBERT
VIVRE EN QUARTIER POPULAIRE.
SAINT-SAUVEUR, 1930-1980

JACQUES KEABLE
QUÉBEC-PRESSE : UN JOURNAL LIBRE
ET ENGAGÉ (1969-1974)

LOUIS GILL
AUTOPSIE D'UN MYTHE. RÉFLEXIONS
SUR LA PENSÉE POLITIQUE DE
JEAN-MARC PIOTTE

PIERRE DUBUC
PKP DANS TOUS SES ÉTATS

ALAIN ASSELIN, JACQUES CAYOUILLE ET JACQUES MATHIEU
CURIEUSES HISTOIRES DE PLANTES DU CANADA

DENIS GOULET ET ROBERT GAGNON
HISTOIRE DE LA MÉDECINE AU QUÉBEC. 1800 À 2000.
DE L'ART DE SOIGNER À LA SCIENCE DE GUÉRIR

NICOLE ROUSSEAU ET JOHANNE DAIGLE
INFIRMIÈRES DE COLONIE. SOINS ET MÉDICALISATION
DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, 1932-1972

ENTREVUE D'ANDRÉE RIVARD PAR LUCIA FERRETTI
HISTOIRE DE L'ACCOUCHEMENT DANS UN QUÉBEC
MODERNE

LOUIS GAGNON
LOUIS XV ET LE CANADA 1743-1763

BRUNO RAMIREZ
L'HISTOIRE À L'ÉCRAN

ISABELLE DAUNAS
LE ROMAN **Vraiment ?**

I. BOISCLAIR, L. JOUBERT ET L. SAINT-MARTIN
MINES DE RIEN. CHRONIQUES
INSOLENTES

JEAN-SÉBASTIEN MÉNARD
UNE CERTAINE AMÉRIQUE À
LIRE. LA BEAT GENERATION ET LA
LITTÉRATURE QUÉBÉCOISE

G. LAPOINTE, S. READMAN ET É. NARDOUT-LAFARGE
L'HIVER DE FORCE À PAS PERDUS.

COLLABORATEURS

Gabriel Arsenault
Doctorant en science politique, Université de Toronto

Françoise Bouffière
Orthophoniste

Jean Carrette
Professeur retraité de l'UQAM

Johanne Collin
Professeure titulaire, sociologie et histoire de la santé,
Université de Montréal

Alain Croix
Historien, professeur émérite, Université de Rennes 2 -
Haute-Bretagne

Martin David-Blais
Université St-Paul

Jean de Bonville
Université Laval

Sébastien Dulude
Doctorat en lettres, Université du Québec à Trois-Rivières

Jean-Pierre Durand
Rédacteur en chef du journal Le Patriote de la SSJB de
Montréal

Benoît Grenier
Professeur au département d'histoire, Université de
Sherbrooke

GEORGES AUBIN ET JONATHAN LEMIRE
LUDGER DUVERNAY. LETTRES D'EXIL

RENÉ HARDY
CHARIVARI ET JUSTICE POPULAIRE
AU QUÉBEC

JAMES JACKSON
L'ÉMEUTE INVENTÉE

OLIVER CÔTÉ
CONSTRUIRE LA NATION AU PETIT
ÉCRAN

LOUIS HAMELIN
FABRICATIONS. ESSAI SUR LA
FICTION ET L'HISTOIRE

KATHRYN MAGEE LABELLE
LE PARI DE LA DISPERSION. UNE
HISTOIRE DES OUELDATS AU DIX-
SEPTIÈME SIÈCLE

ISABELLE ST-AMANT
LA CRISE D'OKA EN RÉCITS,
TERRITOIRE, CINÉMA ET
LITTÉRATURE

JEAN-PIERRE SAWAYA
DES BRAVES ET DES GUERRIERS. LES
AMÉRINDIENS DU QUÉBEC ET LA
GUERRE DE 1812



GÉRARD BOUCHARD
RAISON ET DÉRAISON DU MYTHE.
AU CŒUR DES IMAGINAIRES
COLLECTIFS

GREGORY BAUM
FERNAND DUMONT. UN
SOCIOLOGUE SE FAIT THÉOLOGIE

JACQUES BEAUDRY
LE CIMETIÈRE DES FILLES
ASSASSINÉES

D. CHARTIER ET J. DÉSY ET L.-E. HAMELIN
LA NORDICITÉ DU QUÉBEC

CLAUDE GRAVEL
RAYMOND GRAVEL. ENTRE LE
DOUTE ET L'ESPOIR

Martine-Emmanuelle Lapointe
Professeure adjointe, Département des littératures de
langue française, Université de Montréal, directrice du
CRILCQ

Gilles Laporte
Historien, professeur au cégep du Vieux-Montréal

Solange Lefebvre
Théologienne et professeure, Université de Montréal

Paul-Louis Martin
Historien et ethnologue

Ian Mercier
Candidat à la maîtrise en études québécoises, UQTR

Jacques Pelletier
Professeur d'études littéraires à l'UQAM

Robin Philpot
Éditeur de Livres Baraka

Claire Portelance
Ph. D. Histoire, UQTR

Christine Provost
Candidat à la maîtrise en études québécoises, UQTR

François Rioux
Professeur de littérature, cégep Montmorency

Hubert Samson
Université du Québec à Trois-Rivières

France Théoret
Écrivaine

UNE GRANDE FIERTÉ

La Grande Bibliothèque célèbre son dixième anniversaire. Il y a de quoi célébrer. Voilà une réussite formidable qui inspire fierté et confiance. Il faut le clamer haut et fort.

Comme dit l'adage, l'échec est orphelin et le succès a plusieurs auteurs. L'institution qui fait aujourd'hui l'unanimité, on l'oublie aisément, est d'abord née dans la controverse. Ils étaient nombreux les défaitistes, les pseudo-pragmatiques et les anti-intellectualistes bien maquillés à ne voir dans le projet qu'une dépense somptuaire ou un équipement superflu. Il ne s'agit pas de boudier notre plaisir en ressassant de vieilles rengaines, mais il est nécessaire de revenir un tant soit peu sur les circonstances entourant cette naissance improbable.

À l'occasion de ce dixième anniversaire, il importe en effet de rappeler qu'avant d'être un succès de fréquentation la GBQ a d'abord été une victoire sur la part sombre de la psychologie collective. Soutenir une vaste ambition culturelle au lendemain du désastre référendaire et en pleine lutte au déficit zéro, cela ne manquait pas de hauteur de vue. Les esprits chagrins pourront toujours dire que le gouvernement avait besoin d'un grand projet pour soutenir l'emploi, cela n'épuisera jamais les raisons profondes. Lucien Bouchard, qui a tant à se faire pardonner, aura fait là la plus grande contribution de sa carrière. Il faut le reconnaître. Mais on doit aussi à la vérité de regretter qu'il n'ait pas eu l'audace de tenir tête aux comptables mesquins qui ont infligé au projet d'architecture une austérité qui a terni pour longtemps l'immeuble. Le revêtement extérieur, non conforme à la maquette et au choix premier des architectes lauréats du concours, a terni la réalisation, privant l'institution des atouts qui en auraient fait une signature dans la ville.

On ne peut passer sous silence le rôle exceptionnel qu'a joué Lise Bissonnette qui a porté ce projet avec fougue et détermination. Elle a navigué dans la tempête en rappelant sans cesse que le Québec se méritait lui-même, qu'il méritait de s'assumer dans un geste culturel fort. C'était aussi la position de *L'Action nationale* qui, à l'époque, s'est faite ardente à promouvoir ce projet en lui consacrant ce qui, à ce moment-là, s'est avéré le document de référence le plus complet sur le projet.

Dénonciation d'un luxe somptuaire, crainte d'un futur éléphant blanc, bagarre pour imposer un concours d'architecture, âpres luttes pour intégrer les archives nationales au projet, interminables querelles de spécialistes sur l'accessibilité aux collections nationales, les combats n'ont pas manqué. La Grande Bibliothèque a finalement émergé. Il vaut la peine de relire les lignes que Lise Bissonnette écrivait dans le dossier que la revue avait fait paraître en 1999 :

Ces inepties passeront. La Grande Bibliothèque du Québec, minutieusement planifiée, forte de ses études préalables et instruite des expériences autres en Europe et en Amérique ne sera pas plus un éléphant blanc que les équipements culturels et éducatifs du quartier où elle vivra, ses moyens et son échelle en témoignent déjà. La Grande Bibliothèque, comme tous les établissements de même nature dans des pays semblables au nôtre, sera un immeuble extraordinairement fréquenté par des citoyens de tous âges et de toutes origines, tout simplement parce qu'elle leur offrira la même diversité de services.

Prophétiques, ces paroles méritaient qu'on les rappelle. La confiance dans la capacité collective est devenue si rare...

Rétrospectivement, il faut sans doute concéder que l'adversité a eu quelque chose de positif : elle a trempé les volontés, soudé les équipes autour d'un projet de mieux en mieux conscient de sa portée et rendu tous les artisans beaucoup plus conscients du modèle qu'ils étaient en train d'élaborer. Il faut leur rendre hommage : la qualité du service, la convivialité de l'atmosphère, le bouillonnement de la programmation sont des réalisations pour lesquelles la mobilisation de tous est requise. Du gardien de sécurité affable et souriant à la spécialiste chevronnée en passant par les préposés à l'accueil ou les responsables de l'animation, toute la brigade excelle.

Il n'y a rien d'étonnant dans la réponse du public. Du moins, rien d'étonnant pour qui sait faire confiance à sa capacité de reconnaître la qualité, le dévouement et la passion. Pas étonnant non plus que les statistiques de fréquentation, d'emprunts et de participation aux activités et de toute une batterie d'autres variables propulsent la Grande Bibliothèque au point d'en faire une institution phare de la Francophonie. En cette période où tant de courtiers en morosité font des affaires d'or à persiffler en distillant les poisons de l'autodénigrement, il faut pavoiser. Les Québécois méritent de se voir enfin comme ils sont : capables de très grandes choses.

Ceux-là qui craignaient que l'institution ne soit « que montréalaise » n'ont plus aucune raison de douter que la Grande Bibliothèque soit une véritable institution nationale. Son programme d'activités de rayonnement et ses nombreuses collaborations avec les bibliothèques qu'on retrouve un peu partout sur le territoire en font foi. Comme en témoignent également son accessibilité électronique et ses efforts constants pour mettre sa mission de conservation au cœur du patrimoine vivant en conjuguant diffusion et accessibilité aux mille potentialités de la révolution numérique.

C'est, somme toute, un bilan exceptionnel qu'il faut célébrer. Des activités nombreuses et variées sont programmées. Elles fourniront lieux et moyens de témoigner de l'appréciation et de l'attachement que nous lui portons. Il faut aussi saisir l'occasion pour donner un élan nouveau à la politique du livre et au développement des bibliothèques. La grande institution du boulevard de Maisonneuve a mis au point un modèle et développé une expertise qui méritent un plus grand rayonnement. Voilà le navire amiral qui devrait permettre de placer le Québec en phase avec les défis du livre et de la lecture au vingt-et-unième siècle.

. Son succès mériterait que l'État se reconnecte sur le dynamisme de notre culture.

Semer des bibliothèques, cela n'est pas élever des entrepôts de livres, c'est poser des gestes susceptibles de fournir à chacun des usagers des matériaux et des occasions pour aller au bout de sa curiosité, qu'elle porte sur les aspects pratiques de sa vie, de celle de sa communauté ou sur les plus hautes réalisations de l'esprit humain.

Dans la grisaille austéritaire, nous avons besoin de la Grande Bibliothèque. Nous avons besoin tout autant de ce qu'elle nous apporte que de ce qu'elle inspire.

Robert Laplante
Directeur des Cahiers de lecture

Location d'outils **SIMPLEX**

*Une entreprise québécoise
en affaires depuis 1907*



*Heureuse de participer à la construction
de la référence québécoise*

Partout au Québec

simplex.ca

1 800 361-1486

LA PRIVATION PROVINCIALE

Gabriel Arsenault

Doctorant en science politique, Université de Toronto

SIMON TREMBLAY-PÉPIN (DIR.)
**DÉPOSSESSION. UNE
HISTOIRE ÉCONOMIQUE DU
QUÉBEC CONTEMPORAIN,
VOL. 1. LES RESSOURCES**
Montréal, Lux, 2015, 324 pages

L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques vient de publier le premier d'une série de deux volumes visant à dénoncer la dépossession dont continue d'être victime le peuple québécois. Alors que le deuxième volume portera sur les services publics, celui-ci s'intéresse aux ressources naturelles.

En gros, la thèse défendue par Simon Tremblay-Pépin et son équipe est la suivante : loin de nous avoir rendus «maîtres chez nous», la Révolution tranquille a concentré le pouvoir au sein d'une élite provinciale essentiellement constituée d'entrepreneurs et de technocrates francophones. Le peuple québécois demeure donc dépossédé.

Disons-le d'entrée de jeu : l'analyse est maladroitement théorisée. Le concept phare de «dépossession» est mal défini dans l'ouvrage. À la page 11 de son introduction, Tremblay-Pépin explique que le concept est tiré des travaux du géographe marxiste David Harvey, pour qui la dépossession serait un phénomène extraordinaire «qui se produit souvent hors du cadre légal normal»; la colonisation en serait l'exemple classique. À la page 12, toutefois, Tremblay-Pépin précise que la dépossession englobe en fait «tout ce qui réduit des humains ou des parties de la nature au statut de ressources exploitables» et que d'autres exemples de dépossession incluent «privatiser un service public gratuit» et «précariser l'emploi des travailleurs et travailleuses protégés par un syndicat». Au-delà de l'introduction, on ne revient jamais à David Harvey, les contributeurs utilisant l'expression «dépossession» d'une façon non technique, fidèle à l'usage courant.

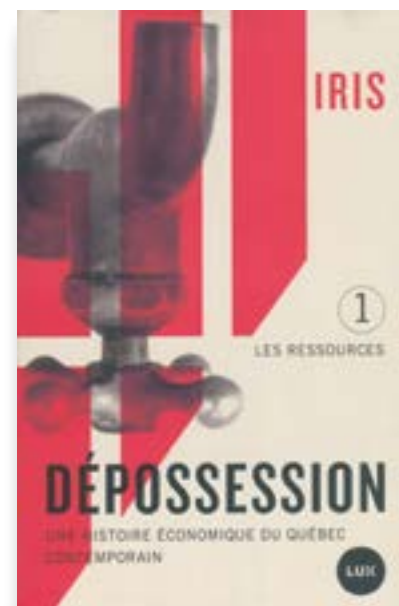
Le ton dur envers la Révolution tranquille utilisé par Tremblay-Pépin dans l'introduction et la conclusion est également inapproprié, car le livre ne s'inscrit pas dans un réel débat historiographique. Tremblay-Pépin ne prend ainsi jamais la peine de critiquer un historien réel, se contentant de critiquer l'homme de paille voulant que la Révolution tranquille nous ait complètement émancipés sur le plan économique. Dans les chapitres principaux, similairement, on ne s'inscrit jamais en faux contre une thèse historienne réelle.

Heureusement, ces considérations théoriques sont confinées à l'introduction et à la conclusion. Le reste de l'ouvrage est constitué de cinq chapitres retraçant chacun l'histoire contemporaine d'une ressource : l'agriculture, la forêt, les mines, l'énergie (incluant l'électricité et les hydrocarbures) et l'eau. Dans tous les cas, on cherche à démontrer que le peuple n'est jamais véritablement parvenu à contrôler et à profiter de l'exploitation de la ressource.

[...] dans leur engouement à critiquer les élites provinciales, les auteurs passent complètement sous silence le rôle des élites fédérales. Alors que le développement de l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien est la priorité du gouvernement Harper, le gouvernement fédéral est complètement évacué de l'analyse –, et ce même dans la petite section sur le pétrole.

Dans certains cas, ce sont les technocrates qui dépossèdent le peuple. La culture d'opacité d'Hydro-Québec et la futilité du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement sont ici sévèrement critiquées comme faisant obstacle à un véritable contrôle démocratique. Le monopole «syndical» accordé à l'Union des producteurs agricoles est similairement pointé du doigt comme limitant l'expression de conceptions alternatives de l'agriculture. Enfin, on déplore l'incapacité de la Caisse de dépôt et placement du Québec d'exercer davantage d'influence sur Gaz Métro dont elle demeure un important actionnaire.

Dans la plupart des cas, cependant, ce sont les entrepreneurs privés qui dépossèdent le peuple. Alors que 90 % de la forêt est publique, la forêt est pour l'essentiel exploitée par des entreprises privées. Alors que le sous-sol québécois appartient à l'État québécois, on laisse à ces entreprises le soin d'exploiter les minéraux, le pétrole et le gaz naturel. Les éoliennes relèvent également du secteur privé. Les terres agricoles, quant à elles, sont de plus en plus contrôlées par de grosses entreprises horizontalement et verticalement toujours plus intégrées. Même l'eau douce risquerait de faire l'objet d'une commercialisation massive. À différents moments de l'histoire, l'État a bien tenté sa chance dans l'exploitation de ces ressources, en mettant sur pied des sociétés d'État : Rexfor pour la forêt, la Sidérurgie du Québec (SIDBEC),



la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), la Société québécoise d'initiative pétrolière (SOQUIP), sans oublier la Corporation de Gaz naturel du Québec. Mais pour toutes sortes de raisons explorées dans l'ouvrage, celles-ci ne se sont jamais développées à leur plein potentiel. La dépossession résultant de l'emprise du secteur privé est d'autant plus réelle qu'elle n'est pas tout à fait volontaire, n'ayant jamais véritablement fait l'objet d'un débat public.

En théorie, sous-contracter l'exploitation des ressources naturelles à des firmes privées pourrait être profitable au peuple. Les redevances sont toutefois si insatisfaisantes qu'il n'en est rien. Les redevances forestières couvrent à peine les frais administratifs requis pour s'occuper de la forêt. La situation n'est guère plus reluisante dans les secteurs minier et pétrolier. Les chapitres sur la forêt, les mines et l'énergie (sauf pour l'hydroélectricité) conviennent largement que le Québec se trouve dans une situation de socialisation des risques et de privatisation des profits, l'État prenant les risques et investissant dans les infrastructures, tout en permettant aux entreprises privées d'engranger d'importants profits.

Dans les chapitres sur l'agriculture et la forêt, on rajoute que les travailleurs sont les premiers à être dépossédés. Intégrés dans la grande entreprise, les fermiers sont souvent réduits à de simples ouvriers agricoles, ne fournissant que leur temps et l'usage de leurs équipements; résistant à l'intégration, les petites fermes font alors face à des niveaux inquiétants d'endettement. Dans le secteur forestier, si les conditions de travail dans les pâtes et papiers sont envieuses, celles des sylviculteurs sont décidément pénibles. Comme dans le milieu agricole, on fait alors souvent appel à une main-d'œuvre immigrante peu qualifiée.

Avec *Dépossession*, l'IRIS offre une contribution réelle à la réflexion collective en nous montrant l'ampleur du défi auquel nous faisons face pour nous réapproprier nos ressources. L'ouvrage est riche en informations

VOIR DÉPOSSESSION

suite à la page 6

DÉPOSSESSION

suite de la page 5

et convainc aisément qu'il est temps de se retrousser les manches. Aussi, alors que les écrits sur le sujet se consacrent habituellement aux enjeux présents d'une seule ressource, cet ouvrage a le grand mérite d'offrir une vue d'ensemble de l'exploitation des différentes ressources naturelles au Québec dans une perspective historique large.

Dépossession souffre toutefois de deux maux assez majeurs – en plus des bénignes maladroites théoriques susmentionnées. Le plus important selon nous est que dans leur engouement à critiquer les élites provinciales, les auteurs passent complètement sous silence le rôle des élites fédérales. Alors que le développement de l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien est la priorité du gouvernement Harper, le gouvernement fédéral est complètement évacué de l'analyse –, et ce même dans la petite section sur le pétrole. Les chapitres sur la forêt, les mines et l'énergie se contentent de rappeler que ces ressources sont «de compétence provinciale», comme si cela empêchait le gouvernement fédéral de s'y immiscer dans les faits. Le chapitre sur l'agriculture aborde le rôle du gouvernement fédéral, notamment dans les quotas, mais toujours sans s'intéresser aux relations de pouvoir du fédéralisme canadien.

Ensuite, le portrait esquissé apparaît exagérément pessimiste. L'histoire des ressources naturelles au Québec ne se réduit pas à

la dépossession; le peuple québécois n'est pas qu'une victime. Un portrait plus équilibré aurait accordé une plus grande attention aux éléments du modèle québécois qui sont porteurs d'espoir. Dans le chapitre sur l'agriculture, la souveraineté alimentaire et l'Union paysanne sont évoquées en passant, mais leurs batailles ne sont pas analysées. Dans le chapitre sur la forêt, le mouvement des coopératives de travailleurs forestiers n'est jamais mentionné. Dans le chapitre sur les mines, l'auteur a toutes les misères du monde à reconnaître les améliorations contenues dans la Loi sur les mines de 2013. Dans le chapitre sur l'énergie, on veut tellement critiquer le virage commercial d'Hydro-Québec qu'on semble oublier que les «profits» d'Hydro-Québec peuvent servir à financer des projets collectifs. Dans le chapitre sur l'eau, le ton est si alarmiste qu'il faut être très attentif pour ne pas tirer la conclusion que la bataille est déjà perdue et que l'eau a cessé d'être gratuite.

En somme, *Dépossession* constitue un utile exercice de synthèse et

Espérons seulement que le deuxième volume sur les services publics prenne davantage en compte le contexte canadien et qu'il ne gomme pas les spécificités heureuses du modèle social québécois.

fait un appel nécessaire à une plus grande prise de conscience collective quant à l'exploitation de nos ressources naturelles. Espérons seulement que le deuxième volume sur les services publics prenne davantage en compte le contexte canadien et qu'il ne gomme pas les spécificités heureuses du modèle social québécois. Convenons d'ailleurs que lorsque l'IRIS écrit, l'enjeu n'est jamais seulement scientifique, et qu'il est difficile de mobiliser les troupes lorsqu'on propose au peuple une vision misérabiliste et «provincialiste» de son histoire économique. ♦

ÉRIK BORDELEAU

COMMENT SAUVER LE COMMUN DU COMMUNISME?

Montréal, Le Quartanier, 2014, 200 pages

Depuis quelque temps, un livre qui a fait grand bruit ne cesse de piquer ma curiosité: *Commun – essai sur la révolution au XXI^e siècle* de Bardot et Laval. Je ne l'ai pas encore lu, mais je l'ai acheté. C'est un gros pavé de 600 pages sur la nécessité de repenser la révolution alors que le capitalisme semble nous diriger tout droit vers une destruction mondiale massive. Voyant les mots «commun» et «communisme» dans le titre de l'opuscule de Bordeleau, je me suis dit qu'il s'agissait probablement d'une contribution québécoise à une discussion politique sur le «commun» qui dépasse le seul livre de Bardot et Laval. Eh bien, non.

Vous ne trouverez pas dans ce livre de réflexion tant soit peu systématique sur l'héritage marxiste quant à la façon de penser le social, le politique et la révolution. Vous ne trouverez pas non plus de réflexion sur l'expérience du socialisme au XX^e siècle, qu'il s'agisse du socialisme d'État tel que vécu en URSS, en Europe de l'Est, en Chine, etc. ou de social-démocratie à la scandinave. Vous ne trouverez pas davantage de pensée organisée et serrée sur le capitalisme actuel et l'idéologie néolibérale dominante. Et il n'y a pas non plus de réflexion sur de nouvelles manières de conceptualiser la socialité malgré quelques références à Bruno Latour qui, lui, cite Gabriel Tarde.

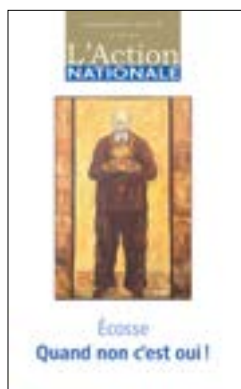


Mais alors de quoi est-il question dans ce livre? J'aurais envie de dire, pour me tirer d'affaire, que je ne possède pas la culture philosophique pour comprendre ce dont il est question ici... mais je ne crois pas que ma culture ni mon habileté ne soient en cause. L'auteur aurait pu se contenter de réfléchir en compagnie d'auteurs contemporains en vue comme Agamben ou Badiou, et j'aurais largement suivi. Très franchement, je dirai qu'il s'agit d'un livre rédigé sur le mode du saut. Bordeleau, tel un marsupilami, saute d'un lieu à l'autre, d'un auteur à l'autre, d'un univers conceptuel à l'autre, souvent plusieurs fois par page. Le tourbillon est saisissant. L'on est transporté de l'idée de désœuvrement d'un Agamben à l'esthétique pop d'un certain art contemporain chinois en passant par Merleau-Ponty ou la psychologie organisationnelle grand public... etc., etc. Bordeleau n'est pas

le seul auteur à écrire ainsi: la lecture des livres de McLuhan, de Baudrillard ou de Žižek me fait le même effet d'étourdissement éternel.

Je sens que dans ce livre on a voulu, au bout du compte, parler de vide assumé, de présence désœuvrée... mais c'est bien flou. L'un dans l'autre, le fait que l'auteur ait utilisé sa bibliothèque comme une sorte de *pinball* conceptuel n'aura laissé dans ma mémoire que quelques noms comme Groys ou Aspe. C'est déjà ça de pris.

Martin David-Blais
Université St-Paul



L'ACTION NATIONALE AU COEUR DES DÉBATS NATIONAUX DU QUÉBEC DEPUIS 1917

Les dossiers sur les sujets cruciaux pour l'avenir du Québec sont publiés dans L'Action nationale: **Écosse. Quand NON c'est OUI!**

Abonnez-vous ou achetez au numéro (format PDF ou papier)

action-nationale.qc.ca

L'OBSSESSION DU CONSENSUS

Daniel Gomez
Chef du pupitre, essais politiques

MARIE-FRANCE RAYNAULT,
DOMINIQUE CÔTÉ, SÉBASTIEN
CHARTRAND (COLL.)
**LE BON SENS À LA
SCANDINAVE. POLITIQUES
ET INÉGALITÉS SOCIALES EN
SANTÉ**

Montréal, PUM, 2014, 170 pages

Encore la Scandinavie! Cette fois, ce sont sur les politiques sociales et de santé scandinaves qu'ont planché Marie-France Raynault, Dominique Côté et Sébastien Chartrand, tous les trois très impliqués dans la recherche sur la santé publique et particulièrement sur les modèles suédois et scandinaves. Mesdames Côté (sociologue) et Raynault (médecin) œuvrent au Centre Léa-Roback, un organisme consacré à la réduction des inégalités sociales dans la santé et à l'amélioration des conditions de vie, c'est dire que la problématique leur tient à cœur.

Le bon sens à la scandinave fait dans la même thématique que *Social-démocratie 2.0* de Paquin et Lévesque, dont *Les Cahiers de lecture* avaient fait la recension dans la parution d'automne 2014, mais en se limitant plus spécifiquement aux domaines de la santé publique, de l'éducation et de l'équité sociale; avec toujours cette idée de modèle inspirant pour le Québec. La problématique de l'ouvrage de Côté et Raynault est assez simple: les déterminants sociaux jouent un rôle crucial sur la santé et le bien-être des individus, mais les décideurs peuvent influencer grandement sur les inégalités sociales en fonction de leurs choix idéologiques. Les auteurs veulent donc cerner les politiques publiques les plus efficaces pour réduire les inégalités sociales et la pauvreté. On devine que c'est dans le nord de l'Europe, et en Suède particulièrement, mais pas exclusivement, que se trouvent les bons exemples; c'est donc sur ces régions que se sont penchées les chercheuses du Centre Léa-Roback. De façon plus précise, elles ont identifié neuf caractéristiques du modèle scandinave (p. 150) qu'elles retrouvent dans les politiques familiales, d'aide au logement, d'équité entre les sexes, d'éducation, d'inclusion sociale et de développement durable des pays concernés. Le but de l'exercice, c'est évidemment de comprendre pourquoi le modèle de gouvernance «social-démocrate» nordique semble le plus apte à combiner une diminution des écarts de santé entre les classes, avec une grande compétitivité économique et une grande performance environnementale. La démonstration est

très éloquente et puisque, selon les auteurs, le Québec partage des caractéristiques géographiques, démographiques et culturelles avec les pays nordiques, il doit s'en inspirer.

Le problème de la démarche de Raynault, Côté et Chartrand, comme celui de la plupart des recherches comparatives entre les pays scandinaves et la société québécoise, c'est que l'on occulte peut-être trop les différences, parfois énormes, qu'on peut trouver entre ces sociétés. Ainsi, il n'est pas assez mentionné que le Québec n'est qu'une province du Canada, alors que la Suède, la Norvège, le Danemark et la Finlande sont des pays indépendants. Ce statut de province limite la marge de manœuvre dont peuvent disposer les décideurs politiques d'ici en matière de politiques publiques de santé, comme dans d'autres champs d'ail-

**Le problème de la démarche
[...] de la plupart des recherches
comparatives entre les pays
scandinaves et la société
québécoise, c'est que l'on occulte
peut-être trop les différences,
parfois énormes, qu'on peut trouver
entre ces sociétés.**

leurs. Raynault, Côté et Paquin nous disent par exemple que la décentralisation des pouvoirs est un des éléments capitaux du modèle scandinave et, qu'en ce sens, les municipalités nordiques disposent d'une série de pouvoirs dont rêveraient nos élus municipaux: elles gèrent les écoles secondaires et primaires, les garderies publiques, les services de santé (avec les régions). L'assistance sociale relève d'elles. Elles engagent la majorité des dépenses publiques et disposent dans certains cas d'un pouvoir d'imposition pour les soins de santé. L'État national leur laisse donc une énorme latitude.

Dans le cas du Québec, nous avons un État provincial porteur d'ambitions nationales, mais fortement concurrencé par un État fédéral lui aussi en recherche constante de légitimité nationale, et ce depuis l'origine de l'acte fédératif canadien. Nous savons bien que l'histoire des relations Québec-Ottawa est une histoire de luttes de pouvoirs. On comprend alors aisément les réticences québécoises à déléguer plus de pouvoirs à des municipalités courtisées ouvertement par les instances fédérales. La question mérite en tout cas d'être posée et elle ne l'est peut-être pas assez souvent dans la foule de panégyriques du modèle nordique



produite chaque année. L'obligation de respect des normes nationales canadiennes de santé limite aussi la marge de manœuvre gouvernementale québécoise. D'autre part, les admirateurs du modèle scandinave n'insistent pas assez sur l'impressionnante performance économique des sociétés d'Europe du Nord et leur non moins impressionnant prélèvement fiscal. Le chapitre 11 de l'essai traite un peu de cette variable «névralgique» et nous apprend qu'après une crise économique très dure en 1990 les pays scandinaves se sont relevés, grâce, entre autres, à de fortes hausses d'impôt. Le Québec peut-il en faire autant?

La Suède a connu une croissance de 4 % en 2006 et les indicateurs économiques de ces dernières années nous démontrent que les économies nordiques se situent toujours parmi les 15 économies les plus compétitives à l'échelle de la planète. Quels que soient les indicateurs économiques que l'on prenne, le bilan donne un peu le vertige. Cela a permis bien sûr de préserver la fameuse «philosophie» égalitariste scandinave malgré les grands bouleversements «néolibéraux» du tournant du siècle. La générosité sociale a diminué, mais elle est toujours très forte et la recherche de justice sociale demeure toujours une des grandes priorités des sociétés nordiques. Les auteurs du Bon sens à la scandinave soulignent cependant que le modèle scandinave pourrait commencer à être ébranlé puisque «[...] les organismes porteurs de la social-démocratie s'éloignent de leur base ouvrière traditionnelle au profit de la classe moyenne» (p. 144). La passion de l'égalité n'est plus ce qu'elle était et l'individualisme progresse. Actuellement l'insatisfaction envers le secteur public, pléthorique on le devine, et la réticence envers les impôts élevés, tendent à progresser. L'évolution salariale n'est plus la même pour toute la population; certains groupes s'individualisent et se tournent de plus en plus vers des solutions privées. Bref, nous assistons à davantage de fragmentation sociale. D'autant plus que la Suède et la Scandinavie se transforment démographiquement: les

VOIR À LA SCANDINAVE

suite à la page 8

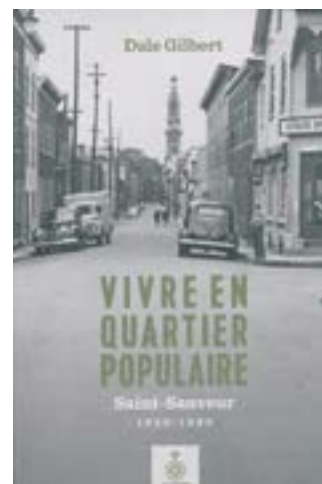
À LA SCANDINAVE

suite de la page 7

populations immigrantes y sont de plus en plus présentes et sont difficiles à intégrer (p. 146). À ce sujet, dans son dernier rapport sur l'économie suédoise, l'OCDE concluait que «les règles de l'emploi en vigueur en Suède sont conçues pour une population homogène» (p. 146).

Les auteurs de *Social-démocratie 2.0* avaient déjà mentionné l'importance d'une certaine homogénéité culturelle pour expliquer la réussite du modèle social-démocrate. Dans leur démarche, Raynault et Côté n'omettent pas cette variable. Elles n'omettent pas non plus de signaler l'obsession consensuelle qui règne chez les Scandinaves. Il semble que la moindre politique ou la moindre

réforme soit précédée d'une kyrielle de recherches et de concertations afin d'aboutir à un consensus le plus large possible. Je crois que la principale leçon à tirer de l'essai de Raynault, Côté et Chartrand, c'est que la social-démocratie scandinave carbure au consensus et que celui-ci est tributaire d'une forte homogénéité luthérienne, jusqu'à tout récemment du moins. Le bon sens scandinave résistera-t-il à la pluralité? L'avenir le dira... ♦



DALE GILBERT

**VIVRE EN QUARTIER POPULAIRE.
SAINT-SAUVEUR, 1930-1980**

Septentrion, Québec, 2015, 333 pages

L'historien Dale Gilbert s'éloigne ici des descriptions statistiques, souvent associées aux études sur la ville, pour proposer un regard sur la culture urbaine en permettant aux gens de se raconter. Il brosse un portrait de la vie de quartier en milieu populaire à Québec entre 1930 et 1980, et plus particulièrement dans l'après-guerre. Le terrain d'analyse correspond aux limites du quartier Saint-Sauveur, qui a subi avec force les changements de comportements associés à l'apparition de la société de consommation. Même si l'auteur utilise diverses sources, dont les recensements et les archives paroissiales, la matière première de l'ouvrage est assurément les entrevues qu'il a menées auprès de 30 personnes ayant habité le quartier pendant au moins 25 ans au cours de la période étudiée. Celui-ci devient alors un espace subjectif dont les frontières sont balisées par les représentations que s'en font les résidents et leurs manières de l'habiter au quotidien. L'ouvrage est divisé en chapitres thématiques qui traitent respectivement de l'histoire du quartier, des trajectoires résidentielles, de la consommation et des loisirs, des sociabilités et de la vie paroissiale.

D'une manière générale, l'auteur décrit une communauté dont le tissu social se relâche au cours du demi-siècle à l'étude.

Avant la Deuxième Guerre mondiale, Saint-Sauveur est une société de proximité. Les rapports sociaux entre résidents sont fréquents, conséquence d'une forte densité démographique et de conditions de vie difficiles qui poussent à l'entraide. De plus, les sociabilités sont liées à une certaine culture urbaine, faite entre autres d'achat local : par absence de commodités tels que des réfrigérateurs ou des automobiles, les résidents se déplacent à pied, font leurs achats dans les commerces du coin, et tout cela favorise des côtoiements fréquents, des relations étroites, des services personnalisés.

Cet univers social est bouleversé par la hausse du niveau de vie caractéristique de l'après-guerre. L'attrait de la banlieue entraîne un exode résidentiel, l'automobile favorise une plus grande mobilité, les grands centres commerciaux et les supermarchés remodelent les pratiques de consommation. Dale Gilbert précise que ses témoins, loin de regretter la période antérieure et de critiquer les changements, se sont fait une fierté de vivre de manière moderne et d'adhérer à ce qu'ils percevaient comme le progrès. La participation aux activités paroissiales décline alors, tout comme la fréquentation des lieux de culte. Parallèlement, les loisirs perdent leur caractère confessionnel et paroissial et sont désormais

organisés par la municipalité. Toutefois, les représentations reliées à la paroisse persistent, et les gens continuent à se définir avant tout comme appartenant à Saint-Sauveur.

Un des avantages de la méthodologie employée par Dale Gilbert, outre que les entrevues permettent d'accéder aux intentions et aux émotions, est qu'il est beaucoup plus facile de retracer l'historique des trajectoires résidentielles, puisque les répondants les connaissent forcément très bien; cette reconstitution devient laborieuse lorsque le chercheur ne dispose que de documents d'archives. Par contre, les entrevues ne peuvent représenter l'ensemble des comportements de mobilité car elles excluent le nombre impressionnant d'individus qui ont quitté Saint-Sauveur au fil du temps. En effet, la population a chuté de moitié entre 1941 et 1981. En interrogeant des gens qui ont vécu dans le même secteur plus de 25 années entre 1930 et 1980 et dont 22 sur 30 y demeuraient encore lors des entrevues, Dale Gilbert, sans surprise, a recueilli essentiellement des témoignages d'attachement et d'appartenance : certains de ses informateurs sont même restés plus de 50 ans dans le quartier Saint-Sauveur.

Par ailleurs, la division par thèmes entraîne quelques répétitions étant donné que les causes des phénomènes observés sont souvent les mêmes d'un chapitre à l'autre. La hausse du niveau de vie après 1945, l'apparition de la voiture, la consommation de masse et la distension du tissu social sont des éléments qui reviennent. Néanmoins, l'auteur réussit à nous faire partager son amour du quartier. Son espoir que celui-ci suscite un regain d'intérêt semble parfaitement en accord avec les valeurs et aspirations des Québécois d'aujourd'hui. Alors que la proximité du lieu de travail et des points de services est synonyme de qualité de vie et que l'achat local devient source de fierté, on peut présager une revitalisation des anciens quartiers populaires.

Ian Mercier

Candidat à la maîtrise en études québécoises, UQTR



L'ACTION NATIONALE AU COEUR DES DÉBATS NATIONAUX DU QUÉBEC DEPUIS 1917

Les dossiers sur les sujets cruciaux pour l'avenir du Québec sont publiés dans L'Action nationale : **Les voies de la radio**

Abonnez-vous ou achetez au numéro (format PDF ou papier)

action-nationale.qc.ca

DON QUICHOTTE DE LA PRESSE

Jean de Bonville
Université Laval

JACQUES KEABLE

QUÉBEC-PRESSE : UN JOURNAL LIBRE ET ENGAGÉ (1969-1974)

Montréal, Écosociété, 2015, 170 pages

Journal hebdomadaire voué à la défense des intérêts des travailleurs et des milieux «populaires», *Québec-Presse* est fondé en 1969, au moment où la résistance aux changements sociaux semble menacer les acquis de la «Révolution tranquille». Pour les «progressistes», «le bon temps était terminé, les vents étaient redevenus hostiles» (p. 26) : il fallait donc se donner les moyens de soutenir la lutte de libération sociale et nationale. Né de la volonté de dirigeants syndicaux et de représentants des milieux «populaires», *Québec-Presse* disparaîtra, cinq ans plus tard, victime de ses contradictions. Mis en place pour défendre les travailleurs, il pâtera, en effet, des querelles intersyndicales et des abus de nombreux dirigeants syndicaux. De même, engagé en faveur du droit à l'autodétermination du Québec et soutenu officiellement par des membres éminents du mouvement indépendantiste, le journal ne ménagera pas ses critiques à l'encontre du Parti québécois naissant, accusé de n'être pas suffisamment socialiste, et ce au point de froisser de nombreux nationalistes (même au sein du conseil d'administration du journal).

Acteur important de cette aventure, l'auteur a participé à la fondation du journal et assisté à sa fermeture : il témoigne de son expérience sans prétendre rendre compte de toutes les dimensions de l'existence de *Québec-Presse*. D'emblée, il affiche son point de vue, partiel et partial. Le livre s'inscrit dans la trajectoire du journal afin que l'expérience de *Québec-Presse* soit «une source d'inspiration pour la création d'un nouveau média progressiste» (p. 13). En dix chapitres de longueur très inégale (le premier ne compte que deux pages alors que le cinquième s'étire sur 41 pages), l'auteur décrit le contexte de la fondation de *Québec-Presse* et la structure organisationnelle de l'hebdomadaire ; il présente un aperçu relativement détaillé de son contenu, évoque l'atmosphère de travail et les relations avec quelques-uns des membres les plus influents de l'équipe de rédaction (Gérald Godin notamment). Il dresse le bilan de l'entreprise en insistant sur ses insuffisances structurelles et dégage, enfin, les enseignements, pour le présent, de l'existence de *Québec-Presse*.

Sur le ton polémique du militant syndical, l'auteur développe son analyse avec

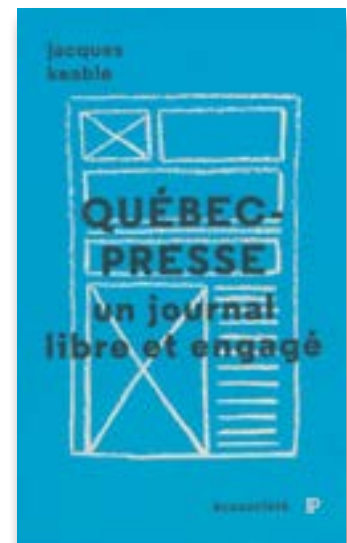
une assurance peu encline à l'autocritique. Certes, il ne s'illusionne pas sur les insuffisances et les limites de l'expérience. Ainsi, ce n'est pas sans ironie ni autodérision qu'il évoque la mendicité chronique du journal, la maigreur de son effectif, les erreurs et les lacunes dans sa couverture de l'actualité. Mais sur les questions de fond, son intransigeance n'est entamée ni par les échecs du moment ni par le recul du temps. Pour lui, le journalisme engagé de *Québec-Presse* relève d'un idéal démocratique valide aujourd'hui comme hier ; même si cet idéal n'a cessé d'être contrarié et menacé par la concentration de la propriété des médias d'information et l'appétit de profit de leurs propriétaires.

On peut aussi interpréter comme une autre preuve de la naturalisation des règles du jeu médiatique par les acteurs le fait que l'auteur lui-même ne prenne pas la mesure de la contradiction fondamentale et, éventuellement, fatale qui mine Québec-Presse, lancé dans un marché médiatique dominé par la logique du financement publicitaire et le paradigme de l'information «objective»

Lui-même partie prenante du système médiatique, l'auteur fait le procès des autres acteurs du système (au premier rang desquels, les grands propriétaires de médias et les journalistes qui servent leurs intérêts) qu'il considère comme responsables de la mise en tutelle des médias par l'intérêt commercial, de la médiocre qualité de l'information et du conservatisme social qui s'ensuit.

C'est donc en ayant à l'esprit ces limites que l'auteur s'assigne lui-même qu'il faut rendre compte de son ouvrage. Toutefois, même si l'auteur n'a pas voulu rédiger un ouvrage scientifique, il n'est pas interdit de le lire avec d'autres lunettes que celles du sens commun. Car, pour fondée que l'analyse puisse être dans le feu de l'action aux yeux du «militant progressiste», elle n'en apparaît pas moins partielle et insuffisante dans une perspective sociohistorique plus large.

D'un point de vue sociologique, l'interprétation de l'auteur est résolument et exclusivement volontariste : pour lui, parce qu'ils ne recherchent que leur avantage et s'ingénient à contrarier l'intérêt de la majorité des citoyens, les propriétaires de médias sont, individuellement, les principaux responsables de la partialité et de la piètre qualité de l'information. «Une "autorité" doit absolument exister pour décider de la politique générale du média, de ses objectifs



et de ses principes [...]» (p. 136). Dans ce monde qui oppose les intérêts des entrepreneurs capitalistes individuels au bien public, incarné par les travailleurs, les structures sociales ne semblent pas exister. Cette vision des choses est caractérisée par ce que certains sociologues appellent une «fusion par le haut» («upwards conflation») : dans cette optique, les structures sociales n'ont pas d'existence autonome ; elles sont la créature des acteurs, qui demeurent en tout temps et intégralement responsables de leur action.

Cette perspective est en partie déterminée par la position même de l'auteur dans le système, de sorte que l'angle mort de son analyse est d'autant plus opaque que sa conviction est grande et son engagement, sincère. En effet, les contradictions de ce journal atypique ne déterminent pas seulement son existence, mais teintent fortement l'analyse que l'auteur-acteur en fait. *Québec-Presse* est un média «marginal», c'est-à-dire qu'il est très différent des autres sur le marché à son époque. C'est une société coopérative qui ne vise pas la rentabilité commerciale, bien que celle-ci soit indispensable à l'atteinte d'un objectif d'ordre essentiellement idéologique. Sa structure organisationnelle assigne une place déterminante aux journalistes, qui planifient et produisent en autogestion le contenu du journal. Des considérations idéologiques influent aussi sur la conduite des gestionnaires, par exemple lorsqu'ils interdisent les pages du journal à la publicité provenant d'annonceurs fautifs en regard des critères de justice sociale défendus par le journal ; ce même engagement idéologique justifie aussi d'autres annonceurs de se tenir éloignés de ce journal trublion. Évidemment, les bailleurs de fonds ne se précipitent pas pour souscrire au capital de l'entreprise, et celle-ci dépend lourdement du bénévolat de ses collaborateurs. Dans ce type de média marginal, l'action des acteurs est capitale, puisqu'elle va à l'encontre de l'inertie (ou du morphostatisme) des structures du champ médiatique. Non seulement cette expérience particulière teinte-t-elle l'analyse de

VOIR QUÉBEC-PRESSE

suite à la page 10

QUÉBEC-PRESSE

suite de la page 9

l'auteur, mais elle semble aussi l'empêcher de saisir que d'autres logiques puissent opérer.

Les grands médias, en effet, font jouer à plein les règles du financement publicitaire et de la concurrence commerciale. Ils tirent l'essentiel de leurs revenus de la publicité, qui constitue moins du quart du maigre budget de *Québec-Presse*. Leur contenu rédactionnel s'adapte au mieux aux goûts de leur public, auquel il faut à tout prix éviter de déplaire. Les règles du jeu médiatique sont la plupart du temps implicites au point d'être naturalisées par les journalistes. Ces médias semblent dotés d'une «servodirection», de sorte que, si tout le monde fait ce pour quoi il a été engagé et payé, le système fonctionne en apparence librement, à la satisfaction des uns (les patrons) et des autres (les journalistes, le public).

L'auteur fait donc le procès des acteurs individuels alors que l'explication des maux qu'il dénonce se trouve pour l'essentiel dans le jeu des structures, structures de marché (sources de financement, parts de marché, tarifs, etc.), structures d'entreprise (distribution des rôles, convention collective, etc.), structures de pensée (perception des attentes du public, genres journalistiques, etc.); les acteurs «légitimes» agissent généralement en fonction de ces structures qui, à la fois, les habilitent et les contraignent.

L'auteur fournit lui-même un exemple de cette contradiction. Dans le dernier chapitre (p. 135), il croise le fer avec le président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, en 2014; selon ce dernier, la presse québécoise est libre et les propriétaires de médias d'information n'interviennent pas dans leur contenu. Pour l'auteur, au contraire, «nier la nécessaire existence [de ce contrôle] est une tricherie, au mieux un déplorable aveuglement» (p. 136). Le point de vue volontariste des protagonistes empêche l'un et l'autre d'apprécier la part de contrainte et de liberté inhérente au fonctionnement médiatique et à la pratique journalistique. C'est la structure du système médiatique contemporain, entretenue solidairement par les propriétaires des médias et les annonceurs, qui, tout à la fois, assure le contrôle de ces derniers sur le système d'information

et les dispense d'intervenir pour le faire fonctionner et en assurer le maintien. Certes, ce système a déjà été et sera éventuellement différent de ce qu'il est aujourd'hui, mais il constitue actuellement une réalité structurelle qui fournit aux propriétaires et aux gestionnaires de médias aussi bien qu'aux journalistes les possibilités et les ressources de leur action.

Accuser de soviétisme (p. 135) les personnes qui, comme le président de la FPJQ, ne dénoncent pas le contrôle des propriétaires de médias sur leurs contenus, condamne l'auteur à prêcher dans le désert. Comme ce fut le cas, semble-t-il, pour *Québec-Presse* (pour rejoindre leurs membres, déplore l'auteur [p. 47], les syndicats plaçaient leurs annonces dans des médias concurrents). Si l'on tient à avancer une explication marxiste plausible, c'est plus d'hégémonie à la Gramsci qu'il faudrait parler que de contrôle à la soviétique. Pour le théoricien italien, nul besoin de théorie du complot pour expliquer la domination idéologique de la classe dominante; la prégnance des structures socio-économiques et culturelles est suffisante pour expliquer que des journalistes comme Pierre Foglia (p. 137) fassent carrière dans des journaux comme *La Presse* et puissent affirmer en toute sincérité et vraisemblablement en toute vérité n'avoir jamais été censurés par le propriétaire.

On peut aussi interpréter comme une autre preuve de la naturalisation des règles du jeu médiatique par les acteurs le fait que l'auteur lui-même ne prenne pas la mesure de la contradiction fondamentale et, éventuellement, fatale qui mine *Québec-Presse*, lancé dans un marché médiatique dominé par la logique du financement publicitaire et le paradigme de l'information «objective»; tout comme le fait, par ailleurs, qu'il ne se rende pas compte du caractère contingent et transitoire du paradigme journalistique qu'il a lui-même pratiqué, journalisme d'information fortement mâtiné de journalisme d'opinion: «[...] les technologies peuvent changer, le métier de journaliste et ses exigences premières de cueillette de l'information et de vérification des faits demeurent les mêmes» (p. 12). Pour l'auteur, «le» journalisme est un idéal immuable, mis en crise uniquement par la cupidité des propriétaires de médias et l'aveuglement consenti des politiques.

Cet ouvrage ne pourra certes pas tenir lieu d'histoire «savante» de *Québec-Presse*, mais il apporte un éclairage utile à la compréhension des motivations des artisans de ce journal singulier. ❖



Les Cahiers de lecture depuis 2007

26 numéros, plus de 750 recensions, des collaborateurs de tous les horizons

(tous les anciens numéros sont en vente à la boutique: action-nationale.qc.ca)

ENTREPRISE DE DÉBOULONNAGE

Martin David-Blais
Université St-Paul

LOUIS GILL

AUTOPSIE D'UN MYTHE. RÉFLEXIONS SUR LA PENSÉE POLITIQUE DE JEAN-MARC PIOTTE

Mont-Royal, M éditeur, 2015, 139 pages

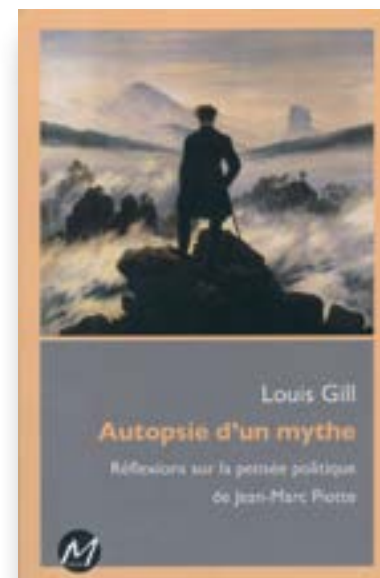
Le titre de ce petit livre annonce avec clarté le projet de son auteur : une attaque en règle de la pensée politique de Jean-Marc Potte, présenté comme le pape de la gauche québécoise, voire comme le père autoproclamé du marxisme québécois. D'entrée de jeu cependant, je me suis questionné sur le choix du mot «mythe», car j'ai peine à croire que l'intelligentsia de gauche du Québec se réfère continuellement à Potte et qu'elle lui attribue spontanément une autorité intellectuelle ou morale comparable – toute proportion gardée – à celle d'un Chomsky. Par contre, Potte se présente encore comme un penseur marxiste «inspiré par un marxisme révisé à la lumière des connaissances que nous ont apportées les sciences sociales depuis la mort de son fondateur¹», et à cet égard, je comprends que Gill ait eu envie de réagir. Et puis, il est vrai qu'il y a du pontifiant chez Potte : en lisant son ouvrage sur le nationalisme conservateur², j'ai été frappé par sa posture autoritaire et par son désir de frapper d'opprobre moral tout ce qui ne semble pas correspondre à sa définition de l'esprit progressiste.

Le réquisitoire de Gill ne fait pas dans la nuance, mais il est efficace et passablement convaincant. Après lecture de son livre, on est porté à souscrire à la thèse de l'auteur, à savoir que Potte a abandonné les engagements qu'il a pris au moment de participer à la fondation de la fameuse revue *Parti pris* et qu'il a cessé il y a longtemps d'être marxiste, d'être militant syndical et d'être nationaliste. Le réquisitoire de Gill procède d'une stratégie simple. Il identifie des objets de réflexion à propos desquels le jeune Potte a formulé des positions tranchées et très marquées du côté des luttes sociales pour montrer que, non seulement il a depuis lors constamment changé d'avis, mais surtout qu'il a renié les raisons fortes qui motivaient ces luttes. Les causes en question : le combat syndical des travailleurs du Québec, la construction du socialisme et le combat du peuple québécois.

S'agissant par exemple de luttes ouvrières, Gill s'emploie à montrer que la pensée de Potte sur le syndicalisme et les luttes contre la gestion autoritaire des entreprises capitalistes a été entièrement faite de zigzags et de têtes à queue. Le chapitre que Gill consacre à la pensée de Potte sur le nationalisme (que je peux mieux juger) est construit sur la lecture de son livre sur le nationalisme conservateur cité plus haut. L'analyse fait ressortir une conception très peu sympathique à l'indépendantisme québécois qui tend à récuser les enjeux sociopolitiques concrets qui se posent dans des rapports entre groupes nationaux ; ayant lu ce livre de Potte et de Couture, je souscris à l'évaluation de Gill.

Même s'il se réclame encore de Gramsci, Potte n'utilise guère cette démarche ; il donne plutôt l'impression d'être un auteur éclectique, dont la pensée est devenue essentiellement moralisante.

Je suis aussi d'accord avec Gill pour ce qui est du marxisme affiché de Potte : on ne saurait considérer ce dernier comme un penseur marxiste, même s'il pourrait s'agir de «marxisme révisé». Cette prise de position tranchée ne vaut pas que pour Potte du reste, elle pourrait s'adresser à de nombreux auteurs qui se disent critiques et marxistes sans pour autant recourir à l'armature conceptuelle du matérialisme historique. Ce n'est pas une simple affaire d'étiquette ici, mais bien de choix théoriques fondamentaux. Non seulement le marxisme parle-t-il de classes, de conflits de classe et d'enjeux économiques lourds, mais il procède aussi d'une méthode d'analyse précise, de nature holiste et économiste, où la notion de «mode de production» occupe une place absolument centrale. Gill a raison d'insister. Même s'il se réclame encore de Gramsci, Potte n'utilise guère cette démarche ; il donne plutôt l'impression d'être un auteur éclectique, dont la pensée est devenue essentiellement moralisante. Gill qualifie même Potte de «marxiste de cafétéria», ce qui veut dire qu'il ne retiendrait de la pensée de Marx et Engels que quelques éléments épars. Par contre, je me dois de souligner que Gill sous-estime assez grossièrement l'apport de Gramsci à la tradition marxiste sur la question de l'idéologie en le qualifiant d'auteur «idéaliste», un chef d'accusation aussi classique que flou. Je veux bien com-



prendre que Potte a pendant longtemps joui du statut de grand expert québécois de l'œuvre de Gramsci, d'où l'envie de récuser aussi la théorie gramscienne de l'hégémonie qui faisait son fonds de commerce. Mais la réfutation de Gill se fait sur le mode ad hominem. À mon sens, Marx et Engels n'ont jamais eu une position absolument cohérente sur la délicate question du poids des idées et de la conscience dans la lutte des classes et que tous les continuateurs, de Lénine à Althusser, ne sont pas vraiment parvenus à surmonter la difficulté.

J'espère que Gill, qui semble prolifère ces temps-ci³, transformera son indignation à l'endroit des prétentions de Potte et s'emploiera à mettre en lumière la richesse et la pertinence de la démarche analytique du marxisme. Bien sûr, certains auteurs ont attaqué cette tâche, mais ils me semblent tomber dans le piège de l'orthodoxie nostalgique⁴ ou celui d'une attaque convenue et moralisante du néolibéralisme. Je sais qu'il a donné des conférences sur ce thème, je serais bien curieux de lire les prolongements de sa réflexion.

Cela dit, il y a dans ce livre une dimension bilan. Bilan personnel d'abord : on sent que Gill a envie de dire à son ancien camarade que lui est demeuré fidèle à ses engagements de jeune homme, qu'il n'a pas changé de chemise tous les cinq ans et qu'il est prêt à faire face, comme intellectuel, aux erreurs et échecs de la gauche socialiste. J'ai soupçonné des enjeux personnels, mais je n'ai pas cherché à en apprendre davantage. Le livre comporte par ailleurs de longs passages consacrés à l'expérience des pays de l'Est et à l'économie planifiée, ce qui est éminemment courageux. Ces passages sont toutefois un peu décevants parce qu'ils demeurent trop en surface et ne constituent pas une véritable réévaluation de ce que fut le socialisme réel. Polémiquant avec Potte

1 Louis Cornélius, « Ce que croit Jean-Marc Potte : Le testament intellectuel d'un marxiste révisionniste », *Le Devoir*, 12 octobre 2013.

2 Jean-Marc Potte et Jean-Pierre Couture, *Les nouveaux visages du nationalisme conservateur*, Montréal, Québec-Amérique, 2012.

3 Je signale au passage son essai : *Art, politique, révolution*, M éditeur, 2012.

4 Voir par exemple : Isabelle Garo, *L'idéologie ou la pensée embarquée*, La Fabrique, 2009.

DÉBOULONNAGE

suite de la page 11

au sujet d'un de ses livres datant de 1979⁵. Gill ressort des discussions un peu anciennes comme les thèses de Rizzi et Burnham sur le «collectivisme bureaucratique». Il est à souhaiter que Gill reprenne et approfondisse son analyse des expériences socialistes au XX^e siècle et qu'il se départisse un peu de la posture trotskiste qu'il semble avoir adoptée autrefois. Il serait utile que des auteurs rigoureux utilisent la grille marxiste pour aborder l'histoire de l'URSS et de l'Europe de l'Est et traitent de pouvoir, de gouvernance ou d'économie. Des questions difficiles se dressent devant eux, par exemple: comment se fait-il qu'un effort révolutionnaire donne si souvent lieu à une dictature du parti? Ou encore: comment se fait-il que l'économie industrielle dirigée soit assez peu

efficace du point de vue de la satisfaction des besoins de consommation courante des citoyens? Autrement dit, vingt-cinq ans après la chute du communisme en Europe de l'Est, on demandera aux penseurs qui se veulent encore et toujours socialistes si la transformation révolutionnaire des sociétés et le contrôle monopoliste de l'État sont souhaitables aux yeux du matérialisme historique actuel. Mais revenons à Piotte.

Finalement, je me demande si tout cela justifiait un tel livre; peut-être aurait-il mieux valu que Gill abandonne les réflexions de Piotte à la critique rongeuse des souris (cette jolie formule revient justement à Marx et Engels). ♦

5 Jean-Marc Piotte, *Marxisme et pays socialiste*, VLB, 1979.

PIERRE DUBUC

PKP DANS TOUS SES ÉTATS

Montréal, Éditions du renouveau québécois, 2015, 156 pages

Quand ce numéro des *Cahiers de lecture* paraîtra et si la tendance se maintient, Pierre-Karl Péladeau sera chef du Parti québécois et de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale du Québec. En tout cas, ce ne sera pas grâce au brûlot que Pierre Dubuc lui a consacré: 156 pages pour finalement conclure que: «Malgré toute la bonne volonté indépendantiste qu'on peut accorder à PKP, son passé d'affaires risque de peser plus lourd dans la balance que l'indépendance du Québec» (p. 156).

On connaît Dubuc: indépendantiste entier, syndicaliste affirmé, directeur de *L'aut'journal*, un des fondateurs du SPQ Libre, identifié à l'aile gauche orthodoxe du Parti québécois. On se doute bien alors qu'il voit d'un œil plus que suspicieux l'arrivée de l'héritier Péladeau, un poids lourd de la bourgeoisie québécoise, à la direction du principal parti indépendantiste québécois. Dubuc, comme une frange substantielle des indépendantistes québécois, ne semble en effet pas concevoir que l'indépendance du Québec puisse ne pas être «progressiste»; bref, il est méfiant, et c'est un euphémisme! Afin de justifier sa méfiance et dans une dizaine de courts chapitres, il fait le procès de PKP. Il déboulonne tout d'abord sa réputation d'homme d'affaires et soutient que Péladeau aurait tout raté et ne devrait son salut qu'à la Caisse de dépôt et placement et à Videotron. Il lui reproche également son «antisindicalisme»; selon lui ceci est d'autant plus grave que le PQ ne peut faire l'indépendance sans l'appui militant des organisations syndicales.

Mais le militant syndical ne s'arrête pas là, il charge lourdement PKP dans d'autres domaines. Tout y passe: les relations douteuses avec Brian Mulroney et privilégiées avec Harper (ainsi nous apprenons que, grâce au premier ministre du Canada, Julie Snyder a pu rencontrer Michelle Obama à Ottawa et que les vedettes d'*Occupation double* ont été reçues au 24 Sussex, plutôt que les leaders de *Idle No More*!). Sont mentionnés également la saga du Colisée de Québec, celle du programme de procréation assistée que soutenait la même Julie Snyder, les montants versés par l'homme d'affaires à différents partis politiques, ainsi que les sympathies de PKP envers François Legault et son idéologie «néo-libé-



rale». Afin de prouver que le *Journal de Montréal* est devenu un simple instrument de propagande au service de Péladeau, Dubuc consacre une dizaine de pages à la couverture de la une de ce journal alors que la popularité de Legault et de son nouveau parti était au zénith. Le directeur de *L'aut'journal* fait flèche de tous bois pour alimenter ses critiques de l'homme d'affaires: à la page 108 de l'essai, il note l'arrivée triomphale de PKP au PQ et signale la présence à ses côtés, sur une photo, de Denise Filiatrault, indépendantiste des premières heures, mais ne peut s'empêcher de mentionner que cette dernière est directrice du théâtre Le Rideau vert, sauvé de la faillite en 2015 par Québecor... Cela symbolise selon lui «l'extraordinaire» influence de Québecor et de PKP sur le monde artistique et culturel. Enfin, quand il sent que sa démonstration n'est pas assez solide, il recourt souvent à la forme conditionnelle: aurait, serait, ainsi qu'aux rumeurs: «André Desmarais serait lui-même intervenu dans la salle de rédaction [...]», p. 116. «Selon une rumeur de plus en plus persistante, l'avenir de Gesca serait de plus en plus incertain.» «Plusieurs spéculent sur la possibilité que Gesca cède ses publications à Bell [...]» p. 122.

Assurément avec PKP à sa tête et l'aile «progressiste» sur le plancher, les futurs congrès ou conseils nationaux du Parti québécois vont se jouer à guichets fermés!

Daniel Gomez

Chef de pupitre, essais politiques



L'ACTION NATIONALE AU COEUR DES DÉBATS NATIONAUX DU QUÉBEC DEPUIS 1917

Les dossiers sur les sujets cruciaux pour l'avenir du Québec sont publiés dans L'Action nationale: **Le Québec face à l'ordre pétrolier canadien**

Abonnez-vous ou achetez au numéro (format PDF ou papier)

action-nationale.qc.ca



LES MURMURES DU MAQUIS PATRIOTE

Jean-Pierre Durand

Rédacteur en chef du journal *Le Patriote* de la SSJB de Montréal

GEORGES AUBIN ET
JONATHAN LEMIRE
**LUDGER DUVERNAY. LETTRES
D'EXIL, 1837-1842**
Montréal, VLB Éditeur, 2015,
312 pages

À quelques exceptions près, notamment avec l'incontournable biographie que lui consacrait Denis Monière (Québec/Amérique, 1987), peu de textes ont porté sur Ludger Duvernay et c'est bien regrettable. Car il s'agit sans conteste de l'une des plus éminentes et fascinantes figures à faire cas pour peu que l'on s'intéresse à l'histoire du temps des Patriotes de 1837. Duvernay, l'imprimeur, le journaliste, l'homme politique et, à l'occasion, l'impénitent duelliste, mérite amplement le détour. Soyons donc redevables aux historiens Georges Aubin et Jonathan Lemire de nous le faire découvrir par le biais de sa correspondance entretenue pendant son exil forcé aux États-Unis, soit de décembre 1837 à février 1842.

[Duvernay] s'investit dans l'activité où il excelle encore le mieux: le journalisme, mais un journalisme de résistance et de combat, qui s'accompagne d'activités, illicites aux yeux du pouvoir anglais, mais essentielles pour préparer la riposte. Car, qu'on ne s'y trompe pas, ces exilés n'ont pas capitulé ni renoncé le moins du monde à conquérir leur liberté.

En ces temps troublés par les affrontements rendus inéluctables entre les patriotes et le gouvernement colonial anglais du Bas-Canada, il devenait chaque jour davantage hasardeux pour Duvernay de faire courir sa plume impunément sur un papier rebelle comme *La Minerve*, sans s'exposer tôt ou tard à quelques ennuis majeurs. Mais l'homme, qui a connu quelques fois la prison pour ses idées et qui n'hésite pas à se mettre «cartel» en tête si l'occasion se présente, a du cran à revendre et la fougue intrépide qui l'habite se dresse tel un rempart contre tout ce qui tenterait de lui faire clore le bec.

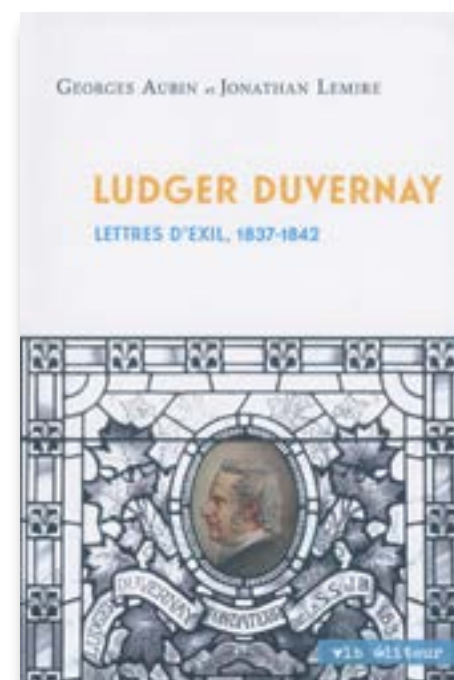
Sauf que, le 16 novembre 1837, alors que les troubles insurrectionnels deviennent imminents, le gouverneur Gosford lance des mandats d'arrestation contre les chefs de file patriotes, et Duvernay, forcément du nombre, se trouve cette fois contraint à l'exil.

Durant ces années en sol américain, on se doute bien que l'homme de lettres qu'est Duvernay n'allait pas laisser choir sa plume pour autant, qu'il n'allait pas se livrer au farniente ni jouer au touriste, déjà qu'il avouait trouver New York ennuyant! Alors il s'investit dans l'activité où il excelle encore le mieux: le journalisme, mais un journalisme de résistance et de combat, qui s'accompagne d'activités, illicites aux yeux du pouvoir anglais, mais essentielles pour préparer la riposte. Car, qu'on ne s'y trompe pas, ces exilés n'ont pas capitulé ni renoncé le moins du monde à conquérir leur liberté.

Évidemment, la vie des réfugiés aux États-Unis se mène rarement dans l'opulence. Parfois, c'est dans un certain dénuement, voire dans un état pitoyable qu'ils se retrouvent. Néanmoins, ils s'organisent politiquement et entrevoient le moment de s'affranchir une fois pour toutes du joug britannique. La fondation de l'organisation secrète des Frères chasseurs en 1838 s'inscrit dans cette démarche. Les lettres reçues par Duvernay au cours de cet exil nous renseignent sur celle-ci. Bien que les auteurs du livre ne peuvent confirmer sans l'ombre d'un doute que Duvernay ait pu en être la pierre angulaire, certaines lettres – où un correspondant plus loquace lui en attribue la paternité – autorisent les auteurs à dire qu'il en était sûrement à tout le moins l'une des têtes dirigeantes.

Ces lettres ne peuvent s'épancher sur l'implication des uns ou des autres, fournir des détails, sans risquer de compromettre et les uns et les autres. De même que l'on dit que les murs ont des oreilles, de même les lettres doivent parfois requérir le secret. C'est ainsi que certains mots seront codés, que les signatures seront remplacées par des initiales, bref, que la précaution est de mise. L'expéditeur suggère aussi parfois qu'on brûle sa lettre après l'avoir lue, ce qui on s'en doute pouvait être salutaire, sans être bien efficace pour les historiens qui se pencheront sur cette période par la suite.

Ce qu'on savait déjà un peu sur Duvernay se révèle vrai, à savoir qu'il était un leader pragmatique, qui ne manquait pas d'idées, et qu'il conservait l'amitié de toutes les factions. Car dans ce petit monde de la diaspora patriote en sol américain, il y avait souvent place à des désaccords profonds entre modérés et radicaux. Rassembleur, Duvernay maintenait dans l'exil les festivités entourant la fête de la Saint-Jean-Baptiste. Il ne faut pas conclure que l'unanimité régnait à son propos pour autant. Il y a quand même



quelques lettres où l'on se dit ses quatre vérités pour nous le rappeler.

On ne peut qu'être impressionné par la persévérance de Duvernay pour créer un journal canadien aux États-Unis, en dépit de la difficulté de se procurer les sous et le matériel d'imprimerie nécessaire, d'autant que sa diffusion au Canada n'est ni assurée ni même autorisée. Mais Duvernay ne renonce pas pour si peu et il lancera *Le Patriote canadien* aux États-Unis pour «faire palpiter l'âme des patriotes», écrira aussi des articles, sous pseudonyme, pour des publications canadiennes. Il participera à d'innombrables réunions et assemblées, bref, il ne restera jamais les bras croisés.

Ces lettres ne peuvent s'épancher sur l'implication des uns ou des autres, fournir des détails, sans risquer de compromettre et les uns et les autres. [...] C'est ainsi que certains mots seront codés, que les signatures seront remplacées par des initiales, bref, que la précaution est de mise. L'expéditeur suggère aussi parfois qu'on brûle sa lettre après l'avoir lue [...]

Puis, un beau jour, c'est le retour de l'exilé – j'ai bien failli écrire l'enfant prodigue, mais j'ai eu une petite gêne – qui rentre dans ses terres à Montréal et reprend les rênes de son journal interrompu, *La Minerve*. Une page est tournée et une autre s'ouvre, mais ceci, comme disait Kipling, est une autre histoire...

Le volume comprend une introduction d'une centaine de pages, suivie d'une trentaine de lettres de Duvernay et d'un choix d'une vingtaine de lettres qui lui sont adressées. Enfin, mentionnons que les auteurs ont eu la bonne idée de rendre la totalité des lettres reçues par Duvernay accessible en format numérique sur le site Web de l'éditeur (www.edvvlb.com). ♦



L'EXPRESSION DE LA COLÈRE POPULAIRE

Alain Croix

Historien, professeur émérite, Université de Rennes 2 - Haute-Bretagne

RENÉ HARDY

**CHARIVARI ET JUSTICE
POPULAIRE AU QUÉBEC**

Québec, Septentrion, 2015, 288 pages

*Madame Haugé, Je suis forcé de vous
avertir comme cèffre du chalivari [...] que
vous avez avoir un chalivari le petit
chalivari qui il a hu leautre foi sest rien.*

A ces deux lignes, on peut déjà mesurer l'intérêt de ce livre qui nous amène droit dans la culture québécoise des XIX^e et XX^e siècles, et bien au-delà de son objet précis: ici l'alphabétisation, avec ces transcriptions phonétiques si précieuses de la manière de parler...

Par ailleurs, il faut constater que ce livre dépasse, et de beaucoup, l'horizon québécois: sauf erreur de ma part, aucun ouvrage n'a jamais utilisé un tel corpus, 190 affaires au total qui se sont déroulées pour l'essentiel entre 1800 et 1934 avec même quelques dossiers débordant au XVIII^e siècle ou au milieu du XX^e.

L'ampleur chronologique du propos est importante, car elle indique les ambitions: pister les origines européennes du charivari, montrer comment celui-ci fut pratiqué au Québec, et suivre sa disparition progressive. Cette disparition fait d'ailleurs l'objet d'un dernier chapitre très précieux. L'auteur pointe bien que l'État, qui légifère contre le charivari, et l'Église, qui multiplie les interdictions, n'ont qu'un faible poids sur le coup; néanmoins, René Hardy met en relief les effets à long terme de la prise en main de la culture québécoise par l'Église catholique, avec la complicité d'un État qui lui confie l'éducation. L'Église parvient, au terme d'un siècle d'efforts – le XIX^e – à maîtriser cette «culture populaire», mais elle se lie ainsi au sort d'une culture policée et étriquée dont l'éclatement, dans les années 1960, marquera aussi l'effondrement de son influence: victoire ultime, peut-être, des «charivaristes»...

Pour soutenir son propos, René Hardy utilise évidemment toutes les armes de l'historien. Il procède à une analyse à peu près exhaustive de la bibliographie et des interprétations européennes; il s'agit du seul point peut-être sur lequel on pourrait

lui chercher noise, tant il est indulgent en rapportant des analyses des années 1970 qui font sourire aujourd'hui. Le lecteur fera son tri. L'auteur conduit aussi une réflexion serrée sur les biais introduits par des sources qui sont pourtant aussi variées que possible: archives judiciaires et ecclésiastiques, presse, monographies, enquête orale... Il développe un rapport remarquable au document, ce qui nous donne un ouvrage semé d'insertions de textes précieux et, on s'en doute, souvent savoureux... De plus, il démontre un sens de la nuance qui évite le simplisme: le charivari n'est pas seulement populaire, pas seulement masculin: non sans quelque mérite, compte tenu des sources, le rôle des femmes est bien montré.

**Quand un charivari vise le président du Conseil législatif qui a fait
emprisonner deux journalistes (1832), nous sommes dans une forme de
protestations qui renvoie à ces Trois Glorieuses françaises qui faisaient rêver
les élèves des collèges sulpiciens du Québec, et la date en fait un élément
précurseur des Rébellions de 1837-1838, au cours desquelles les Patriotes
sauront user de l'arme du charivari.**

Le résultat est impressionnant, car tout est dans ce livre. Les rituels bien sûr, avec en premier lieu la production du bruit, élément spectaculaire et indispensable. Les degrés de la violence. Les acteurs, qui sont non seulement des gens du peuple, mais aussi des bourgeois, au moins jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Les lieux, longtemps villes autant que campagnes. Les périodes. Les cibles, évidemment les remariages considérés comme enfrenant les normes sociales (trop grands écarts d'âge, de condition, délai de veuvage trop court...), évidemment aussi les manquements trop ostensibles aux mœurs acceptables (alcoolisme, malhonnêteté, femme qui porte la culotte...), mais aussi parfois des victimes de vengeances plus personnelles. Et enfin, le fréquent consensus, voire l'accord tacite des victimes, qui mettent fin au charivari en accordant une compensation sous forme monétaire ou directement consommable...

L'apport le plus remarquable tient cependant dans le chapitre consacré aux «charivaris politiques». L'auteur y montre bien comment la forme du charivari s'adapte très facilement à l'expression de sentiments



collectifs qui ne relèvent pas seulement des normes en matière de mariage, de sexualité ou de comportement social. Le charivari peut être aussi l'expression politique – nous dirions en France: citoyenne – d'un peuple écarté de toute forme d'accès au pouvoir. Quand une prison est enfoncée pour délivrer des *charivaristes* (Montréal, 1821), nous sommes exactement dans une des formes

les plus ordinaires de la révolte populaire, de la France du XVII^e siècle au «Libérez nos camarades» des mouvements urbains d'aujourd'hui. Quand un charivari vise le président du Conseil législatif qui a fait emprisonner deux journalistes (1832), nous sommes dans une forme de protestations qui renvoie à ces Trois Glorieuses françaises qui faisaient rêver les élèves des collèges sulpiciens du Québec, et la date en fait un élément précurseur des Rébellions de 1837-1838, au cours desquelles les Patriotes sauront user de l'arme du charivari. Le charivari, c'est aussi une réponse au suffrage censitaire, à la pratique du vote public, à l'achat des suffrages. Le charivari, c'est encore l'arme des plus pauvres, de ceux qui n'ont pas accès à la culture savante ou même à ses bribes, jusqu'à manifester ainsi contre l'imposition d'une taxe foncière pour financer les écoles au cours de la «guerre des éteignoirs» de 1849-1850.

Le livre de René Hardy n'est donc pas seulement un livre d'histoire. Au moins pour le lecteur européen que je suis, il fait réfléchir au présent, et à ce qui est peut-être – sans doute? – la forme contemporaine du charivari pour celles et ceux qui n'ont pas ou plus d'autres moyens de protestation: le vote populiste.

Et c'est bien, à mon sens, à l'ampleur des réflexions qu'il suscite qu'on reconnaît un grand livre d'histoire. ♦

**L'Église parvient, au terme d'un siècle d'efforts – le XIX^e –
à maîtriser cette «culture populaire», mais elle se lie ainsi au sort d'une
culture policée et étriquée dont l'éclatement, dans les années 1960,
marquera aussi l'effondrement de son influence:
victoire ultime, peut-être, des «charivaristes»...**



LES ARMES DE LA RÉPRESSION

Gilles Laporte

Historien, professeur au cégep du Vieux-Montréal

JAMES JACKSON

L'ÉMEUTE INVENTÉE

Montréal, VLB éditeur, 2014, 322 pages

Au terme d'un scrutin électoral houleux, l'armée anglaise ouvre le feu sur la foule à Montréal, tuant trois passants et en blessant une dizaine d'autres, le 21 mai 1832. Ce fait est bien connu, notamment de ceux qui sont familiers avec les événements de 1837-1838 et pour qui le «massacre du 21 mai» est généralement considéré comme le macabre prélude. On peut donc *a priori* s'interroger sur l'intérêt d'un professeur de littérature retraité du Trinity College de Dublin à consacrer 300 pages pour décortiquer chaque détail entourant l'intervention de l'armée et le procès qui s'ensuivit. Cette interrogation s'évanouit dès les premières pages du livre de James Jackson tant le lecteur est aussitôt happé par le récit haletant des événements, puis par une sourde indignation devant les irrégularités de l'appareil de justice.

Empruntant davantage la posture d'un chroniqueur que celle d'un historien patenté, Jackson règle rapidement la question du cadre conceptuel: même s'il déduit un peu vite que pratiquement toute l'historiographie avant lui a repris la version officielle de l'armée, il choisit de s'en tenir aux faits.

J'ai préféré concentrer mon attention sur les événements plutôt que sur la théorie [...] De toute façon, ce n'est pas la théorie qui permettra d'expliquer les événements survenus sur une place d'Armes et dans la rue Saint-Jacques bondées entre quatorze heures trente et dix-sept heures quinze l'après-midi du 21 mai [...]

S'il ne s'embarrasse effectivement pas d'analyser de manière approfondie le fonctionnement des institutions coloniales, il y a bien une démarche derrière le travail de Jackson. Elle tient d'abord à la tradition anglo-saxonne du récit politique événementiel, dont se sont malheureusement trop éloignés nos universitaires francophones, davantage soucieux de plaire à leurs pairs qu'au public. Jackson n'a pas non plus les scrupules des historiens québécois à appeler un chat un chat et définir les clans politiques en termes ethnolinguistiques, jugeant que ce détail n'est pas anodin:

Tracey doit sa victoire à la forte participation au scrutin des électeurs canadiens-français et irlandais [...] Il est préoccupant, cependant, que 93 Canadiens français aient opté pour Bagg. Dans le résumé personnel qu'il fait de l'élection, Jacques Viger les qualifie de traîtres (p. 112).

La démarche de Jackson rejoint plus précisément celle des historiens socialistes anglais qui ont cherché à retracer l'histoire des luttes populaires à travers la mémoire de tels événements tragiques: E.P. Thompson ou Éric Hobsbawm pour ne nommer que les plus illustres. Ne boudant pas ses propres racines irlandaises, Jackson se place aussi dans le sillage des Joseph Lee, Emmet O'Connor ou Francis Lyons, ayant démontré à quel point la conscience nationale irlandaise s'est forgée au fil de cinq siècles de persécution britannique, des Têtes rondes de Cromwell à *Bloody Sunday*. Plus près de nous, le travail Jackson rappelle celui de Simon Jolivet et de Pierre Joannon qui, dans des ouvrages récents, ont trouvé d'étonnantes analogies entre le destin de l'Irlande et celui du Canada français. Jackson ne fait donc pas mystère de sa sympathie envers les victimes du 21 mai, conjointement des Irlandais et des Canadiens français, terrassés par l'armée anglaise, puis par un appareil judiciaire corrompu.

La démarche de Jackson rejoint plus précisément celle des historiens socialistes anglais qui ont cherché à retracer l'histoire des luttes populaires à travers la mémoire de tels événements tragiques: E.P. Thompson ou Éric Hobsbawm pour ne nommer que les plus illustres

La thèse de Jackson est limpide: en principe destinés à mettre fin à une émeute, l'intervention de l'armée, la lecture de l'acte d'émeute, puis le tir de barrage contre une foule pacifique en train de se disperser au terme de la victoire électorale de Daniel Tracey ne constituent que l'issue déplorable d'une mise en scène destinée à assouvir la vengeance des adversaires du candidat patriote.

L'affaire tirerait sa source de l'arrestation de Tracey en janvier pour diffamation envers les membres du conseil législatif. Accueilli en triomphe à sa sortie de prison, le médecin irlandais n'est nullement intimidé et brigue aussitôt les suffrages à l'occasion d'une élection partielle dans le Quartier-Ouest de Montréal, en avril 1832. Tracey dénonce sans ménagement le Conseil législatif, l'administration britannique et le monopole foncier accordé en Estrie à la British American Land Company. Pour Jackson, il est clair que Tracey s'en prenait à des intérêts puissants qui vont se



liguer derrière la candidature du marchand d'origine américaine Stanley Bagg.

La fameuse élection durera trois semaines «tant qu'une heure ne s'est pas écoulée entre deux votes». Tandis que les deux candidats rivalisent aux urnes, la tension est vive devant le bureau de vote encombré de fiers-à-bras engagés pour intimider les partisans de l'adversaire. Finalement, le 21 mai, voyant que la victoire de Tracey semble assurée, des magistrats pro-Bagg appellent l'armée à intervenir contre ce qu'ils qualifient un peu vite d'émeute appréhendée. La place d'Armes et la rue Saint-Jacques sont pourtant calmes, les partisans de Tracey cheminant alors vers le Marché à foin pour célébrer leur victoire. Le constable William Robertson ordonne néanmoins à l'officier commandant le peloton de faire feu sans sommation sur la foule avec le résultat qu'on sait.

Une enquête du coroner mène rapidement à l'arrestation de deux officiers responsables. Ils sont cependant aussitôt libérés par l'intervention du solliciteur général Ogden. En juin, Montréal est aux prises avec l'épidémie de choléra, dont le docteur Daniel Tracey est ironiquement lui-même victime le 18 juillet. Le grand jury ne s'ouvre donc qu'à l'automne afin de juger des responsables du massacre. Les audiences étant à huis clos, on assiste alors à une invraisemblable série d'irrégularités menant à la conclusion que l'armée a bien agi en tirant sur la foule ce jour-là. Les responsables de la fusillade seront même honorés et récompensés par le gouverneur Aylmer. C'en est trop pour les députés patriotes qui convoquent un comité extraordinaire de la Chambre chargé de faire enquête. Les témoins sont donc réentendus, montrant hors de tout doute qu'à aucun moment l'armée n'était en danger et en droit d'utiliser la force. La Chambre d'assemblée n'ayant cependant aucun pouvoir de sanction, le comité se conclut en queue de poisson. Le pouvoir d'enquête des députés sur les actions de

VOIR ÉMEUTE INVENTÉE

suite à la page 16

ÉMEUTE INVENTÉE

suite de la page 15

l'exécutif se retrouvera plus tard au cœur des 92 Résolutions et le souvenir amer du massacre du 21 mai résonnera longtemps durant les assemblées patriotes.

Outre le récit enlevé et le réquisitoire en règle mené contre un système de justice partial et corrompu, le principal intérêt du livre de Jackson est de poser le contexte d'une crise qui n'allait que s'envenimer jusqu'en 1837. Surtout, les protagonistes sont déjà tous là : George Moffat qui appelle l'armée à intervenir et qui orchestrera plus tard l'Acte d'Union, William Robertson, qui ordonne à l'armée de tirer et qui arrêtera plus tard des patriotes, Charles Richard Ogden qui gracie les officiers responsables, puis qui est aussitôt promu procureur général, condamnant plus tard douze patriotes à la pendaison. Ceux-là aussi sont là : les jeunes de Lorimier et La Fontaine, tous deux frôlés par les balles anglaises ce 21 mai, Côme-Séraphin Cherrier qui mène la poursuite contre

les officiers responsables, Denis-Benjamin Viger qui porte l'affaire en Angleterre et, bien sûr, Louis-Joseph Papineau qui suit, scandalisé, les travaux du grand jury et qui convoquera le comité de la Chambre.

Jackson a en somme raison de rappeler que « Pour les plus jeunes membres du parti, cette élection partielle a été une occasion de se faire les dents en politique » (p. 24), et de conclure que :

C'est l'incident qui les a convaincus de la nécessité d'une approche plus radicale dans leurs rapports avec les autorités britanniques. Le compte à rebours menant aux événements de 1837 et 1838 avait commencé (p. 301). ♦



OLIVER CÔTÉ

CONSTRUIRE LA NATION AU PETIT ÉCRAN

Québec, Septentrion, 2014, 446 pages.

L'ouvrage d'Oliver Côté est issu d'une thèse de doctorat et la rigueur scientifique y est de mise. Il aurait cependant dû être davantage synthétisé. Côté n'a en effet quasiment pas modifié sa thèse de doctorat, qu'on peut retrouver intégralement sur Érudit. Le livre s'adresse donc davantage à des chercheurs, des professeurs, des étudiants déjà interpellés par ce type d'analyse, mais moins à des lecteurs intéressés par la forme « essai ».

À partir d'une analyse détaillée des rapports entre équipes de production de la télé série *Le Canada, une histoire populaire* (diffusée de 2000 à 2002) des sociétés CBC et Radio-Canada et des ouvrages des historiens, l'auteur décortique chaque émission pour dresser le récit, qu'il qualifie de mythique, de la construction de la nation canadienne – « *nation building* » – « des élites libérales anglo-canadiennes [majoritairement] ontariennes » (p. 14).

Cette télé série de 17 épisodes, rappelons-le, fait suite au traumatisme post-référendaire de 1995 des fédéralistes canadiens. Il s'agit donc d'une réécriture du passé qui favorise le point de vue d'un Canada unitaire. À cet égard, Olivier Côté annonce dans son introduction que le récit historique de la télé série présente deux types de discours : celui du « *Colony to Nation* » et celui de la dualité canadienne. Le premier type s'accorde avec le « statut de récit hégémonique » qui fixe l'interprétation « sur la marche progressive », voire linéaire de la création de l'État-nation. Quant au second, il « stipule la conciliation bonne-ententiste des intérêts divergents des deux principales communautés linguistiques canadiennes » (p. 20). Il en ressort un récit plutôt complaisant qui édulcore les luttes ou batailles entre Blancs et Amérindiens, entre Canadiens français et Canadien anglais, entre métis et Canadiens anglais.

Dans la première partie du livre, l'auteur remonte aux origines du projet, à la dynamique des relations entre les réalisateurs et l'équipe éditoriale, entre équipes de production des épisodes où, évidemment, plusieurs points de vue se confrontent et s'affrontent. Il y a même des mises à pied. On apprend, sans surprise, que la structure très hiérarchisée du travail donne les coudées franches au patron de l'équipe éditoriale, Mark Starowicz, un Canadien anglais. À cet égard, l'équipe journalistique francophone de Radio-Canada ne fait pas le poids dans son rapport avec l'équipe journalistique anglophone de CBC tant du point de vue du budget que de l'intégrité. Dans le contexte post-référendaire, les collègues anglophones doutent de sa neutralité politique (p. 58). Une autre partie fait état des luttes interprétatives entre historiens et journalistes et, encore là, c'est sans trop d'étonnement qu'on assiste à la victoire des journalistes sur les spécialistes du passé.

Mais les capsules (chapitres) de la deuxième partie où sont décrits les épisodes sont encore plus intéressantes. Par exemple, lors de l'épisode sur la Confédération canadienne, le scénario « exalte les qualités des pères fondateurs » (p. 85) tout en limitant la parole des personnages politiques qui s'y sont opposés, dont le célèbre Wilfrid Laurier qui est plutôt présen-

té « comme le chantre du multiculturalisme et du bonne-ententisme [des] concepteurs de la série » (p. 172). Autre exemple d'une conception édulcorée, voire simplifiée de l'histoire : la télé série confère la conquête de l'Ouest canadien à la police montée et à la progression du chemin de fer. Ce qui est mis de l'avant, selon l'auteur, c'est la vision d'une unification du territoire par les colons blancs et bien que « les différentes versions du scénario de l'épisode manifestent une sympathie certaine à l'égard de la cause métisse, des Amérindiens et des colons blancs victimes des changements d'arpentage, elles ne remettent jamais totalement en cause la légitimité du dispositif colonial » (p. 87).

Ainsi vont les autres chapitres de la deuxième partie qui évoquent la trame historique de la construction du Canada à partir d'une conception libérale contemporaine axée sur le pluralisme culturel, comme « modèle du vivre-ensemble » (p. 113), de la dualité canadienne où Anglais et Français sont « unis dans un même destin » (p. 149), où sont insérés quelques passages obligés, dont celui de l'implication des femmes qui, selon l'auteur, est superficiel. Il serait fort intéressant de voir ou revoir les épisodes de la série, qui ne sont plus disponibles sur le NET, à la lumière de l'analyse dégalée par l'auteur.

De l'analyse esthétique de la télé série (troisième partie), au rapport entre les acteurs (quatrième partie), l'auteur démontre que la télé série est une véritable tentative de création de l'identité canadienne, mais sans profondeur. Sans cette profondeur, insiste-t-il en conclusion de la quatrième partie, le téléspectateur est comme un « aveugle, passager attentif aux instructions narratives » (p. 320). Ainsi, on évite de lui fournir les outils analytiques de la démarche historique qui lui permettraient de mettre à distance cette réalité historique formatée. C'est sur la réception des téléspectateurs qu'est consacrée la dernière (cinquième partie du livre) et, bien que 1,3 million de téléspectateurs du Canada anglais et 360 000 du Québec aient regardé les épisodes, l'analyse repose essentiellement sur 925 courriels envoyés au service de l'auditoire de la CBC/Radio-Canada. C'est en annexe que l'on retrouve les détails de cet échantillon qui explique, entre autres, la sous-représentation des internautes québécois (p. 431).

Il ressort dans cette dernière partie d'analyse que certains téléspectateurs des provinces de l'Atlantique et de l'Ouest s'opposent au récit hégémonique de la série, notamment parce que leurs commentaires s'incarnent dans des régionalismes affirmés. Mais c'est entre les deux majorités linguistiques, Canadiens anglophones et Québécois francophones qu'émergent deux discours qui s'opposent, les événements de l'histoire n'ayant pas le même sens ni la même référence identitaire.

Claire Portelance

Ph. D. Histoire, UQTR



LA FICTION OFFICIELLE DOIT ÊTRE COMBATTUE PAR LA FICTION

Martine-Emmanuelle Lapointe

Professeure adjointe, Département des littératures de langue française, Université de Montréal

LOUIS HAMELIN

FABRICATIONS. ESSAI SUR LA FICTION ET L'HISTOIRE
Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2014, 232 pages

En 2010, Louis Hamelin a fait paraître *La constellation du lynx*, roman consacré à la crise d'octobre 1970 qu'il mûrissait depuis plusieurs années. Fiction accordant une large place aux traces de l'Histoire, archives, témoignages et documents authentiques portant de près ou de loin sur le felquisme et les entours de la crise, elle a donné lieu à une polémique dans les journaux et chez certains historiens et militants nationalistes.

La version de l'Histoire privilégiée par Louis Hamelin était loin de convenir à tous. L'auteur n'avait pas hésité à remettre en question plusieurs aspects du récit officiel de la Crise d'octobre, supputant même que le mystère entretenu autour de la mort de Pierre Laporte avait pu servir les intérêts des felquistes. Il ose l'affirmer de nouveau dans *Fabrications*: «[u]n mensonge de proportions historiques que le Québec, à travers les silences des papis du FLQ et les œillères des autres, continue de se raconter» (p. 202). La polémique de 2010, rappelons-le, portait essentiellement sur la légitimité de la version de l'Histoire offerte dans *La constellation du lynx*. L'ouvrage d'Hamelin tenait-il de la «fiction bien documentée [ou du] document recourant aux techniques de l'écriture de fiction (genre nouveau journalisme)» (p. 55)? De son propre aveu, Hamelin serait alors devenu «le poil à gratter de toute une faune accouchée par Octobre. Celui qui crache dans la soupe aux pois» (p. 15).

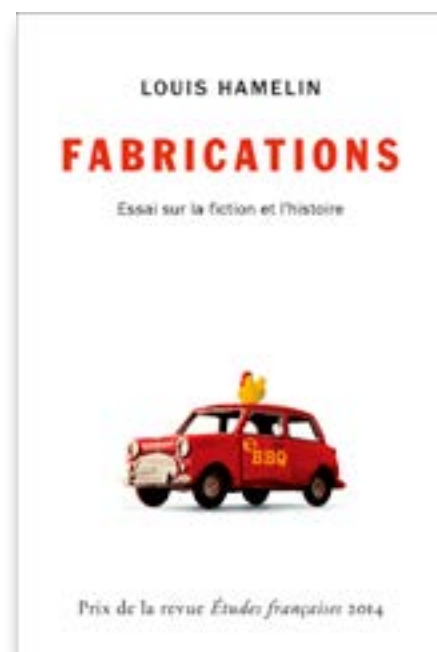
Sans entrer dans le vif du débat, je me permettrai de souligner d'emblée un fait important: chez Hamelin, la littérature constitue littéralement une méthode, une herméneutique, une manière de lire et de décrypter un ensemble de faits et de documents. Elle sert en somme de filtre sémiotique, de loupe. Il ne s'agit pas tant de traduire fidèlement la réalité historique que de réfléchir aux signes qui l'habitent et la déterminent, aux couches de sens surimprimées qui la composent comme autant de facettes d'un même objet. L'Histoire et la mémoire collectives se construiraient ainsi à partir de récits consensuels, seraient *fabrications*: «les scénaristes et les romanciers, de préciser Hamelin, n'ont pas l'apanage du travail créatif qui consiste à fabriquer des histoires» (p. 140).

Un tel parti pris, sans doute provocant, n'en demeure pas moins partagé par plusieurs théoriciens de l'Histoire, de Paul Veyne à Paul Ricœur, en passant par Hayden White. Suivant ces théoriciens, l'Histoire ne se fonde pas sur un fonds historique qui surgirait, brut et intouché, du passé, mais demeure avant tout une interprétation nourrie des traces qu'ont laissées ceux qui nous ont précédés.

Il ne s'agit pas tant de traduire fidèlement la réalité historique que de réfléchir aux signes qui l'habitent et la déterminent, aux couches de sens surimprimées qui la composent comme autant de facettes d'un même objet.

S'il revient sur les enjeux de la polémique provoquée par la publication de *La Constellation du lynx*, *Fabrications* s'attache bien davantage à la question de la frontière, nécessairement poreuse, entre la fiction et l'histoire. Le romancier nous fait entrer dans son atelier d'écriture, raconte la genèse du projet de *La constellation du lynx*, met en scène ses témoins et ses interlocuteurs historiques (John Grube, Jacques Cossette-Trudel, Albert Lisacek, Francis Simard pour ne citer que ceux-là) ainsi que l'un de ses personnages de fiction, Sam Nihilo. Ce dernier, écrivain-enquêteur de *La constellation du lynx*, est paradoxalement celui qui s'en prend avec le plus de vigueur au travail d'Hamelin, lui reprochant notamment de «confond[re] la vraie vie avec l'histoire» (p. 207), de «raisonne[r] par induction» (p. 210), et de multiplier les «admettons» (p. 210). Le brouillage entre la vérité et la fiction est volontairement cultivé par l'auteur qui n'hésite pas à mettre en scène un double de Réjean Tremblay s'adonnant à la rédaction d'un épisode de *Scoop* ou encore son ami Jacques Pelletier qui, précise-t-il, «sera considéré comme un personnage d'une autofiction» (p. 225).

L'essai est en quelque sorte une illustration des principes chers à l'auteur. Soucieux de la vérité historique, il donne également – et parfois simultanément – dans l'invention de scènes, de personnages et de lieux. Aux réflexions inspirées par de célèbres cas de conspiration politique (le Jubilee Plot de 1887, l'Affaire Aldo Moro, entre autres) s'entrelacent des analyses littéraires de romans historiques (*Guerre et paix* de Tolstoï, *Mao II* et *Libra* de De Lillo, *La Storia* de Morante,



Harlot et son fantôme de Mailer, et j'en passe), ce qui confère à la fiction une valeur heuristique. C'est d'ailleurs le pari qu'a voulu tenir Hamelin en rédigeant *La constellation du lynx*: écrire, non pas un roman historique, mais un roman heuristique qui permette, comme le note l'auteur, «de découvrir des faits [...] cachés» (p. 145).

Roman et essai dialoguent sans cesse, se relaient et se relancent. Dans *Fabrications*, Hamelin rejoue même certaines scènes de son roman. L'article «Un témoin clé est détenu. Rencontre secrète du FLQ dans la nuit du 3 au 4 novembre» paru en novembre 1970 sert doublement de matrice narrative. Dans le roman, il est de Paul Charlebois et a paru le 25 novembre 1970 dans le *Montreal Sun*. Il y est déchiffré par les «Octobierristes», ces gens de lettres réunis par le Chevalier Branlequeue (sorte d'avatar de Jacques Ferron) pour réfléchir à la construction des récits accompagnant la Crise d'octobre. Dans *Fabrications*, le même article est reproduit, signé cette fois par Paul Dubois et publié dans le *Montreal Star* du 24 novembre 1970. Dans les deux cas, l'article est relu et décrypté, et permet à l'auteur d'illustrer ses principes herméneutiques, lesquels visent «à entrouvrir [les] profondeurs [du texte]» (p. 173). Le double statut de l'article, à la fois authentique et fictif, témoigne ainsi parfaitement de la porosité des frontières génériques et confirme de nouveau l'importance de la lecture au sens fort du terme, décryptage et interrogation constante des signes textuels, qu'ils soient d'Histoire ou de fiction.

Le dénouement de *Fabrications* laisse d'ailleurs entendre que le combat entre l'Histoire et la fiction ne sera jamais terminé: si la beauté du mois d'octobre, son «odeur de tendre décomposition du tapis de feuilles humide», «ses silences à nul autre pareils» (p. 226) s'impose à l'auteur, c'est pour mieux ramener à la surface, non sans ironie, les archives déclassifiées de la Crise d'octobre. ♦

DANS L'OMBRE DE L'HISTOIRE

Hubert Samson
Université du Québec à Trois-Rivières

KATHRYN MAGEE LABELLE
**LE PARI DE LA DISPERSION.
UNE HISTOIRE DES
OUENDATS AU DIX-SEPTIÈME
SIÈCLE**

Québec, PUL, 2014, 304 pages

Les recherches récentes en histoire autochtone permettent de corriger certaines zones floues de l'historiographie traditionnelle. C'est le cas notamment dans ces deux ouvrages.

Dans *Le pari de la dispersion*, Kathryn Magee Labelle remet en question la thèse voulant que la nation ouendate ait disparu, vers le milieu du XVII^e siècle, en raison des épidémies d'origine européenne et des raids iroquois. Elle démontre que les Ouendats ont survécu, et qu'à l'aide de différentes stratégies, dont l'exil et la migration, ils sont parvenus à préserver les fondements de leur culture et de leur identité.

La première partie de l'ouvrage traite du climat d'incertitude dans lequel vivent les Ouendats à compter des années 1630. Les contacts plus fréquents avec les Européens entraînent une série d'épidémies mortelles au sein de leur communauté. Pour repeupler leurs villages, les Ouendats décident de mener des raids chez les Iroquois afin d'y capturer des prisonniers, mais cette initiative entraîne

à son tour de nombreux morts. Réduits démographiquement et ravagés par la guerre, les Ouendats prennent alors, vers 1650, la décision difficile d'abandonner leur territoire ancestral (Ouendaké) et de se disperser pour survivre.

Labelle s'intéresse ensuite à la formation de la diaspora ouendate, au cours de la seconde moitié du XVII^e siècle. Durant cette période, la Confédération se scinde en trois groupes, chacun faisant l'objet d'une étude spécifique. Un premier groupe se dirige vers l'ouest chez les Ashinibés. Un deuxième remonte la vallée du Saint-Laurent vers l'est pour se rapprocher des Français. Le troisième s'installe chez les Iroquois au sud de l'actuel lac Ontario.

Dispersés et minoritaires au sein de leurs sociétés d'accueil, les Ouendats auraient pu disparaître ou devenir un peuple marginal, mais ce n'est pas le cas, comme Labelle le soutient dans son étude. Au cours de leur migration, les Ouendats de l'ouest renforcent leurs liens avec leurs partenaires commerciaux ashinibés. Ce faisant, ils réaffirment progressivement leur rôle de commerçants dans la région des Grands Lacs. Les Ouendats de l'est se montrent quant à eux de « bons chrétiens », et en obtenant la reconnaissance des Jésuites, ils parviennent à mainte-

nir leur statut privilégié aux yeux des Français. En Iroquoisie, les Ouendats servent d'intermédiaires entre les Français et les Iroquois, contribuant ainsi à un rapprochement entre les deux parties. Sur différents plans et à différents niveaux, les Ouendats parviennent donc à maintenir leur influence en Amérique du Nord.

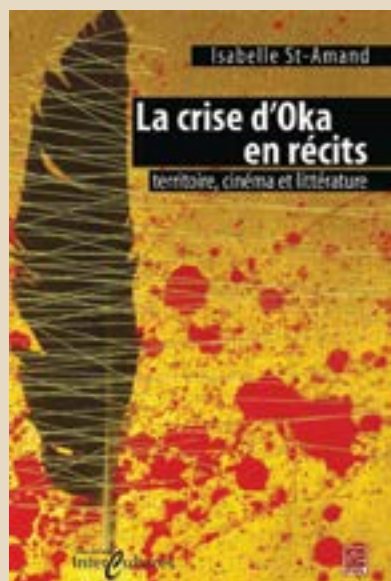
Le déracinement et l'exil engendrent néanmoins des changements au sein de la nation ouendate. Or, plutôt que d'insister sur l'idée de rupture, comme d'autres auteurs l'ont fait, Labelle met en évidence la continuité culturelle et identitaire des Ouendats après 1650. Plus précisément, elle étudie l'évolution de leur société sous trois angles : la nature du commandement, le rôle exercé par les femmes et le pouvoir. Au final, nous voyons qu'en dépit de l'éclatement géographique de leur nation et des risques d'acculturation, les Ouendats ont su tableer sur différentes stratégies pour survivre et maintenir leurs spécificités culturelles.



ISABELLE ST-AMANT

LA CRISE D'OKA EN RÉCITS, TERRITOIRE, CINÉMA ET LITTÉRATURE

Québec, PUL, 2015, 282 pages



Tout livre sur la crise d'Oka et sur les relations avec les premières nations au Québec et au Canada est bienvenu. L'ignorance de l'histoire des premiers peuples et des relations qu'ils ont entretenues depuis les premiers contacts est surprenante et décevante. Dans une boutade cynique, *The Economist* a écrit au début des années 1990 que l'Amérique (ce qui nous comprend aux yeux de cette revue) s'intéresse vivement aux Autochtones à peu près tous les 25 ans, puis elle se désintéresse tout aussi rapidement. La crise d'Oka a pu bénéficier de cet intérêt, car elle est arrivée à un moment fort du cycle.

L'auteure tente dans le livre de cerner les différentes façons dont on raconte la crise et la résistance à Kanesatake, mais aussi à Kahnawake. Elle passe en revue les films réalisés, les livres (essais, poésie, romans), par des artistes ou journalistes autochtones et autres. Son analyse des œuvres littéraires qui effleurent la crise, mais qui approfondissent le sujet des relations entre les autochtones et leurs voisins est éclairante et démontre à quel point cette question nous hante encore.

En ce qui concerne les films réalisés, elle se penche principalement sur deux films, *Okanada: Behind The Lines* d'Albert Nerenberg et de Catherine Bainbridge et *Kanesatake: 270 ans de résistance* d'Alanis Obomsawin. Sa décision de consacrer un chapitre entier au premier film nous semble douteuse: Albert Nerenberg était connu en 1990 surtout pour ses chroniques d'humour dans un hebdomadaire anglais gratuit de Montréal. Il se décrit actuellement

JEAN-PIERRE SAWAYA
DES BRAVES ET DES
GUERRIERS. LES
AMÉRINDIENS DU QUÉBEC
ET LA GUERRE DE 1812
 Québec, PUL, 2015, 258 pages

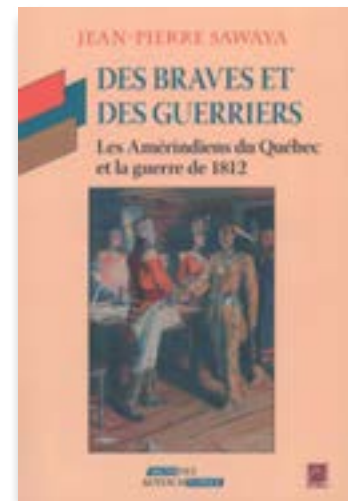
Jean-Pierre Sawaya, de son côté, revisite la guerre anglo-américaine de 1812 dans *Des braves et des guerriers*. Sa principale contribution consiste à définir le rôle des autochtones du Haut et du Bas-Canada dans ce conflit. L'auteur estime que près d'un millier de guerriers servent la Couronne britannique à ce moment. Il s'agit d'Iroquois de Kahnawake, d'Akwesasne et de Kanesatake, d'Algonquins de Kanesatake et de Trois-Rivières, d'Abénakis de Saint-François et de Bécancour, de Nipissings de Kanesatake, de Hurons de Lorette et de quelques Têtes-de-Boule du Haut-Saint-Maurice.

Plusieurs chercheurs ont traité de la guerre anglo-américaine de 1812 en reléguant les autochtones au second plan de l'histoire. Sawaya, pour sa part, les met à l'avant-scène de son récit et fait d'eux de véritables acteurs historiques. À l'aide de sources diverses telles que les correspondances, les récits de guerre, les papiers de famille, les articles de journaux, les mémoires, les discours officiels et les documents gouvernementaux, il reconstitue les faits et gestes des autochtones durant la guerre. Il rend ainsi hommage aux acteurs oubliés de l'histoire dont le récit nous est moins familier que celui de Charles-Michel d'Irumberry de Salaberry ou de Laura Secord, par exemple.

Pour commencer, Sawaya s'intéresse aux relations politiques et diploma-

tiques d'avant-guerre (1807-1812). Dans cette partie, il est avant tout question du rôle stratégique des autochtones en Amérique du Nord. L'auteur démontre que la Grande-Bretagne compte sur eux pour défendre ses colonies du Haut et du Bas-Canada, tandis que les États-Unis cherchent à obtenir leur appui, ou du moins leur neutralité. Notons également que les autochtones sont loin d'être des acteurs passifs à la solde de la Couronne britannique. Le recrutement des guerriers s'avère parfois difficile et leur allégeance n'est pas acquise d'avance, comme en témoigne le contentieux entre royalistes (favorables à la Grande-Bretagne) et bostonnais (favorables aux États-Unis).

Sawaya présente ensuite le récit des batailles marquantes de la guerre anglo-américaine (1812-1814). Nous constatons qu'à chaque affrontement, de petits groupes de guerriers autochtones accompagnent l'armée britannique et la milice coloniale pour combattre les troupes américaines. Ceux-ci contribuent grandement aux victoires britanniques, en raison notamment de la crainte qu'ils inspirent à l'ennemi. Les rapports de guerre ne font toutefois pas toujours mention d'eux. Jugeant leurs méthodes de guerre violentes et non conformes aux pratiques européennes, l'armée britannique occulte souvent leur présence dans ses rapports officiels. Forcément, cette mesure a pour effet de donner une fausse représentation de la participation réelle des autochtones. En croisant les sources, Sawaya parvient tout de même à déjouer cette lacune et à donner une interprétation plus juste de l'histoire.



L'auteur conclut son étude en traitant de la période d'après-guerre. Il démontre qu'en dépit du rôle significatif joué par les autochtones tout au long du conflit, la fin des hostilités annonce la diminution progressive de leur poids politique. Les premières décennies du XIX^e siècle correspondraient selon lui à la mise en place d'une politique de dépossession territoriale et d'assimilation. Le peu de reconnaissance que leur accordent la Couronne britannique et les autorités coloniales (médailles honorifiques, monuments commémoratifs et dédommagements financiers) témoignerait également de cette perte d'influence et d'un changement d'attitude à leur égard.

Les autochtones ne cessent pas pour autant d'agir sur le cours de l'histoire. Trop souvent, l'historiographie traditionnelle a tendance à ignorer ou à minimiser leur contribution historique. Les études de Labelle et de Sawaya ont donc le mérite de redonner une place aux autochtones dans l'histoire, alors que nous les croyions absents ou disparus. ♦

comme « laughologist ». Il est surprenant que l'auteure ait pris ce cinéaste d'occasion au sérieux. Alanis Obomsawin est beaucoup plus sérieuse et mérite la place que l'auteure lui accorde. Elle a eu une carrière de cinéaste remarquable même si d'aucuns soutiennent qu'elle est obsédée par les fautes du Québec. Mais cela s'explique peut-être par les sources du financement de ses films.

Dans sa conclusion, l'auteure note : « L'objectif de ce livre n'était pas de découvrir la vérité de ce qui s'est passé lors de l'événement. » Dommage ! Car ce choix a pour conséquence que la grave crise d'Akwesasne au sujet des casinos au début de 1990 ne mérite guère plus qu'une note de bas de page. Akwesasne est cette communauté mohawk qui chevauche les frontières du Québec, de l'Ontario et des États-Unis. Pourtant, plus de deux mois avant que la Sûreté du Québec monte à l'assaut des barricades à Oka le 11 juillet 1990, deux Mohawks sont morts par balles tirées vraisemblablement par ceux qui s'étaient rendus par la suite à Kanesatake, changeant ainsi totalement la nature du combat contre l'agrandissement du golf. En fait, sans la crise d'Akwesasne, où les Warriors ont été chassés par les autres Mohawks, Oka n'aurait peut-être pas eu lieu.

Ce choix de l'auteure a eu aussi pour effet de banaliser la crise politique grave que le Canada traversait à ce moment. Rappelons

que les opposants canadiens de l'Accord du lac Meech, surtout du Parti libéral du Canada, mais aussi du NPD, avaient déjà identifié depuis quelques années les premières nations comme « leur » fer de lance contre le Québec. Sur celui qui a tenu sa plume au Manitoba en juin 1990, Elijah Harper, le magnat des médias et financier du Parti libéral, feu Izzy Asper, a affirmé dans une lettre confidentielle à Deborah Coyne de Terre-Neuve que l'autochtone Elijah Harper n'était qu'un fantôme et que c'était lui et le Parti libéral qui avaient créé l'opération de blocage d'Elijah Harper. Même le terme « premières nations » n'a vraiment pris racine que pendant le débat : « premières » pour donner un message aux Québécois que leur argument d'ancienneté au Canada pourrait être retourné contre eux.

L'absence d'une discussion de cette crise politique plombe le livre et les analyses des récits littéraires et cinématographiques. Car la crise Canada-Québec explique pourquoi de tous les cas d'interventions policières lors de conflits territoriaux au Canada impliquant les premières nations, celui d'Oka en 1990 a eu le plus grand retentissement, et de loin.

Robin Philpot
 Éditeur de Livres Baraka



Des courges et des citrouilles de l'Amérique. Samuel de Champlain

ALAIN ASSELIN, JACQUES CAYOUE
ET JACQUES MATHIEU

CURIEUSES HISTOIRES DE PLANTES DU CANADA

Québec, Les éditions du Septentrion, 2014,
250 pages

Comme un cadeau du ciel, arrivé trop discrètement l'automne dernier dans le paysage de l'histoire et des sciences naturelles, cet essai remarquable vient combler un vide longtemps déploré parmi la communauté des scientifiques de ces domaines. Enfin! disons-le d'emblée, voilà une analyse exhaustive et rigoureuse des traités de botanique et des œuvres anciennes consacrées à la découverte et à l'identification, souvent pleine de tâtonnements, des plantes de notre portion de ce Nouveau Monde. Et on doit ce véritable tour de force à trois érudits, Alain

Asselin, professeur à la retraite, associé au Département de phytologie de la Faculté des sciences de l'agriculture

l'alimentation de l'Université Laval, et de Jacques Cayouette, botaniste et chercheur à Agriculture et agroalimentaire Canada depuis 1984 et enfin Jacques Mathieu, professeur émérite du Département d'histoire de l'Université Laval. Trois scientifiques de haut niveau, rompus aux dimensions multiples de la botanique qui ont réuni leurs expériences de terrain, les fruits de leurs recherches et leurs connaissances historiques les plus fines pour nous offrir cette passionnante analyse.

La fleur du cardinal
The Botanical Magazine

En introduction, les auteurs nous rappellent la place et les rôles essentiels du monde végétal et la dépendance vitale des sociétés humaines à son égard: en plus de fournir l'oxygène à la biosphère, «l'or vert», ainsi le nomment-ils, compose la base de la plupart des pyramides alimentaires. Le savoir sur les plantes, écrivent-ils aussi, fait partie du patrimoine historique, culturel et scientifique des civilisations, bien que leur connaissance et leur influence ne soient pas encore connues dans les fins détails. Les auteurs font preuve d'humilité et témoignent de leur prudence lorsqu'ils affirment que l'histoire détaillée des plantes canadiennes, si palpitante et pleine de rebondissements soit-elle, ne fait que commencer. De fait, il ne s'agit ici que du premier tome de cet essai couvrant la période des découvertes et des premières explorations: il inclut un coup d'œil sur la présence des Vikings et de leur *vinland*, à Terre-Neuve vers l'an 1000, pour enchaîner ensuite avec les XVI^e et XVII^e siècles et se terminer avec les écrits du missionnaire naturaliste Louis Nicolas, présent en Nouvelle-France jusqu'en 1675. Le second tome en préparation nous fera découvrir plus tard les auteurs et les œuvres du siècle suivant qui sera clos avec la fin du Régime français en 1760.

LES RECHERCHE

Paul-Louis
Historien et

Le volume s'ouvre sur un précieux rappel de l'origine et du cheminement du savoir botanique depuis les temps les plus anciens: il est présent à Babylone et dans la haute Égypte, puis repris et enrichi par les naturalistes grecs et romains, comme Théophraste (ca 371 et 287 av. J.-C.) et Pline l'Ancien (23 – 79), ce dernier se référant à pas moins de 473 auteurs pour compiler son *Histoire naturelle* en 37 volumes. La grande vedette du savoir des plantes dans l'Antiquité reste cependant Dioscoride (ca 40 – 90) dont la somme intitulée *De materia medica* influencera la médecine pendant pas moins de 1500 ans. Détail intéressant, la version illustrée la plus complète de ce traité date probablement d'avant l'an 512 et fut conservée par une princesse de Byzance, Juliana Anikia, décédée en 527. Ce manuscrit unique, qui a traversé avec bonheur les siècles suivants, est aujourd'hui inscrit dans la liste «Mémoire du monde» de l'UNESCO et il fait partie des trésors documentaires de l'Autriche.

L'invention de l'imprimerie par Gutenberg en 1454 entraîne la diffusion accrue des œuvres savantes qui vient s'ajouter à la fin du siècle à la découverte du Nouveau Monde, si bien que le savoir des plantes connaît une véritable ébullition tout au long du XVI^e siècle. Paraissent alors de plus en plus de livres accessibles au grand public et surtout des traités, originellement rédigés en grec et en latin, mais écrits pour une première fois dans les langues nationales, comme l'allemand en 1485 et le français en 1500. Nos trois auteurs auront souvent recours aux encarts pour attirer l'attention soit sur une lacune, une description imprécise, un différend opposant les hommes de science sur l'appartenance d'une plante à un genre, ou encore pour illustrer un fait réel, une anecdote, une utilisation originale, le plus souvent une curiosité du plus haut intérêt venant compléter ou alléger la communication d'un contenu tout de même assez dense.

Ainsi du fait suivant: le croirait-on, le clergé espagnol s'est opposé longtemps à la culture «diabolique» de la patate... simplement parce qu'elle menaçait de remplacer le seigle sur lequel l'église percevait la dîme; une partie du clergé anglais ne fut pas en reste, décourageant ses ouailles de planter la patate, ce féculent démoralisant (*demoralising esculent*) servant de nourriture à un peuple américain barbare et conquis, et horreur suprême!, qui ne figurait pas dans la Bible. Autre information hallucinante: il y aurait pas moins de 350 millions d'herbiers qui ont été constitués à travers le monde depuis les premiers moments des sciences biogéographiques; le recours à ces précieuses collections demeure toutefois capital quand on sait qu'au cours des 50 dernières années, 382 études et articles des revues scientifiques ont utilisé pour leur part 733 de ces herbiers institutionnels.

Suivent vingt-quatre chapitres consacrés aux curiosités de l'histoire des plantes et présentés comme autant de faits méconnus ou tombés dans l'oubli. L'envergure de la collecte ne laisse pas d'impressionner tant il semble que tous les fonds des grandes bibliothèques européennes, et bien sûr américaines, ont été consultés: France, Allemagne, Italie, Angleterre, Scandinavie, Pays-Bas, Espagne, États-Unis, etc. La provenance des sources et des références de chacun des thèmes nous révèle bien l'immense mouvement d'appropriation scientifique que la découverte du nouveau continent a pu provoquer. L'espace nous manque pour résumer tous les sujets abordés, signalons néanmoins quelques curiosités regroupées sous le chapeau de la découverte et des usages: trois chapitres portent, comme il se doit, sur les voyages de Jacques Cartier et sur les relations ou récits qu'il en a faits. C'est l'occasion rêvée de revoir l'identité des plantes mentionnées par Cartier depuis l'île de Brion, qu'il aborde en 1534, jusqu'à Hochelaga l'année suivante et ensuite son bref séjour à Cap-

S SUR L'OR VERT

s Martin
ethnologue

Rouge en 1541-42. Les auteurs font le point, entre autres plantes, sur le blé et les pois sauvages trouvés par le capitaine Cartier, et ce, grâce aux travaux récents de Marie-Victorin, Jacques Rousseau et Pierre Morisset. S'y ajoute une analyse fouillée sur le maïs, désigné alors comme le mil du Brésil, avec lequel les Amérindiens font leur galette qui est, écrit Cartier, «le pain de leur terre [...] comme nous faisons de froment». On saisit l'occasion pour relever l'origine des publications sur le maïs (maiz, ma-idz) depuis les voyages de Colomb ainsi que sur le terme *bois de brésil* qualifiant un bois dur et rouge aux vertus tinctoriales très appréciées. Un encart consacré aux arbres et à la flore de la ville de Québec, à l'époque de Cartier, signale aussi la présence abondante du chanvre sauvage dont l'espèce cultivée plus tard sera connue comme le s.

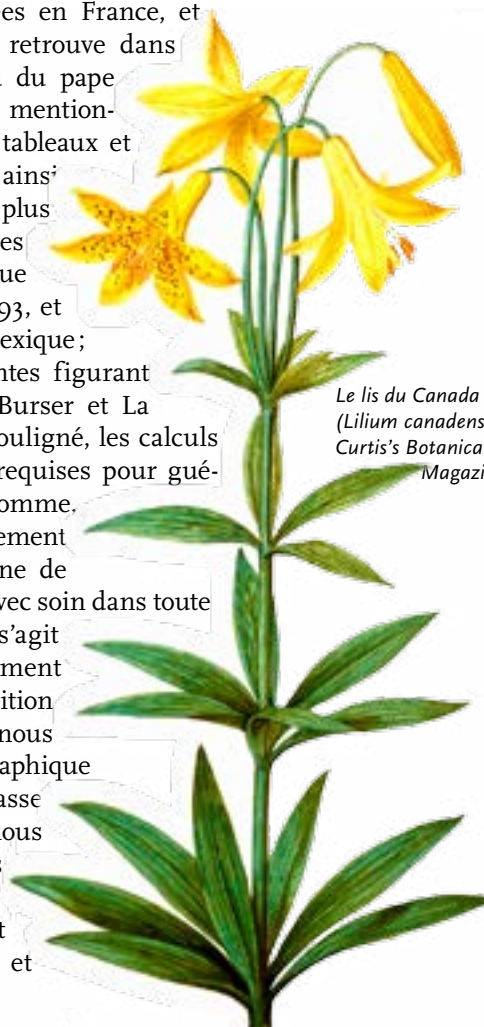
Suit une nouvelle synthèse sur l'épisode du scorbut qui a affecté l'équipage de Cartier et dont il a été guéri en six jours grâce aux rameaux du fameux «arbre de vie», «l'annedda», apportés par l'informateur amérindien, Domagaya. Scorbut, grosse vérole ou syphilis, il semble bien que les feuilles et l'écorce de cet arbre, broyées et ensuite bouillies, aient eu le pouvoir de les guérir toutes en peu de temps, selon les témoins de l'époque. Les auteurs en profitent pour faire le point sur cette grosse vérole, autrement dit la syphilis, appelée «mal de Naples» par les Français et «mal français» par les Napolitains, dont on connaît mal l'origine, mais dont les ravages frappent des populations démunies; à Paris, en 1497, les malades atteints de la syphilis doivent quitter la ville sur-le-champ pour éviter la pendaïson. L'Europe entière cherche la panacée, le remède miracle pour contrer cette engeance: on se tourne vers la sauge (*Salvia officinalis*) déjà appréciée depuis le Moyen-Âge, le chia des Amériques en 1531 et enfin vers les décoctions et les extraits d'un nouveau bois très dense venu lui aussi du Nouveau-Monde, le bois de gaïac ou bois saint, ainsi surnommé parce qu'on le suspend dans les églises pour accroître sa valeur thérapeutique! En plus d'être l'objet d'un commerce intensif entre les deux mondes, et même de tentative de monopole, ce bois très dur a aussi été apprécié par les charpentiers de marine de Québec, surtout les poulieurs, qui en tiraient les rouets et les poulies nécessaires au bon enroulement des cordages.

Mais revenons à l'annedda, ce fameux arbre de vie, dont les auteurs nous proposent une très riche synthèse de toutes les tentatives d'identification effectuées ici et là depuis sa première mention dans l'histoire. Leur analyse inclut la conclusion, toujours hypothétique, du collègue Jacques Mathieu qui a cru reconnaître le sapin dans son volume ayant pour titre «L'Annedda. L'arbre de vie», publié en 2009. «Le sapin demeure un bon candidat, nous disent aujourd'hui les trois auteurs, tout comme la pruche, le pin rouge, l'épinette blanche, l'épinette rouge et, à la limite, le cèdre...», puisqu'il s'agit d'estimer le rôle combiné de la plus grande quantité de vitamine C et celle des tannins les plus bénéfiques présents dans l'écorce de ces arbres. En appendice, on peut d'ailleurs vérifier les résultats des calculs de cette vitamine C, réalisés en 1985 et en 2001 par différents scientifiques américains. Au terme de l'analyse, les auteurs concluent comme suit cette curieuse histoire du remède miracle: «Si nous devons limiter notre choix à une seule espèce, notre préférence irait à la pruche.» Ce résineux, ajoutent-ils, possède non seulement des rameaux riches en vitamine C, mais ses tannins astringents ont démontré plusieurs pouvoirs de guérison au point d'accéder au statut de panacée médicinale chez les Iroquoiens du Saint-Laurent. Une fois de plus, ne tournons pas trop vite la page de cette passionnante histoire.



Du maïs rudimentaire. Samuel de Champlain

La suite des curiosités inclut une supercherie médicale à propos justement d'un présumé arbre de vie introduit à Paris en 1553 et dont la vertu est contestée par Pierre Belon, fameux naturaliste de l'époque. Plus loin, on apprend que la soie de l'asclépiade (*Asclepias syriaca*), que de jeunes entrepreneurs tentent depuis peu de remettre en valeur, faisait déjà l'objet d'un commerce en 1824 sur les marchés de Québec et de Montréal et qu'en 1862, Léon Provancher disait en faire «des tissus assez beaux, mais de peu de durée». Autre fait curieux: le récollet Gabriel Sagard, au cours de ses voyages au pays des Hurons, signale qu'ils ont coutume d'enterrer des aliments, comme le maïs séché, mais aussi, fait étonnant, les prunes très astringentes du prunier d'Amérique qui gagnent possiblement en saveur par l'altération ainsi obtenue de leur goût. Les auteurs nous proposent aussi un tour d'horizon des grands jardins européens, royaux la plupart du temps, qui permet de dater l'introduction de plantes médicinales ou d'arbres dûment identifiés d'abord comme *americanum* et ensuite comme *canadense*, que ce soit à Paris en 1635, à Amsterdam en 1646, ou à Copenhague en 1653. D'autres sujets abordent le parcours de plantes particulières telles le trille blanc (*Trillium grandiflorum*) devenu l'emblème floral de l'Ontario; le lis du Canada (*Lilium canadense*) présent dans un célèbre traité botanique publié à Bâle en 1623; nos petites fraises sauvages (*Fraga Canadana*) sont très appréciées en France, et jusqu'en Italie puisqu'on les retrouve dans le splendide jardin du neveu du pape Urbain VIII; et tout cela, sans mentionner le très grand intérêt des tableaux et des encarts ajoutés en apartés, ainsi que neuf appendices, encore plus utiles, traitant du nom latin des plantes introduites en Amérique par Christophe Colomb en 1493, et ensuite par les Espagnols au Mexique; soit encore les listes des plantes figurant dans les traités de Cornuti, Burser et La Brosse et enfin, tel que déjà souligné, les calculs des quantités de vitamine C requises pour guérir l'équipage de Cartier. En somme, voilà un essai rigoureux, richement documenté, une véritable mine de multiples savoirs à conserver avec soin dans toute bibliothèque, d'autant qu'il s'agit d'une production admirablement bien servie par un travail d'édition remarquable. Le Septentrion nous a déjà habitués à son style graphique clair, bien aéré, mais il se surpasse nettement dans cet essai en nous offrant en primes les plus belles planches botaniques des bibliothèques nationales et des centres de recherche d'ici et d'ailleurs.



Le lis du Canada
(*Lilium canadense*)
Curtis's Botanical
Magazine

LA CULTURE EN REVUES

ARTS VISUELS | ART LE SABORD | CIEL VARIABLE | ESPACE | ESSE | ETC | INTER | VIE DES ARTS | **CINÉMA** | 24 IMAGES | CINÉ-BULLES | CINÉMAS | SÉQUENCES | **CRÉATION LITTÉRAIRE** | BRÈVES LITTÉRAIRES | CONTRE-JOUR | ESTUAIRE | EXIT | JET D'ENCRE | LES ÉCRITS | MÖBIUS | VIRAGES | XYZ. LA REVUE DE LA NOUVELLE | **CULTURE ET SOCIÉTÉ** | À BÂBORD! | L'ACTION NATIONALE | LIAISON | LIBERTÉ | QUÉBEC FRANÇAIS | RELATIONS | **HISTOIRE ET PATRIMOINE** | CAP-AUX-DIAMANTS | CONTINUITÉ | HISTOIRE QUÉBEC | MAGAZINE GASPÉSIE | **LITTÉRATURE** | LES CAHIERS DE LECTURE | LETTRES QUÉBÉCOISES | LIVRE D'ICI | LURELU | NUIT BLANCHE | SPIRALE | **THÉÂTRE ET MUSIQUE** | CIRCUIT | JEU REVUE DE THÉÂTRE | LES CAHIERS DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RECHERCHE EN MUSIQUE | **THÉORIES ET ANALYSES** | ANNALES D'HISTOIRE DE L'ART CANADIEN | ÉTUDES LITTÉRAIRES | INTERMÉDIALITÉS | TANGENCE | VOIX ET IMAGES

sodep
 Société de développement
 des périodiques
 culturels québécois

LES REVUES CULTURELLES QUÉBÉCOISES
WWW.SODEP.QC.CA

LES CAHIERS DE LECTURE ET L'ACTION NATIONALE SONT MEMBRES DE LA
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES PÉRIODIQUES CULTURELS

UNE INSTITUTION, UNE PROFESSION, UNE SCIENCE

Johanne Collin

Professeure titulaire, sociologie et histoire de la santé, Université de Montréal

DENIS GOULET ET ROBERT GAGNON
**HISTOIRE DE LA MÉDECINE
AU QUÉBEC. 1800 À 2000.
DE L'ART DE SOIGNER À LA
SCIENCE DE GUÉRIR**

Québec, Septentrion, 2014, 456 pages

L'ouvrage de Denis Goulet et Robert Gagnon sur l'*Histoire de la médecine au Québec de 1800 à 2000* comble une bonne partie de ses promesses. Il s'agit d'un ouvrage volumineux de 450 pages comportant une bibliographie très exhaustive ainsi qu'un index qui permet un repérage facile des termes et des noms d'acteurs-clés et d'institutions de l'histoire de la médecine au Québec. Les illustrations, bien qu'en noir et blanc, sont très intéressantes (la collection Denis Goulet étant particulièrement impressionnante à cet égard). L'ouvrage comporte une quinzaine de chapitres, dont les deux tiers couvrent le XX^e siècle, et peut, de ce fait, prétendre à l'exhaustivité.

Ce livre vise un vaste auditoire. En effet, l'ouvrage ne s'adresse pas «aux seuls spécialistes en histoire, en sociologie ou en médecine...» (p. 1), mais bien (plutôt) aux étudiants en médecine et aux professionnels de la santé. L'intention en est de présenter une synthèse du développement de la médecine moderne au Québec, de la clinique au laboratoire, des institutions aux personnages marquants, en retraçant le développement de la pratique, de l'enseignement et de la recherche. Les auteurs se défendent bien d'y faire une histoire des médecins. C'est plutôt à une histoire de la médecine, comme institution, comme profession, comme science, qu'ils souhaitent convier le lecteur. L'objectif n'est cependant pas de couvrir tout le champ de la santé, si bien que les nombreuses monographies concernant les autres professionnels de la santé ou se focalisant sur les pratiques populaires de santé n'y sont pas abordées. Le programme est d'ores et déjà fort ambitieux, du fait de l'étroite relation entre le développement de la profession médicale et celle des institutions de santé. Dernier point de cette «mise en bouche» : les auteurs souhaitent retracer les grandes ruptures qui jalonnent cette histoire de la médecine ainsi que les continuités avec le présent.

Dans la partie concernant le XIX^e siècle, les auteurs abordent les thèmes de l'institutionnalisation de la formation médicale et de la naissance de la médecine hospitalière ainsi que celui des conceptions populaires et médicales des miasmes et des germes,

avant et après la découverte de la bactériologie. Le chapitre 4 traite notamment des épidémies et de la résistance face à la vaccination. Fort intéressant, il souligne les tensions entre anglophones et francophones qui traversent, il faut bien le dire, l'ensemble de l'histoire du Québec au XIX^e et au XX^e siècle. Les accusations de complot contre la majorité francophone sont réactualisées à chaque épidémie majeure, tout comme les mouvements de résistance à la vaccination. C'est pourtant à la faveur de l'une des plus importantes épidémies de variole (1885) que la santé publique parviendra à faire voter la première loi d'hygiène publique et la formation du conseil d'hygiène publique du Québec en 1888.

L'ouvrage comporte une quinzaine de chapitres, dont les deux tiers couvrent le XX^e siècle, et peut, de ce fait, prétendre à l'exhaustivité.

Toutefois, cette résistance n'est pas que populaire. Les auteurs abordent de manière très éclairante les débats auxquels donne lieu l'introduction plus ou moins lente des avancées scientifiques dans les pratiques cliniques. Il en est ainsi de la résistance des chirurgiens devant les pratiques d'asepsie et la croyance persistante que la suppuration des plaies constitue une phase normale d'évolution, voire de guérison des patients opérés. On évalue en outre les caractéristiques du pus pour établir des pronostics. La gangrène, très répandue à la suite des opérations, est surnommée «pourriture d'hôpital» (p. 102). En filigrane de ce thème, on devine les débats autour des miasmes, de la contagion et des germes. Encore dans les années 1880 de nombreux chirurgiens croient à une origine spontanée des infections postopératoires. Les mécanismes infectieux et la bactériologie sont encore peu connus et soulèvent le scepticisme. Les premiers cours de bactériologie ne seront ainsi mis en place qu'au cours de la décennie suivante.

La partie de l'ouvrage qui couvre le XX^e siècle se déploie, quant à elle, sur plus de 300 pages et aborde notamment le développement et l'essor du réseau hospitalier, tant au niveau de son organisation et de sa clientèle que de la place qu'y occuperont les médecins. Avec le chapitre 7 s'ouvre en outre une fenêtre sur le quotidien des soins hospitaliers, sur les relations entre médecins et patients, mais également entre professionnels (médecins et infirmières)



et administration hospitalière. Parsemé d'anecdotes, ce chapitre tisse néanmoins la trame du contexte sur lequel vont s'édifier les grandes transformations du système de santé et du monde hospitalier de l'après-Deuxième Guerre mondiale, l'essor des spécialités médicales et les répercussions, sur les patients, de la spécialisation des pratiques hospitalières.

Le développement des spécialités médicales, en particulier de la chirurgie et de la psychiatrie, occupe plusieurs chapitres. La première moitié du XX^e siècle se présente ainsi comme l'apogée de la période asilaire, celle également de la naissance de la neuropsychiatrie. Là encore, les auteurs soulignent les différences entre le monde anglophone et francophone. En 1940, une quinzaine d'institutions publiques ou privées existent au Québec, où près de 13 000 lits sont dédiés à maladie mentale ou nerveuse. Les auteurs tracent de manière intéressante la séparation graduelle des maladies nerveuses par rapport aux autres maladies mentales. Au tournant des années 1960, l'essor de la psychopharmacologie moderne, la séparation entre la neurologie et la psychiatrie, les grandes réformes du réseau des hôpitaux psychiatriques pavent la voie aux débats et questionnements actuels autour de l'explosion des diagnostics psychiatriques (dépression, anxiété, trouble de déficit de l'attention, etc.) et des recours aux médicaments psychotropes.

Les réformes qui jalonnent la formation des médecins tout au long du siècle et qui vont de pair avec l'institutionnalisation d'un pouvoir médical sur l'ensemble du champ de la santé occupent également une place de choix dans cette deuxième partie de l'ouvrage. Le chapitre 12 sur la montée du pouvoir médical s'amorce avec le début du XX^e siècle et la création des premières associations de médecins, pour plonger éventuellement dans les transformations profondes qu'induit la montée de l'État

**VOIR HISTOIRE DE LA
MÉDECINE**

suite à la page 24

HISTOIRE DE LA MÉDECINE

suite de la page 23

providence, la laïcisation radicale des institutions hospitalières, l'implantation de l'assurance-hospitalisation puis de l'assurance-maladie. Encore en lien avec l'actualité, l'histoire des relations entre les médecins et l'État au cours du dernier demi-siècle, et celle des nombreuses tentatives étatiques de réformer le système pour mieux contrôler les coûts de santé, brosse de manière approfondie le contexte historique qui préside à la négociation actuelle entre les médecins et l'État.

Néanmoins, dans cette deuxième partie de l'ouvrage qui couvre le XX^e siècle, l'histoire institutionnelle occupe une place prépondérante. Sans doute reflet des sources et de l'historiographie, on y perçoit en outre par moment l'objectif de mentionner ou de développer sur la contribution de nombreux médecins, dont plusieurs ont davantage été des passeurs que de véritables innovateurs. On aurait aimé un récit plus axé sur les pratiques sociales que sur les institutions. De surcroît, les débats historiographiques sur les différents thèmes abordés y sont pratiquement absents, ce qui est dommage compte tenu de la qualité de l'ouvrage.

NICOLE ROUSSEAU ET JOHANNE DAIGLE
INFIRMIÈRES DE COLONIE. SOINS ET MÉDICALISATION DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, 1932-1972

Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, 459 pages

Il était temps qu'un tel livre paraisse. Les infirmières de colonies ont joué un rôle aussi important qu'oblié dans l'aventure de la colonisation. On a si souvent associé cet épisode à la Grande Noirceur que les clichés dominent encore un trop grand nombre d'analyses. Il faut savoir gré aux deux auteures d'avoir pratiqué l'exigeante discipline de l'enquête empirique et de lever ainsi ce qui pesait comme une véritable censure sur la contribution de ces femmes et sur les enjeux que leur pratique professionnelle, leur engagement personnel et leur contribution communautaire ont pu soulever.

ELLES ONT ŒUVRÉ DANS DES CONDITIONS AUSSI MISÉRABLES QUE CELLES QUE SUBISSAIENT LES COLONS. ELLES Y ONT FAIT FACE AVEC LE MÊME COURAGE ET LA MÊME INVENTIVITÉ.

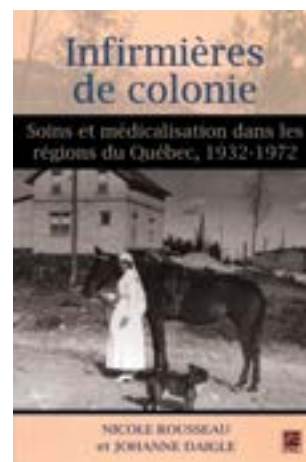
Les infirmières de colonies auront été des débrouillardes inventives dans une aventure dont on n'a pas fini de comprendre les leçons. Elles ont été dépêchées sur les lieux d'une catastrophe que personne ne voulait voir, une catastrophe née d'une volonté d'expansion socioterritoriale dont les principaux promoteurs civils n'avaient pas les moyens et que le gouvernement provincial ne pouvait assumer, privé qu'il était de la hauteur de vue qui aurait dû l'inspirer s'il avait été autre chose qu'un demi-État rabougri.

Les infirmières de colonies auront donc été mobilisées pour assurer un minimum de services dans un contexte où l'État lui-même ne demandait pas mieux que de faire semblant que les expédients pouvaient tenir lieu de solutions constructives. Les entrevues sont aussi riches qu'émouvantes : elles ont œuvré dans des conditions aussi misérables que celles que subissaient les colons. Elles y ont fait face avec le même courage et la même inventivité. Et c'est là la contribution majeure de cet ouvrage : faire voir que ces « marginales » ont pu inventer un « modèle de pratique aussi original et performant » parce qu'elles ont su exploiter tout le potentiel que leur offraient leur isolement et leur dénuement.

Tout l'ouvrage est conduit en restant au plus près des sources, qu'elles soient documentaires ou tirées d'entrevues et témoignages. Les auteurs y retracent les conflits de frontières entre la médecine et le nursing, entre le modèle des soignantes et celui du système médical. L'enquête est menée finement pour tenter de dégager ce qui relevait de l'innovation de ce qui était dicté par les circonstances – aussi bien celles qui les

[...] l'histoire des relations entre les médecins et l'État au cours du dernier demi-siècle, et celle des nombreuses tentatives étatiques de réformer le système pour mieux contrôler les coûts de santé, brosse de manière approfondie le contexte historique qui préside à la négociation actuelle entre les médecins et l'État.

Nonobstant ces quelques remarques, il nous apparaît en définitive que de viser à susciter l'intérêt des étudiants en médecine et des médecins constitue un objectif bien modeste, puisque cet ouvrage constitue également un des rares, en histoire de la médecine au Québec, à faire une synthèse aussi exhaustive du XIX^e et du XX^e siècle médical. Il représente, de ce fait, un grand intérêt pour les historiens de la médecine ainsi que pour leurs étudiants. Cet ouvrage lève le voile sur des dimensions jusqu'ici presque inexplorées et tient son pari de constamment mettre en exergue les ruptures et les continuités entre hier et aujourd'hui. ♦



obligeaient à ruser avec les directives administratives que celles qui les forçaient à composer avec les pénuries. Les auteures retracent bien les ambivalences dans le jeu de ces praticiennes, tiraillées entre des normes mal adaptées et des modèles en tension entre le paradigme médical et celui d'une profession de soignantes encore mal affirmée et souvent mal défendue.

Cette démarche typique des analyses de sociologie des professions embrasse néanmoins plus large. En effet, les infirmières de colonies ont rempli des fonctions de substitution – elles étaient là où les médecins ne voulaient pas aller, mais sans renoncer au contrôle ni à la rémunération – qui ne pouvaient trouver à s'institutionnaliser sans que ne soient explicités les choix de paradigme non seulement des pratiques professionnelles, mais aussi des configurations de l'offre des services publics en santé. Les colonies n'auront pas été qu'un échec : elles ont incubé des solutions professionnelles « dont plusieurs fonctions sont aujourd'hui convoitées » (p. 409).

Ceux-là qui s'intéressent moins aux conflits des modèles de professionnalisation auront intérêt à commencer leur lecture par l'excellente postface que signe André-Pierre Contandriopoulos. Dans une remarquable synthèse construite autour des réponses à trois questions simples : 1) Quels sont les ingrédients de réussite sur terrain des infirmières de colonies ? 2) Pourquoi ont-elles disparu ? et, 3) Comment l'histoire des infirmières de colonie peut-elle aider, aujourd'hui, à penser la réforme du système de santé ?

En quelques lignes limpides, Contandriopoulos donne toutes les clés de lecture utiles pour apprécier non seulement la richesse et la finesse de l'analyse conduite par les auteures, mais encore et surtout pour comprendre en quoi la lecture d'un tel ouvrage peut être éclairante pour saisir ce qui se joue derrière les sparages du ministre Barrette.

La pertinence de cet ouvrage est remarquable : il faut le lire pour comprendre que le Québec est sans doute encore en train de rater un rendez-vous important. Il faut le méditer pour tâcher de comprendre pourquoi sommes-nous collectivement si peu enclins à tirer profit de ce que les luttes anciennes peuvent faire voir de possibles toujours actualisables. Du fin fond des colonies, résonnent encore les voix de ces femmes qui ont inventé un héritage que nous aurions bien tort de ne pas considérer.

Robert Laplante

Directeur des Cahiers de lecture

Entrevue d'Andrée Rivard par Lucia Ferretti

L'ACCOUCHEMENT ET LA MODERNITÉ

Andrée Rivard, vous êtes historienne et chargée de cours à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Vous avez publié récemment aux éditions du Remue-Ménage un ouvrage intitulé *Histoire de l'accouchement dans un Québec moderne*, qui a connu un vif succès. Merci d'avoir accepté l'invitation des *Cahiers de lecture*.

L'objet de recherche que vous avez choisi n'est pas celui qui est le plus traité dans notre historiographie, c'est le moins qu'on puisse dire. Quelles motivations vous ont poussée, il y a une dizaine d'années, à vous intéresser à la question de l'accouchement?

J'ai quatre enfants, dont l'âge varie du début de la vingtaine à la préadolescence. Or, durant mes premières grossesses, plusieurs questions m'ont accompagnée telles que: pourquoi la plupart des femmes enceintes de ma génération sont-elles si anxieuses malgré les immenses progrès réalisés au XX^e siècle? Pourquoi devons-nous accoucher dans des conditions si médicalisées où l'on en fait plus que nécessaire? Pourquoi certaines femmes tiennent tant à avoir un accouchement naturel? J'étais également intriguée par le sens profond de l'accouchement, alors que notre culture considère celui-ci le plus souvent sous son unique angle médical et corporel. Je m'interrogeais aussi sur les générations de mères qui nous ont précédées: de quelle manière avaient-elles vécu leurs accouchements? Je réalisais qu'on en savait très peu sur elles. Dans cet élan, je me suis inscrite au programme de doctorat en histoire à l'Université Laval sous la direction de la professeure Johanne Daigle, spécialiste d'histoire des femmes. Mon projet était d'explorer l'histoire récente de l'accouchement en accordant une attention particulière au point de vue des mères, à titre de principales concernées (une histoire de l'obstétrique aurait évidemment mené ailleurs). Dès le départ, j'anticipais un livre. Je tenais à ce que cette histoire soit diffusée le plus largement possible, car un passé se doit d'être connu, et ce, au plus près de la vérité. Un tel point de vue ne surprendra pas de la part d'une historienne, n'est-ce pas?

Pour faire une thèse en histoire, il faut des sources. Quelles furent les vôtres?

Dès avant mon doctorat, j'avais inventorié une variété de sources primaires imprimées, des ouvrages préparés par des médecins, des infirmières, des éducatrices prénatales, des mères, des journalistes et d'autres. Il s'agissait de livres rédigés dans le but de préparer à l'accouchement, de manuels et de notes de cours destinés aux futurs intervenants en obstétrique, de livres-témoignages et d'écrits traitant plus largement de sexualité. J'ai complété cette base par une sélection d'articles de périodiques, des documents gouvernementaux et une variété d'autres textes émanant d'associations œuvrant dans le domaine périnatal. Pour me donner directement accès au vécu des mères, j'ai réalisé dix entrevues en profondeur avec des femmes de plusieurs générations qui, au total, ont mis au monde 52 enfants à la maison et à l'hôpital (presque à parts égales). La plupart de ces mères ont été recrutées selon la méthode *boule de neige*. Enfin, une pièce majeure de mon corpus était la collection de 537 dossiers clientes appartenant à Claire Thibault (1917-2014). Celle-ci a fondé à Québec une petite entreprise, qui a offert entre 1957 et 1968 un service d'infirmières privées pour accompagner les femmes voulant avoir un accouchement naturel à l'hôpital. C'est une collègue sage-femme, Raymonde Gagnon, professeure à l'UQTR, qui m'a présenté madame Thibault. À l'origine, nous ne savions pas qu'elle était dépositaire d'un tel trésor d'archives. Claire Thibault notait avec beaucoup de rigueur et de détails le déroulement des accouchements auxquels elle assistait. Ses archives ont permis de mieux comprendre les relations des femmes enceintes avec leurs médecins et de documenter les pratiques obstétricales du temps.

Si les brutalités physiques paraissent avoir diminué, le manque de respect emprunte le plus souvent d'autres voies comme l'ignorance des besoins exprimés par la femme ou encore l'influence exercée par la parole pour que la parturiente se comporte comme attendu. La jeune génération de mères accepte pratiquement tout, ce qui n'améliore pas tellement la situation: la normalisation de plusieurs interventions, l'hypervalorisation de la biomédecine, l'impression donnée aux mères qu'elles doivent s'oublier elles-mêmes et consentir des sacrifices pour avoir un bébé en santé (ce qui implique d'être compréhensive à l'égard des écarts de comportements des intervenants et de se soumettre à toutes leurs «propositions» en présumant que celles-ci sont toujours



justifiées), tout cela rend les parturientes vulnérables aux divers abus. Le tabou autour de la violence obstétricale et la difficulté à la faire reconnaître au sein du système de santé influence également les femmes qui sont portées à en faire peu de cas, voire à la nier. Entre aussi en jeu leur volonté plus ou moins consciente d'éviter de mettre trop d'attention sur des douleurs ou des déceptions dans un contexte hautement significatif et devant être joyeux. En somme, il s'agit d'une espèce de conspiration du silence dont chaque partie a l'impression de tirer profit.

Quels sont les enjeux sociaux d'aujourd'hui sur la question de l'accouchement?

La question de la persistance de la violence obstétricale dont je viens de discuter en est un. En voici un autre. Récemment, des chercheurs ont observé une montée de la peur chez les jeunes femmes, une peur qu'ils analysent comme l'une des causes de l'augmentation du nombre d'interventions obstétricales inutiles. Qu'est-ce qui inquiète tant les femmes: la contingence de l'accouchement? La douleur? Leurs capacités corporelles? Pour ma part, je crois que cette peur est en bonne partie engendrée par la prénatalité dans la psychologie des individus d'idées pourtant en décalage avec les réalités actuelles. Par exemple, de nos jours, les Québécoises et leurs bébés meurent très rarement des suites d'un accouchement, quel que soit le lieu où il se déroule et le professionnel qui les assiste; quant à la douleur, soit elle est contrôlée tôt par des médicaments très efficaces, soit elle est acceptée et soulagée par d'autres moyens déterminés par la mère qui s'y est préparée. La permanence de conceptions surannées expliquerait l'ambivalence de nombreuses femmes qui n'arrivent pas à faire la part entre les risques véritables, exceptionnels et aux causes variées, et les menaces hypertrophiées par des représentations ineptes du corps de la femme enceinte comme machine naturellement défaillante que seule l'intervention médicale (hôpitaux, médecins, technologies) peut sauver des catastrophes. Conséquemment, pour éviter la surmédicalisation trop souvent délétère, les acteurs ont tout avantage à faire le ménage dans ces représentations, et à distinguer nettement les risques obstétricaux réels des risques «perçus». Les perceptions sont fondées sur des préjugés (la prétendue incapacité des femmes dites modernes à accoucher par elles-mêmes), sur des idéologies (comme l'indispensable médicalisation) et sur des mythes sociaux (tel celui du Progrès, incarné par l'hôpital) engendrés il y a longtemps. En dépit de son invalidité, le postulat ancien voulant que l'hôpital soit le principal responsable de la chute des taux de mortalité liés à la naissance est encore cité comme une évidence. La douleur insupportable de l'accouchement est une autre une idée très ancrée dans notre société pendant qu'à l'inverse les douleurs esthétiques et athlétiques sont banalisées. On doit se questionner sur la pérennité de telles représentations, qui masquent la vérité contemporaine. C'est d'ailleurs là une autre contribution importante de mon livre: montrer de quelle manière a été façonnée notre culture de l'accouchement, en mettant en lumière ses acteurs et en révélant leurs intérêts. La manière dont nous accouchons est une construction sociale, elle n'a rien d'une évidence naturelle; prendre conscience de cela favorise la liberté des femmes, cela peut permettre de les affranchir de bien des influences pas toujours avantageuses pour elles.

En terminant, pouvez-vous nous parler de vos recherches actuelles?

J'ai plusieurs projets en vue, tous destinés à mieux comprendre des aspects particuliers de l'histoire récente de l'accouchement au Québec, un champ de recherche où il reste encore beaucoup à faire. L'un d'eux devrait aboutir très bientôt à une publication préparée en collaboration avec Francine de Montigny, Ph. D., titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la santé psychosociale des familles. Notre livre portera sur l'histoire de l'implication des pères au moment de l'accouchement.

Andrée Rivard, merci beaucoup de cette entrevue.

LE ROI QUI PRÉPARAIT LA PAIX

Benoît Grenier

Professeur au département d'histoire, Université de Sherbrooke

LOUIS GAGNON
**LOUIS XV ET LE CANADA
1743-1763**

Québec, Septentrion, 2014, 185 pages

Après avoir publié en 2011 chez le même éditeur *Louis XIV et le Canada* (voir recension *Cahiers de lecture*, Été 2011), Louis Gagnon nous propose une suite logique avec *Louis XV et le Canada*. Il faut tout d'abord reconnaître que le titre est bien choisi et que la période couverte (1743-1763) est intéressante. En effet, le livre de Louis Gagnon n'est pas une biographie du roi de France, ni une histoire du Canada à l'époque de Louis XV. C'est bien un essai sur la relation entre le roi et le Canada, sur la vision de la colonie par le roi, laquelle se forge et évolue au fil du temps.

L'auteur, ne pouvant connaître que partiellement le sentiment du roi à propos du Canada (ses écrits personnels ayant disparu), affirme emprunter sa méthode à l'ethnographie et à l'ethnologie, ayant parcouru les espaces et les lieux qu'il décrit dans son livre. Cela n'est pas sans rappeler l'approche privilégiée par le biographe de Champlain, l'historien David Hackett Fischer.

Gagnon nous livre un exercice d'érudition, fort d'une connaissance du contexte, des événements et des personnages de ce XVIII^e siècle entre France et Nouvelle-France. C'est là, très certainement, la principale force de cet ouvrage qui plaira aux amateurs d'histoire. Il faut cependant admettre que ceux qui prendront contact avec cette période par l'intermédiaire de cet ouvrage ne bénéficieront pas d'un regard éclairé par les travaux historiques les plus récents.

L'ouvrage se décline en six chapitres plus ou moins chronologiques, plus un épilogue, un «supplément» sur la ville de Rochefort, ainsi qu'une chronologie comparant les événements d'Europe et d'Amérique durant le règne de Louis XV. L'ensemble de l'ouvrage concourt à montrer que le règne de Louis XV fut un dilemme entre son désir de paix et la nécessité de la guerre. Louis Gagnon insiste avec raison sur cette période charnière pendant laquelle se décide le destin du Canada, période correspondant au cœur du règne du roi «Bien aimé».

Le premier chapitre s'amorce (comme l'intitulé de l'ouvrage) en 1743, année où le monarque, pourtant couronné depuis 1722, commence à régner sans premier ministre. Cette date, en pleine guerre de Succession

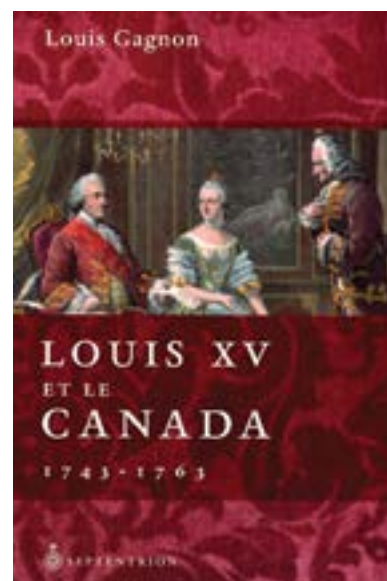
d'Autriche, marque le début du règne personnel de Louis XV; l'auteur choisit de la retenir pour amorcer l'étude du rapport entre ce roi et sa colonie du Canada. Le chapitre premier présente ce moment charnière non sans quelques retours en arrière utiles à la compréhension des lecteurs, notamment le rôle exercé par le cardinal Fleury jusqu'à sa mort en 1743.

Si l'auteur parvient à transmettre son principal message, à savoir que Louis XV a recherché la paix, l'ouvrage n'est pas si explicite, faute de sources, sur la relation entre le roi et le Canada. [...]

Bref, si je n'en conseillerais pas la lecture à des étudiants universitaires, le livre est bien écrit et pourra procurer un agréable moment de réflexion à un lectorat moins exigeant sur le plan de la démarche historique.

Au chapitre 2 intitulé «La Royale», l'auteur présente plus précisément les événements de cette guerre, notamment les forces inégales en présence sur le plan de la marine de guerre. On s'intéresse également à la prise de Louisbourg de 1745 pour terminer avec la paix d'Aix-la-Chapelle (1748) qui scelle la fin de ce conflit. Au troisième chapitre («Le pari de Louis XV»), on couvre la période qui va de 1748 à 1754, soit les années d'entre-guerre pendant lesquelles le roi de France continue de manifester son penchant pour la paix. On apprend notamment le rôle joué par le marquis de la Galissonnière, autrefois gouverneur par intérim de la Nouvelle-France, dans les discussions des Conférences de Paris de 1750-1755 où l'on cherche, sans succès, à clarifier les ambiguïtés territoriales de la Paix de 1748 (réitérant celle de 1713). Ces pourparlers inaboutis conduisent toutefois à la rédaction d'un *Mémoire sur les colonies nord-américaines* qui réitère l'importance de la Nouvelle-France et de sa défense.

Le quatrième chapitre s'amorce avec le début des hostilités dans la vallée de l'Ohio en 1754 et couvre, de manière synthétique, les débuts de cette Guerre de Conquête. En



insistant sur la vision du roi, le chapitre permet de comprendre la gouvernance bicéphale de cette Nouvelle-France en guerre par un gouverneur et un commandant des forces armées. Enfin, le cinquième chapitre intitulé «La conquête de la paix» présente la fin de cette guerre à compter de 1758, alors que la situation tourne définitivement à la faveur des Anglais. On y insiste, sans originalité, sur l'influence négative que la marquise de Pompadour aurait exercée sur le roi à cette époque, de même que l'on met de l'avant l'opinion de Voltaire à propos du Canada. Le chapitre se termine par les discussions relatives à la Paix, laquelle sera concrétisée par le Traité de Paris et la cession du Canada par Louis XV. Le sixième et dernier chapitre («Le secret du roi») insiste sur l'implication personnelle du monarque dans les préliminaires de paix qui sont signés à Fontainebleau à la fin de l'année 1762 et se conclut, un peu abruptement, sur l'énigmatique «secret» qui consisterait en un plan d'invasion de l'Angleterre jamais mis à exécution, mais souhaité par le roi, à l'insu même de ses principaux ministres. L'ouvrage se termine sur un épilogue qui poursuit cette idée selon laquelle, de 1763 à 1772 «Louis XV prépare la guerre sans la faire» (p. 152).

Si l'auteur parvient à transmettre son principal message, à savoir que Louis XV a recherché la paix, l'ouvrage n'est pas si explicite, faute de sources, sur la relation entre le roi et le Canada. Plusieurs chapitres (en particulier le 2^e et le 3^e) sont parsemés d'allers-retours dans le temps qui rendent la lecture difficile. Pour ceux qui attendent un travail d'historien fondé sur une compilation d'archives et d'études, la déception risque d'être grande. Les documents cités dans le livre le sont essentiellement par l'intermédiaire d'autres travaux, parfois anciens, (comme ceux de Roland Lamontagne datant du début des années 1960) et de quelques sources publiées (Charlevoix, Voltaire,

suite de la page 26



Montesquieu). Les notes de bas de pages, bien présentes, font surtout office de notes explicatives et la bibliographie est particulièrement mince, surtout en comparaison de l'index qui rappelle l'omniprésence de l'événementiel dans cette étude. Plusieurs affirmations auraient nécessité des références plus explicites pour moins faire reposer la trame sur l'érudition de l'auteur, tandis que certaines citations ne sont carrément pas accompagnées de références (p. 50). Qui plus est, en négligeant de recourir aux travaux historiens récents (sauf quelques rares exceptions), Gagnon risque fort de ne présenter qu'une vision très partielle des événements et de la société canadienne du 18^e siècle. Cela se répercute sur le propos qui semble tenir pour acquise une certaine vision de l'identité canadienne avant 1760, ce que l'historiographie récente a critiquée. Ainsi, aux pages 46 et 58, il avance l'idée d'une canadienité affirmée, allant même jusqu'à prétendre à une véritable rivalité entre Canadiens et Français. À tout le moins, aurait-il pu citer Bougainville qui, par ses

Écrits du Canada, cautionne largement cette vision. Gagnon a tout à fait le droit de prétendre à cette interprétation (laquelle demeure d'ailleurs dominante), mais il semble ignorer (du moins rien dans l'ouvrage ne le laisse voir le contraire) des ouvrages incontournables, dont *Le peuple, l'État et la guerre au Canada sous le régime français* de Louise Dechêne (2008) qui propose une vision différente et qui évoque une « guerre de Seize ans » pour désigner la période justement étudiée par Gagnon. On aurait souhaité qu'il tienne compte de ces réflexions récentes ou encore de celles d'Alain Laberge sur les fêtes entourant en France le Traité de Paris, question de nuancer la paix « honteuse » (p. 21, 101). Enfin, on s'étonne plus encore qu'un classique comme *La Guerre de la Conquête* de Frégault, pourtant réédité en 2009 par Fides, ne figure pas à sa bibliographie. Autant de lacunes qui minimisent la valeur scientifique de cet ouvrage. Bref, si je n'en conseillerais pas la lecture à des étudiants universitaires, le livre est bien écrit et pourra procurer un agréable moment de réflexion à un lectorat moins exigeant sur le plan de la démarche historique. ❖

BRUNO RAMIREZ L'HISTOIRE À L'ÉCRAN

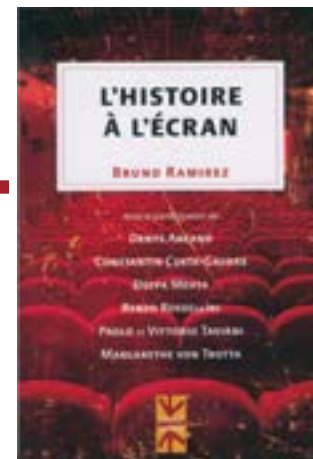
Montréal, les Presses de l'Université de Montréal,
2014, 333 pages

Bruno Ramirez est professeur d'histoire à l'Université de Montréal. Il est aussi un scénariste bien connu pour ses films et documentaires, dont *La Sarrasine* (1992) et *Caffè Italia, Montréal* (1985). Dans cet ouvrage, il témoigne de ses deux professions conjuguées. Selon lui, la discipline historique est une chasse-gardée tellement close qu'elle accepte rarement de voir d'autres que des historiens s'immiscer dans son domaine. Mais puisque ceux-ci ont délaissé l'espace public pour se replier sur les cercles universitaires, le cinéma a pris leur place et a fait l'éducation historique de la population. Le cinéma a beau être une industrie qui ne cherche le plus souvent qu'à faire de l'argent, certains cinéastes ont tout de même le désir de montrer le passé de la manière la plus véridique possible.

C'est le cas notamment de ceux que l'auteur interroge dans la deuxième partie de son ouvrage. Ramirez nous convie à rencontrer Paolo et Vittorio Taviani, Denys Arcand, Deepa Mehta, Constantin Costa-Gavras, Renzo Rossellini et Margarethe Von Trotta. Cette section illustre de manière fort vivante le propos de la première partie, dans laquelle l'auteur discute de l'utilisation du passé par le cinéma, de ses contraintes et de ses possibilités immenses pour enseigner l'histoire.

Dès les débuts du cinéma, à la fin du XIX^e siècle, certains ont vu dans le passé un potentiel important de récits et surtout de héros nationaux, qui ont été mis en scène dans leurs films. Depuis quelques décennies, des cinéastes utilisent le passé pour parler du présent. C'est le cas entre autres de Paolo et Vittorio Taviani; ce procédé, disent-ils, leur permet de ne pas se censurer. Pour ancrer leurs personnages dans une époque réelle et rendre le récit crédible, les frères Taviani font de très nombreuses recherches. Il n'empêche que l'utilisation de la fiction ne plaît pas toujours aux historiens, qui ont tendance à refuser la part d'invention attachée au traitement d'un personnage historique dans un film de fiction. S'il n'y a pas de preuves, on ne peut pas en parler, semblent penser certains d'entre eux.

Pour convaincre du contraire, Ramirez parle de sa propre expérience de cinéaste. Ses films s'inspirent grandement de ses recherches : de son « point de vue d'historien, il s'agissait désormais de mettre la fiction au service de l'histoire » (p. 151). Un film de fiction doit reposer sur un récit accrocheur et les recherches de Ramirez lui ont permis de bâtir une histoire à la fois crédible et pourvue d'une valeur narrative. L'historien en lui a dû faire quelques compromis, par exemple de couper dans les informations trop longues ou inutiles pour l'intrigue. Mais comme Costa-Gavras le dit dans la seconde partie du livre, on peut, malgré ce



genre de coupures, garder « l'éthique des événements, [...] l'éthique des personnages » (p. 267). Si les cinéastes ne montrent que ce qui est vérifié et vérifiable, ils font du documentaire, alors qu'ils veulent aussi faire de la fiction. Pour Ramirez, l'important c'est la plausibilité des faits qu'on montre à l'écran. Grâce aux recherches effectuées, le cinéaste peut donc recréer l'époque et même raconter l'histoire d'un personnage historique tout en gardant plausibles les séquences inventées. C'est pourquoi la recherche historique est importante pour les cinéastes que Ramirez appelle des « historiens occasionnels » (p. 77). La force du cinéma, c'est qu'il peut nous plonger dans une époque, un univers parfois totalement inconnu en seulement quelques minutes et nous le rendre réel, ce que les monographies ne réussissent que très rarement. Le cinéma devrait donc être davantage accepté par les historiens, comme un moyen d'enseigner l'histoire.

Cet ouvrage de Bruno Ramirez fait réfléchir sur la place du cinéma dans notre société. On peut se demander jusqu'à quel point la population en général acquiert ses notions d'histoire par les films de fiction, où la rigueur n'est pas toujours de mise. Heureusement, certains cinéastes ont fait preuve de beaucoup de rigueur dans leur recherche et, malgré certains anachronismes, l'esprit de l'époque ou de l'événement y est respecté. Ramirez écrit d'une manière fluide et ses exemples aident à la compréhension. La deuxième partie, dans laquelle il discute avec divers cinéastes de l'Amérique et de l'Europe, permet de saisir comment ceux-ci ont utilisé le passé dans leurs films. À cet égard, on me permettra de dire que les entrevues avec Denys Arcand et Constantin Costa-Gavras m'ont semblé particulièrement intéressantes, parce que le premier a reçu une formation en histoire et témoigne de son propre point de vue sur le sujet, et que le second montre bien les contraintes qui empêchent les cinéastes de présenter l'histoire de manière totalement véridique.

Au total, Ramirez a écrit un ouvrage qui fera réfléchir.

Christine Provost

Candidate à la maîtrise en études québécoises, UQTR

UN ROMAN SANS AVENTURE: VRAIMENT?

Jacques Pelletier
Professeur d'études littéraires à l'UQAM

ISABELLE DAUNAI

LE ROMAN SANS AVENTURE

Montréal, Boréal, 2015, 224 pages

L'essai d'Isabelle Daunais, *Le roman sans aventure*, il faut le signaler car ce n'est pas fréquent, a reçu un accueil assez large, et généralement favorable de la critique établie et a suscité un certain émoi parmi les acteurs culturels s'exprimant entre autres sur les réseaux sociaux. Ce n'est pas étonnant toutefois, car l'auteure défend une thèse forte sur la nature du roman québécois, des origines à aujourd'hui, à partir d'une observation voulant qu'il soit, pratiquement, absent de ce qu'elle appelle, à la suite de Milan Kundera, le «grand contexte» supranational dans lequel s'inscrivent les sommets du genre, de Balzac à Faulkner, en passant par Proust et Kafka, le carré d'as auquel appartiendraient également d'autres étoiles filantes comme Fuentes ou encore Gombrowicz.

LE ROMAN IDYLLIQUE

Cette absence, fait-elle remarquer, est généralement expliquée par des raisons empiriques, sociologiques: le roman québécois est jeune, il n'a pas encore atteint sa pleine maturité, il est la production imaginaire d'une petite société. Il doit concurrencer de plus le roman français, lui-même concentré à Paris qui préfère ignorer ce qui échappe à son contrôle et qui regarde de manière condescendante les œuvres de la francophonie. Ce sont là des motifs réels, admet Daunais, mais qui font abstraction de la nature intrinsèque du roman québécois qui pourrait expliquer de manière plus convaincante son absence du «grand contexte» et l'indifférence des lecteurs étrangers qui ne s'y intéressent pas du tout ou très peu.

Son hypothèse interprétative, qui va se manifester tout au long de l'essai sous la forme d'une thèse au sens fort de l'expression, c'est que le roman québécois exprime une expérience du monde qui ne fait pas place à l'aventure et qui, pour autant, ne peut pas intéresser et stimuler des lecteurs qui recherchent des récits confrontant des héros à un monde traversé par les oppositions et les conflits. Précisant sa pensée de manière plus serrée, elle postule, en reprenant le terme de Kundera, que la condition québécoise est liée à l'*idylle*¹, dont la signification «définit parfaitement l'expérience

québécoise du monde» (p. 18): un monde pacifié, sans combat, qui se refuse à l'adversité, note-t-elle encore.

C'est cette condition, qui imposerait des limites quasi ontologiques aux écrivains, qui rendrait le mieux compte, en profondeur, de l'incapacité des romanciers, eux-mêmes prisonniers de cette vision, à écrire des récits mettant en scène des héros se confrontant avec le monde, en faisant l'apprentissage à travers des combats tant extérieurs qu'intérieurs, donnant donc à lire des expériences de réelle transformation, à l'exemple des romans d'éducation qui caractériseraient, sous de multiples formes, la littérature du «grand contexte».

Bref, la condition singulière, unique, du Québec, déterminée par un rapport *idyllique* à un monde sans contradictions, empêcherait l'émergence du «grand roman» qui permettrait au Québec de s'affirmer et de rayonner sur le plan international. La démonstration qui suit vise essentiellement à retracer cette conception du monde depuis les origines du roman québécois au milieu du dix-neuvième siècle jusqu'à ses expressions plus modernes au moment de la Révolution tranquille.

L'AUTEURE DÉFEND UNE THÈSE FORTE SUR LA NATURE DU ROMAN QUÉBÉCOIS, DES ORIGINES À AUJOURD'HUI, À PARTIR D'UNE OBSERVATION VOULANT QU'IL SOIT, PRATIQUEMENT, ABSENT DE CE QU'ELLE APPELLE, À LA SUITE DE MILAN KUNDERA, LE «GRAND CONTEXTE» SUPRANATIONAL DANS LEQUEL S'INSCRIVENT LES SOMMETS DU GENRE

VARIATIONS ET MÉTAMORPHOSES D'HIER À AUJOURD'HUI

Daunais reprend dans ses grandes articulations la périodisation canonique proposée par les historiens et les critiques de la littérature québécoise, prélevant pour chaque séquence des romans considérés représentatifs: *Les Anciens Canadiens* de Philippe Aubert de Gaspé, *Jean Rivard* d'Antoine Gérin-Lajoie, *Maria Chapdelaine* de Louis Hémon et *Trente arpents* de Ringuelet pour la période de 1850 à la Seconde Guerre mondiale; *Bonheur d'occasion* de Gabrielle Roy et quelques romans psychologiques significatifs pour l'après-guerre; *Une saison dans la vie d'Emmanuel* de Marie-Claire Blais, le *Nez qui voque* de Réjean Ducharme, *Prochain épisode* d'Hubert Aquin, les *Histoires de déserteurs* d'André



Major pour la Révolution tranquille et ses suites immédiates. C'est une sélection qui se défend, mais qui a pour principal avantage d'illustrer de manière assez exemplaire son propos comme on le verra.

Lorsque Philippe Aubert de Gaspé et Antoine Gérin-Lajoie écrivent leurs romans au milieu du dix-neuvième siècle, la société québécoise serait déjà, si l'on suit Daunais, à l'abri de l'histoire, habitant un univers essentiellement rural, obéissant d'abord aux lois de la nature, sans contradictions et sans conflits, bref un univers protégé et déjà d'une certaine manière idyllique. Tout se passerait apparemment dans ce monde immobile comme si la Conquête et plus tard les événements de 1837-1838 n'avaient pas

eu lieu, estompant jusqu'à les faire disparaître les oppositions entre Anglophones et Francophones, approfondis par la suite sous la forme d'une lutte démocratique et nationale, et d'une insurrection armée, entre les Patriotes et le pouvoir établi des élites britanniques et de leurs alliés. L'idylle, dans ses manifestations romanesques originaires, reposerait ainsi sur une méconnaissance ou un oubli de l'histoire réelle, empruntant la nostalgie d'un univers seigneurial idéalisé chez de Gaspé, d'une utopie pastorale, valorisant la propriété terrienne et la création d'une petite ville patriarcale chez Gérin-Lajoie, expressions chacune à leur manière d'un refus de l'histoire et de l'aventure. Daunais reconnaît qu'il y a bien l'embryon d'un personnage «d'aventurier» dans le personnage urbain de Gustave Charménil dans *Jean Rivard*, mais celui-ci serait condamné

¹ Isabelle Daunais, *Le roman sans aventure*, Montréal, Boréal, 2015, p. 18.

à l'échec, car «Québec n'est pas Paris» (p. 51) et ne lui offre pas de possibilité réelle, comme au Rastignac balzacien, de satisfaire ses ambitions. Somme toute, le personnage comme le roman ne peuvent se libérer du carcan de l'idylle qui représente, dans cette perspective, un blocage, un empêchement insurmontable.

Seul Louis Hémon, dans *Maria Chapdelaine*, réussirait à se délivrer de ce corset en créant deux personnages relevant vraiment de l'aventure; François Paradis, un coureur des bois, jeune et courageux, un héros qui bouge et qui est du coup voué à la disparition dans un monde où il ne se passe rien et dans lequel il apparaît de trop; Maria elle-même, qui doit exercer sa liberté face à des choix de vie possibles et qui, en l'assumant avec lucidité et de plein gré, déjoue la destinée à laquelle elle était vouée par atavisme familial. C'est en cela que le récit d'Hémon est pour l'auteure un authentique «roman d'aventures», l'un des seuls à appartenir à la «bibliothèque universelle», tout en y tenant une place modeste qui représenterait toutefois «peu de chose» dans l'histoire mondiale du roman et beaucoup dans celle du roman québécois, reconnaît-elle avec une certaine condescendance. Cette embellie fait toutefois immédiatement place à un retour en force de l'idylle, qui se manifesterait de manière exemplaire dans *Trente arpents* de Ringuet qui marque la fin du roman dit de la terre. L'écrivain décrit en effet un univers qui se disloque sous les impératifs d'une industrialisation et d'une urbanisation envahissantes qui imposent aussi la logique du profit qui les soutient au cœur même du monde rural. Le caractère idyllique de ce monde immobile est donc taillé en pièces: Euchariste Moisan perd sa ferme et l'univers social et spirituel qu'elle délimite, mais sans lui opposer de réelle résistance, sans «lutte ni révolte» (p. 71). Le personnage apparaît passif face à la transformation agressive de son monde, dont il ne semble pas prendre conscience, et à laquelle finalement il se résigne: l'idylle, disparue du monde social, s'est réfugiée dans le regard aliéné qu'il porte sur lui et à travers lequel, dans la perspective de Daunais, elle se perpétuerait jusqu'à nos jours.

La thèse fait cependant place à une autre et dernière exception, *Bonheur d'occasion* de Gabrielle Roy, véritable œuvre fondatrice, appartenant à la grande tradition du roman réaliste, réfractaire par définition à l'idylle. Jean Lévesque, second personnage en importance du roman, incarnerait le personnage type du récit d'aventures: ambitieux résolu, sans scrupule, il aurait pu (et à limite dû, dans l'optique de Daunais) être le véritable héros de cette variante de roman d'apprentissage que déploie Roy. Celle-ci a préféré l'évacuer assez rapidement de son univers romanesque et centrer toute l'attention sur Florentine. Or, la jeune femme, dans sa confrontation avec l'univers social de Saint-Henri qui, à suivre Daunais, serait à sa manière un espace «abrité», épargné des contradictions et des conflits de la métropole, serait aussi habitée par l'idylle: elle mènerait même «un combat pour l'idylle» (p. 99), note-t-elle, en aspirant au repos, à la tranquillité, au «bonheur d'occasion», ajoutant qu'elle est «tout sauf un personnage de l'aventure, par destin, mais aussi, et surtout par conviction» (p. 99). Pour confondre les aspirations de Florentine avec un désir idyllique, la critique est toutefois forcée d'admettre que l'idylle prend dans ce roman une acception nouvelle, plus «diffuse» et «immatérielle» (p. 104), comme l'«abri» que représenterait Saint-Henri qui n'est pas tout à fait épargné non plus par les contradictions: il n'est pas la reconduction de l'univers rural immobile évoqué dans *Trente arpents*. Ces distinguos lui permettent d'effectuer une pirouette qui transforme le personnage sans aventure de Florentine en une personne prête à «risquer quelque chose», la démarquant en cela des personnages du roman québécois et faisant de *Bonheur d'occasion* une «œuvre décalée» (p. 107) pouvant intéresser les lecteurs du fameux «grand contexte».

Par la suite, si l'on fait abstraction des deux exceptions quasi providentielles qu'incarnent *Maria Chapdelaine* et *Bonheur d'occasion*, le roman québécois ultérieur ne cesse de s'enfoncer dans l'idylle. Dans le roman psychologique d'inspiration chrétienne (*La fin des songes* de Robert Élie), les personnages sont solitaires, impuissants, rêveurs, perdus dans un monde inconsistant; dans sa variante existentialiste (*Poussière sur la ville* d'André Langevin), le héros, le

docteur Dubois, connaît une certaine aventure, dans sa relation avec son épouse notamment, mais limitée du fait que la ville à laquelle il s'oppose, Macklin, serait, signale Daunais, un lieu «sans structure de conflit» (p. 138), ce qui est curieux en effet dans la mesure où Asbestos, dont elle est un double fictionnel, venait tout juste d'être au cœur de l'un des plus importants conflits ouvriers de toute l'histoire du Québec! Les choses ne s'amélioreraient pas avec la Révolution tranquille dont elle écrit qu'elle n'aurait rencontré ni «résistance» ni «contre discours», ne rompant pas résolument avec l'idylle, ni dans la réalité sociale, ni dans la littérature romanesque qui serait aussi caractérisée, en profondeur par un véritable «abandon à l'idylle» (p. 150). Cela vaudrait aussi bien pour les œuvres de Marie-Claire Blais et de Réjean Ducharme que pour celles d'Hubert Aquin et de Jacques Poulin. Et cet enfoncement dans l'idylle trouverait, si l'on peut dire, son point culminant dans les *Histoires de déserteurs* d'André Major qui exprimerait cette vision sous la forme d'une «idylle noire» (p. 200) dans le monde sans issue et figé dans le temps, immémorial, des Pays d'en haut. Daunais arrête là sa reconstitution du parcours du roman québécois en laissant toutefois entendre, dans sa conclusion, que rien n'a vraiment bougé depuis lors: le roman québécois d'aventure demeure à venir, mais pour cela il lui faudra tourner le dos à l'idylle et à l'univers sécurisant que celle-ci incarne.

BREF, ON PEUT SE DEMANDER QUELLE EST LA PORTÉE (GÉNÉRALE OU PARTICULIÈRE?) D'UNE INTERPRÉTATION QUI NE SEMBLE VALOIR QUE POUR UNE PARTIE ASSEZ RESTREINTE DE LA PRODUCTION ROMANESQUE QUÉBÉCOISE

UNE THÈSE CONVAINCANTE ?

L'interprétation de Daunais soulève bien sûr des questions et des réserves que j'évoque ici rapidement et qui mériteraient, pour certaines, des développements substantiels:

- la thèse elle-même ne va pas de soi, sur le plan théorique et normatif: elle suppose l'existence ce que Kundera appelle le «grand contexte», sorte d'internationale d'experts et de juges autoproclamés (critiques et écrivains) qui déciderait qui fait partie ou non du Panthéon des «grands écrivains», constituant une sorte d'élite mondiale qui aurait révolutionné la forme romanesque; Balzac serait ainsi le père fondateur, l'ancêtre d'une lignée qui l'aurait prolongé en l'intégrant tout en le dépassant: la liste des élus est très courte et ne la rejoint pas qui veut, il faut mériter la reconnaissance des juges, et dans l'essai en cause, de Kundera et de ceux qui s'en réclament; et à l'aune de leurs critères et prescriptions, la production romanesque québécoise ne fait pas le poids, tout juste bonne pour «l'achat chez nous» et la consommation locale, jugement formulé en termes plus soignés par l'auteure pour ménager les susceptibilités éventuelles des auteurs en cause;
- la périodisation retenue ne va pas de soi; Daunais ne prend pas en considération notamment la production romanesque des 35 dernières années; or c'est durant cette période que la littérature québécoise se consolide sur le plan institutionnel et explose dans une production qui emprunte de nombreuses avenues, échappant aussi sans doute à l'idylle telle que conçue ici; on pourrait évoquer plusieurs romans que l'on ne peut réduire sans aveuglement à cette dimension: *Maryse* de Francine Noël, *La rage* de Louis Hamelin, *Le milieu du jour* d'Yvon Rivard et bien d'autres;
- le choix du corpus est-il représentatif? Il apparaît convenir à la démonstration encore que certains romans retenus y résistent et pourraient fort bien être analysés dans une perspective différente, accordant davantage de place aux effets d'innovation et de rupture.

VOIR ROMAN SANS AVENTURE

à la page 30

ROMAN SANS AVENTURE

suite de la page 29

Certains romans de l'échantillon ont par ailleurs obtenu un succès international plus important que ce que laisse entendre Daunais. C'est vrai même pour *Tente arpens*, nous a appris Jacqueline Gérois dans un livre pionnier consacré à la réception du roman québécois en France²; et cela vaut aussi pour *Bonheur d'occasion* et pour *Une saison dans la vie d'Emmanuel*. D'autres romans non retenus, dont *Agaguk* d'Yves Thériault et *Kamouraska* d'Anne Hébert, ont joui également d'une reconnaissance internationale en tant que «romans d'aventures» justement, et que l'auteure n'a pas retenus sans doute parce qu'ils ne confortent guère sa thèse; bref, on peut se demander quelle est la portée (générale ou particulière?) d'une interprétation qui ne semble valoir que pour une partie assez restreinte de la production romanesque québécoise;

– enfin, la réalité sociale qui sert de toile de fond à la production romanesque et de fondement à la théorie de l'idylle est-elle aussi

tranquille et «immobile» que l'affirme Daunais? Rien n'est moins sûr. Bien entendu le Québec n'a pas connu d'équivalent aux révolutions française, américaine, russe, mais il a vécu sa part de conflits: la Conquête, les Événements de 1837-1838, la rébellion et la répression des Métis de l'Ouest et de Louis Riel, les crises de la conscription, les luttes syndicales et politiques sous Duplessis, la Révolution tranquille, l'émergence du néonationalisme, les deux référendums, le Printemps érable et j'en passe. Ce ne sont pas des réalités qui ont bouleversé l'échiquier mondial, mais qui témoignent d'une effervescence réelle qui contredit la représentation idéaliste d'une histoire proposée ici comme une idylle. Projeté sur cette scène sociale remplie de contradictions et de conflits, le roman québécois appellerait une tout autre interprétation qui accorderait davantage d'importance à l'aventure, y compris entendue au sens où la définit Isabelle Daunais. Cela suppose cependant de quitter le ciel de la théorie et d'arriver dans un monde qui est tout sauf figé et immobile. ♦

2 Jacqueline Gerols, *Le roman québécois en France*, Montréal, Hurtubise HMH, 1984.

ISABELLE BOISCLAIR, LUCIE JOUBERT ET LORI SAINT-MARTIN
MINES DE RIEN. CHRONIQUES INSOLENTES
 Montréal, Remue-ménage, 2015, 160 pages

Voilà un petit livre comme je les aime. On peut le tenir dans la main; l'ouvrir n'importe où; aller d'un texte à l'autre dans l'ordre qui nous plaît, tout en se délectant du mordant de ces auteures-professeuses de littérature à la verve pétillante, dérangeante et pleine d'humour. Isabelle Boisclair (Université de Sherbrooke), Lucie Joubert (Université d'Ottawa) et Lori Saint-Martin (UQAM) y débusquent un sexisme ordinaire, si ordinaire qu'on ne le voit plus puisqu'il fait partie de la culture ambiante (nord-américain, on s'entend!), un sexisme qui se cache à merveille dans les recoins.

J'ai eu pourtant quelques réticences à aborder ce collectif féministe, une certaine peur de m'ennuyer, car les baby-boomers de mon espèce ont déjà entendu la chanson. Je pariais, sans me tromper, qu'à coup sûr, on y parle du choix du rose pour la couette ou la robe des petites filles, des talons aiguilles, du maquillage, de la publicité, des magazines féminins comme de tout ce qu'on a dit, écrit, décrié et crié à juste titre contre la domination des hommes sur les femmes. Nous n'en sommes plus là, me disais-je. C'est vrai; sauf que le regard affûté des chroniqueuses va plus loin avec un art de traquer les manifestations du sexisme dans les petits détails du quotidien, histoire de nous faire réfléchir entre autres au langage qui véhicule la misogynie ou du moins l'inégalité, à la formation des enfants et des intellectuelles, à la consommation *genrée* et à la publicité qui l'accompagne.

C'est dans la démonstration que ces trois intellectuelles excellent particulièrement en nous montrant ce qu'on ne voit pas et qui pourtant crève les yeux. Lori Saint-Martin, par exemple, nous fait voir une affiche de la Semaine d'actions contre le racisme où seize personnes d'origine ethnique diverse montrent l'autre du doigt. Puis, elle écrit:

«Sous le charme de cette affiche colorée et efficace, intelligente et non dénuée d'humour, on pourrait mettre du temps à remarquer une absence pourtant criante: les seize personnages, sans exception, étaient des hommes.» Et de poser cette question tout en y répondant: «[...] les femmes n'auraient donc que des problèmes de femmes et pas des problèmes humains, comme le racisme? Elles demeurent particulières, pendant que les hommes sont universels? Voyons donc!» (p. 12) N'avons-nous pas effectivement tendance à penser tout groupe social au masculin sans tenir compte de la présence réelle de femme dans ces groupes, avec, comme le souligne la chroniqueuse, le danger bien calculé que moins on montre les femmes moins elles s'engagent dans ces groupes?

Sous le titre «La nouvelle pitoune, même vieille poutine...», Lucie Joubert s'attriste d'assister au retour de la rivalité entre filles, voulant chacune être mieux que la fille d'à côté, «cette compétition sournoise qui prend sa source, encore et toujours, dans leur manque d'estime de soi et dans leur vulnérabilité dans ce qu'elles perçoivent comme la nécessité de se conformer aux diktats de la beauté» (p. 100). Je vous avais bien dit qu'on finirait par parler de publicité! Lucie Joubert va plus loin en parlant



«de séduction formatée, codifiée» avec cette idée toujours présente chez les filles de plaire, séduire à tout prix pour tout simplement exister, lui semble-t-il.

J'avoue avoir un faible pour les textes d'Isabelle Boisclair. Notamment pour celui intitulé: «Aimez-vous! C'est un ordre!» L'auteure s'en prend à un essai d'Élisa Brune, *La révolution du plaisir féminin: sexualité et orgasme*. Il y a de quoi rire et de quoi pleurer. Amusez-vous avec cette injonction qu'on assène aux femmes avec la pratique de la *mindful masturbation* et dites-le en anglais pendant que vous y êtes, ça fait tellement plus d'effets!

J'aime bien aussi «Les nœuds de la prostitution». Préconisez-vous l'abolition de la prostitution ou sa dépénalisation? Les féministes sont partagées. Il y a de quoi. Isabelle Boisclair a le mérite d'essayer de nommer les nœuds faute de pouvoir les défaire (capitalisme qui régit les échanges, prostitution ancrée dans le territoire de la sexualité longtemps encadré par la morale et échanges qui se déroulent en régime patriarcal, donc dans un rapport de dominant dominé.).

Dans «Un écrivain, une écrivaine», c'est à l'émission *Tout le monde en parle* que la chroniqueuse s'en prend. La façon dont y a été traitée Nelly Arcan est odieuse et l'émission de Guy Lepage en prend pour son rhume!

Heureusement, pour nous consoler de la misogynie à couenne dure, il y a ces féministes de la quatrième génération dont nous parle Louise Joubert qui se réjouit de certaines ferveurs féministes chez ses étudiantes: «Elles sont arrivées, enfin! Des filles radicales, qui ne se satisfont pas du statu quo et qui, youpi, prennent la relève, ruent dans les brancards, grondent et façonnent la quatrième vague du féminisme!» (p. 139) Ces femmes «au féminisme serein» réagissent dans l'instant et interviennent de façon pratique pour changer ce qui cloche dans le quotidien. Parviendront-elles à changer nos discours, nos visions, nos publicités, notre regard? À quand une réelle et saine mixité ancrée dans une posture d'égalité et de solidarité?

Offrons donc à la génération montante, fille ou garçon, ce livre subversif. Offrons-le à tous ceux qui comme moi se contentent facilement des acquis de leur génération. L'écriture au vitriol ne manquera pas de nous décaper!

Françoise Bouffière
 Orthophoniste

LA BEAT GENERATION DU QUÉBEC

Sébastien Dulude

Doctorat en lettres, Université du Québec à Trois-Rivières

JEAN-SÉBASTIEN MÉNARD
UNE CERTAINE AMÉRIQUE À LIRE. LA BEAT GENERATION ET LA LITTÉRATURE QUÉBÉCOISE

Montréal, Éditions Nota bene, Collection « Terre américaine », 2014, 312 pages

Tandis que les percutants classiques *beats*, *Howl* et *On the road*, cheminent vers leur 60^e anniversaire, l'essai de Jean-Sébastien Ménard en débusque les échos en littérature québécoise.

L'ouvrage s'ouvre avec l'histoire de ce qui allait être récupéré sous le nom de *beat generation*, racontée à bonne allure par Ménard, ce qui fait toujours plaisir. Ceux familiers avec le mouvement n'y liront que peu de nouvelles choses, mais la table est bien mise. L'auteur tire avantageusement parti des nombreuses sources consultées pour en dégager une poétique convaincante de l'écriture *beat*.

À partir de l'œuvre de Kerouac, avec quelques détours chez Ginsberg et Burroughs, on y discute notamment de l'élargissement du moi dans la focalisation narrative jusqu'à la quasi-abolition de la fiction et de l'oralité d'une langue-témoin d'une réalité transcrite au plus direct. L'immédiateté de cette écriture en *sketching* emprunterait autant au jeu *be-bop* des musiciens jazz qu'aux peintres expressionnistes abstraits, une écriture spontanée que l'auteur, à la suite d'Ann Charters (*Kerouac, le vagabond*, 1973), rapproche par ailleurs de l'héritage catholique de la confession.

De manière particulièrement intéressante, l'essai insiste sur un double pivot esthétique où situer historiquement l'œuvre de Kerouac, à la veille du passage télévisé du roi des *beats* à l'émission *Le sel de la semaine* en mars 1967. En effet, Kerouac et les siens annoncent, d'une part, une idéologie d'individuation qui se répandra au sein de la contre-culture naissante, dont ils ont « préparé le terrain [...] en entamant une recherche acharnée du moi, de la valeur cachée de la conscience en réaction au rétrécissement de la personnalité et de l'individualité qu'ils perçoivent au sein de la société » (p. 73).

D'autre part, dans l'imaginaire du Québec – qui s'arroge même un temps la filiation québécoise de Kerouac, pensons à l'essai-poulet de VLB – Kerouac s'érigera progressivement en figure contre-exemplaire pour certains acteurs de la Révolution tranquille en ce qu'il « représente l'anéantis-

sement, la mort, le passé canadien-français du « né pour un petit pain » » (p. 162). Œuvre paradoxale à maints égards, la *Légende de Duluoz* connaît ainsi jusque dans sa réception québécoise ambiguïté et contradictions.

LE BEAT DU QUÉBEC

Les premières analyses d'un corpus québécois influencé par la *beat generation* s'avèrent décevantes. Amorcées par une étude sur Claude Pélouquin, elles se tiennent à la surface d'une poétique *beat* pourtant bien développée plus tôt (mais possiblement plus consistante chez les *beats* mêmes) : écriture spontanée, sous influence et biographique, oralité et musicalité de la langue, spiritualité orientalisante.

Ménard montre une Amérique arpentée par sa littérature, sous le signe d'un nomadisme doublé de la conscience cynique qu'« au bout de la route, il y a la désillusion, le constat d'échec du rêve américain et la vie qui s'ensuit. »

Autre facette irritante, les impairs stylistiques s'y multiplient (irruption du passé simple, répétitions de vocabulaire, etc.), mais, surtout, font place à une analyse aux coins parfois passablement arrondis :

À l'instar d'Antonin Artaud, qui fascinait aussi les *beats*, Pélouquin est attiré par la folie et se déclare lui-même fou. [...] Malgré son échec de se faire déclarer fou par un spécialiste, Pélouquin continua toute sa vie et toute son œuvre à faire la promotion, en quelque sorte, de la folie (p. 108).

On ressent enfin un net agacement lorsque des pistes intéressantes tournent court ; ainsi, l'auteur avance que Pélouquin est un précurseur de la contre-culture québécoise, une affirmation pleine de bon sens, mais qui ne sera malheureusement appuyée que par un entretien avec Lucien Francoeur.

Sur ce dernier, alors que Ménard rappelle que le Billy the kid québécois s'est penché sur l'œuvre de Kerouac à la lumière du concept deleuzien de littérature mineure (une maîtrise en création littéraire dirigée par Gatien Lapointe à l'UQTR), on peut lire :

Cette affirmation de Francoeur, qui proclame que Kerouac est un écrivain mineur, est intéressante, mais gagnerait à être approfondie et étudiée. Francoeur ne le fait pourtant pas, ne donnant à lire que l'esquisse des grandes lignes de sa pensée (p. 126).



On a souvent l'impression que Ménard cède à son tour au même laconisme.

S'il identifie bien certains enjeux, au sujet par exemple d'une américanité relayée par une idéologie de la communication chez Jean-Paul Daoust, l'auteur ne nage que superficiellement dans les textes, dont des citations substantielles auraient été requises afin d'explicitier l'analyse et de la valider sur le plan littéraire.

Il faut toutefois mentionner qu'un des aspects intéressants de l'ouvrage est cette série d'entretiens que Ménard a menés entre 2005 et 2007 avec plusieurs auteurs et critiques librement associés à la *beat generation* dont Pélouquin, Francoeur, Daoust, Raoul Duguay, Jacques Godbout, Jean-François Chassay, Pierre Nepveu et John Sampas, ce dernier étant le frère de la dernière épouse de Kerouac et détenteur – controversé – des droits hérités de ce dernier. Ces entretiens viennent ponctuer l'essai de considérations pertinentes qui s'intègrent bien à la double perspective historique et thématique empruntée.

CHEMIN FAISANT

Lecteur attentif, Ménard s'applique à identifier des résonances avec l'Amérique *beat* dans la littérature québécoise post-Révolution tranquille. *Volkswagen blues* est certainement le cas le plus connu d'emprunts à la *beat generation*, où on verra comment le thème de la librairie, avec pour référence la City Lights Books de Ferlinghetti, structure la fin de la quête de Jack Waterman.

Ailleurs, Kerouac représente sur le plan identitaire le « double inavouable de l'écrivain québécois » (p. 171, citant Jean Morency), que reconnaissent néanmoins bon nombre de romanciers et poètes québécois. Jean-Noël Pontbriand témoigne de son attachement à Kerouac en rappelant que ce dernier avait avoué à Fernand Séguin : « Peut-être que finalement, je suis juste un Québécois qui s'est perdu » (p. 178). Quant à Victor-Lévy Beaulieu, Kerouac est pour

VOIR LA BEAT GENERATION
à la page 32

LA BEAT GENERATION

suite de la page 31

lui «le meilleur romancier canadien-français de l'impuissance» (p. 163), mais aussi «un demeuré, un grand tata de l'écriture, et si semblable à nous tous qui ne pouvions être plus que les projections de nous-mêmes» (p. 162).

Le territoire est un espace naturellement partagé par les beats et le Québec. Au fil de son regard sur des œuvres de Gilles Archambault, Réjean Ducharme, Louis Hamelin, Dany Laferrière, Jacques Poulin et Michel Vézina, Ménard montre une Amérique arpentée par sa littérature, sous le signe d'un nomadisme doublé de la conscience cynique qu'«au bout de la route, il y a la désillusion, le constat d'échec du rêve américain et la vie qui s'ensuit.» (p. 217)

Ainsi, chez Laferrière, dont l'association aux beats est moins évidente, c'est avec l'ensemble autobiographique de La légende américaine que l'œuvre de Kerouac a en commun «un jeu identitaire entre le réel et le rêve» (p. 223), toutes deux écritures de «nomades intellectuels» (p. 228), attentives au quotidien des gens et des rues.

Chez Hamelin, autrement, Kerouac est le «rêve malheureux d'une identité impossible à fixer» (p. 232) qui anime la quête du personnage de Ti-Luc Blouin dans son roman d'apprentissage Le joueur de flûte. Avec Ducharme, enfin, on lira dans Dévadé un après-route où le personnage de Bottom revient battu de son périple en «sale paradis», tandis que son acolyte Bruno y poursuit ses tribulations jusqu'à la mort.

LES OUVRAGES PUBLIÉS PAR L'ACTION NATIONALE ÉDITEUR



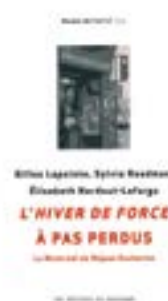
action-nationale.qc.ca

HORIZONS

Dans la perspective d'une lecture universitaire, j'avoue être resté sur ma faim par moments et ne pas avoir reconnu dans cet ouvrage la très grande rigueur habituelle des Éditions Nota bene. Des citations non-répertoriées en bibliographie, quelques coquilles et beaucoup de répétitions langagières m'ont fait tiquer. De manière générale, j'aurais apprécié que soient considérablement plus cités les textes étudiés. On aurait aussi pu penser à reproduire, même en petite taille, les couvertures des nombreux romans québécois étudiés, dont le patrimoine matériel est toujours parlant.

On sent en revanche un net souci d'accessibilité derrière la construction de l'ouvrage, notamment par la consignation de plusieurs passages théoriques plus costauds en notes de bas de page, ce qui vient certes alléger le corps du texte. À n'en pas douter, l'essai de Ménard devrait intéresser le vaste et enthousiaste lectorat québécois des Kerouac, Ginsberg et cie. Accessible et pertinent, *Une certaine Amérique à lire* promet effectivement de beaux horizons. ♦

GILLES LAPOINTE,
SYLVIE READMAN ET
ÉLISABETH NARDOUT-LAFARGE
**L'HIVER DE FORCE À PAS
PERDUS. LE MONTRÉAL DE
RÉJEAN DUCHARME**
Montréal, les éditions du Passage,
«Autour de l'art, n° 005», 2014,
80 pages



À Dublin, passant devant tel pub, traversant tel pont, on remarque une plaque de bronze sur laquelle est inscrit le passage d'Ulysse qui mentionne ce pub ou ce pont. Je ne me rappelle pas avoir vu quelque chose d'analogue à Montréal — or, il vrai que j'habite cette ville, je ne la visite pas, on ne regarde pas de la même façon. Si la littérature n'entre pas dans Montréal, autant faire l'inverse, et c'est ce qu'on a voulu avec le petit livre *L'hiver de force à pas perdus*. Puisque Gilles Lapointe, l'initiateur du projet, a tenu à nous infliger chaque menu détail de son élaboration, je vais moi aussi parler de moi.

J'habitais encore Rimouski quand j'ai lu *L'hiver de force* pour la première fois, à la varsité, il ne m'a pas quitté depuis, je l'ai relu, et puis, rendu à Montréal, j'ai bien vu que ce roman est un classique pour la jeune génération de littérateurs : on dit «ki manchent da marde», on dit que le sens de la vie c'est d'être saoul, on est des désespérés, mais on ne se découragera jamais, on a des macarons «André et Nicole». Je l'ai enseigné, plusieurs fois, si bien que je le connais un peu par cœur. On m'a donc signalé la plaquette dont je suis censé parler ici.

Sur les pages de gauche on trouve un passage du roman de Ducharme, sur les pages de droite, une photographie d'un lieu montréalais. On saura gré aux auteurs de s'en être tenus aux paysages montréalais, après tout Anjou c'est lette, et puis Nardout-Lafarge le rappelle justement, André n'aime pas sortir de la ville qui y correspond. Au début, chacun des trois auteurs présente le livre sur deux, trois ou sept pages. Et c'est tout.

Il y a deux séries de photographies, la première date de la fin des années 1970 (dans le roman on est au printemps 1971), la seconde des années 2010. La première est nette, ce sont des photos d'époque : OK cool. La seconde série est floue, pour «inscrire dans l'image une forme de temporalité et de mobilité qui fasse écho aux extraits narratifs»; mon vieux fond paysan me dit que c'est juste flou pour eurién, mais bon, puisque la photographie était «hallucinée par le récit» (comme «hallucine» Petit Pois quand elle est bouleversée, contrariée, etc.), on fera avec. Mais dans ce récit justement, le regard d'André et Nicole est tout sauf flou et évaporé, il est incisif, il n'en laisse pas passer une. Et à la fin, même si André et Nicole arpentent la ville, c'est l'intensité de ces personnages, la puissance de leur parole qui font qu'on ne s'écœure jamais du roman; les lieux, c'est anecdotique.

Bref, c'est propre, un peu vide, on s'en passe.

François Rioux

Professeur de littérature, cégep Montmorency

GÉRARD BOUCHARD, MYTHOLOGUE

Pascal Chevrette

GÉRARD BOUCHARD

RAISON ET DÉRAISON DU MYTHE. AU CŒUR DES IMAGINAIRES COLLECTIFS

Montréal, Boréal, 2014, 232 pages

La réflexion sur le mythe n'est pas nouvelle pour Gérard Bouchard. On peut remonter à ses recherches sur la société saguenéenne, initiées à la fin des années 1970, pour en retracer le parcours. L'histoire sociale l'aura conduit sur les sentiers encore à défricher des mythes sociaux. En 2003 paraît *Le mythe au secours de la pensée*, puis *La pensée impuissante. Échecs et mythes nationaux canadiens-français (1850-1960)*, en 2004. Deux titres qui mettent à l'avant-plan cette idée appliquée au cas d'intellectuels canadiens-français. *Raison et déraison du mythe*, dont les visées tendent à universaliser l'approche, cherche à comprendre les interactions subtiles entre le social et le culturel. C'est un essai qui «donne à voir le pouvoir exceptionnel des mythes sociaux ainsi que les enjeux énormes qui leur sont associés.»

L'ouvrage est dense. Bouchard ne traite pas des mythes fondateurs, cosmogonies, Déluge, épopées héroïques et autres légendes, mais il opère un déplacement en révélant que plusieurs traits des sociétés contemporaines ne diffèrent pas radicalement de la pensée mythique des sociétés primitives et prémodernes, dans lesquelles l'effet des mythes se faisait ressentir jusque dans les organisations politiques, les économies et les rapports sociaux. Bouchard jette son regard sur les problématiques identitaires révélées par le XX^e siècle, c'est pour cette raison qu'il insiste autant sur sa distinction de «mythes sociaux». L'étude de ces matrices culturelles que sont les mythes a concrètement pris son envol au milieu du XIX^e siècle à l'initiative des philologues; en temps de mondialisation des cultures, il est logique que les mythes aient à révéler des éléments de connaissance à l'humanité. Comme le révèle un des articles d'un récent numéro de *Science & vie*, les mythes ne sont-ils pas des «scénarios communs à toute l'humanité?» D'où leur intérêt. Bouchard a donc bien raison de s'y attarder.

CONTRIBUER À LA SOCIOLOGIE DE LA CULTURE

Son essai s'ouvre sur le constat que la sociologie de la culture a «insuffisamment étudié» le mythe et qu'il y a toute urgence de le penser, d'où son objectif de «baliser une voie d'analyse» et non de fournir une

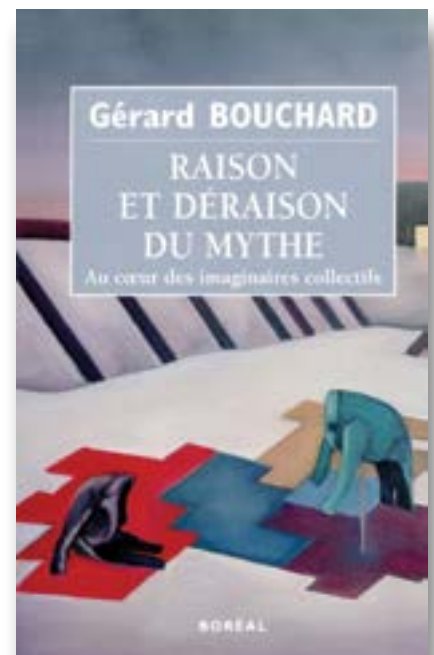
explication totale des phénomènes sociaux. Le livre nous initie aux principaux concepts et à la terminologie de cette approche foisonnante, par moment un peu intimidante. Bouchard emprunte une voie qu'il n'est pas le premier à parcourir: au sein des collectivités existent des valeurs, marquées par la *sacralité*, qui agissent sur les individus et caractérisent les institutions et les mémoires collectives.

[L'auteur] distingue le mythe du stéréotype, du cliché, de l'idéologie ou de l'amalgame, ce qui peut (lui) être utile pour interpréter certains débats de sémantique qui ont présentement cours dans la sphère publique.

De nombreuses recherches ont visé à expliquer les racines de nos croyances les plus profondes et à sonder l'inconscient: elles soulèvent habituellement plus de questions qu'elles n'apportent de réponses. L'essai de Bouchard n'échappe pas à la nature complexe et ambiguë du mythe. La «vérité du mythe» – telle qu'il la conçoit – se veut un écho à une thèse développée par le philosophe allemand catholique Hans Blumenberg que le sociologue de l'UQAC, et détenteur d'une chaire d'étude sur les imaginaires collectifs, reformule en ses termes: «il n'existe pas de société sans mythes, il n'y a que des sociétés qui entretiennent l'illusion de ne pas en avoir.»

Son but est double. D'abord, valider la pertinence de l'analyse des mythes sociaux dans le champ de la sociologie. Articuler ensuite un lien entre le social et le culturel en attribuant à la «composante émotive» une place fondamentale. Il s'oppose ainsi à la perspective structuraliste de Claude Lévi-Strauss qui l'éluait complètement. L'une des grandes convictions de Bouchard est que le mythe travaille en profondeur les sociétés en contribuant à la formation des identités. En débusquer leur fonctionnement à travers les acteurs sociaux, les institutions, voire l'économie, peut être une façon d'interpréter les grandes orientations qui les président et les phénomènes qui les affectent: montée du fanatisme et des intégrismes, crispation identitaire, ambitions hégémoniques, déclin ou montée des nationalismes.

C'est pourquoi, selon sa perspective, le caractère fictif du mythe n'entre pas en opposition avec le champ de la rationalité. Bouchard préfère parler en termes «d'efficacité du mythe», critère auquel il consacre



son avant-dernier chapitre. Son livre constitue une vaste entreprise de synthèse et de commentaires sur les écrits de précurseurs sur le sujet (Gaston Bachelard, Ernst Cassirer, Mircea Eliade, Joseph Campbell, Gilbert Durand, etc.) de même qu'un effort substantiel de nuancer les idées d'autorités en la matière (Émile Durkheim, J. C. Alexander, Jean-Jacques Wunenburger) pour se positionner par rapport à eux. L'ampleur de la bibliographie est telle qu'elle nous oblige à la modestie. L'ouvrage abonde en typologies et en catégories qui m'ont par moment, je l'avoue bien humblement un peu étourdi.

On reconnaîtra à l'ouvrage le ton professoral de l'auteur, le livre s'adresse davantage au milieu de la recherche qu'à un large public. La connaissance que Bouchard a de son champ est imposante. Pour la seule définition du mythe, il recense pas moins de 200 occurrences. De nombreuses mises au point lui font constater l'absence, dans la littérature scientifique, de «référence aux acteurs sociaux»: c'est là le pivot autour duquel tourne son concept de mythe social.

DÉFINIR LE MYTHE SOCIAL

Que considère-t-il comme mythes sociaux? La démocratie, l'idéal de paix, l'égalité raciale, l'égalité homme/femme, la nation modèle élue de Dieu, la hiérarchie des races, le pluralisme et les droits de l'homme en sont quelques exemples. Les questions l'interpellant: Que représentent ces mythes? À quels besoins répondent-ils? Comment s'élaborent-ils? À quel degré sont-ils intériorisés par une collectivité? Par quels relais et quels moyens en diffuse-t-on le contenu? À partir de quels critères pouvons-nous les évaluer? Des lieux et des événements sont-ils sollicités pour en rappeler le message? Toutes ces questions lui permettent d'identifier certains aspects du mythe: sa capacité à concilier des intérêts divers (hybridité), sa capacité de surmonter les contradictions du

VOIR RAISON ET DÉRAISON

à la page 34

RAISON ET DÉRAISON

suite de la page 33

social et de s'adapter à travers le temps (flexibilité), son niveau de réactivité à travers les comportements sociaux (émotivité, sacralité), son instrumentalité, sa mise en forme dans des récits (narrativité).

Le mythe n'a rien de la fable, insiste Bouchard, qui en évacue toute connotation fantaisiste. Plusieurs pages sont consacrées à circonscrire le mythe à l'intérieur du vaste ensemble que constitue l'imaginaire collectif. S'il reconnaît le rôle des pulsions inconscientes et des archétypes à la base des collectivités, il n'entend pas s'aventurer dans la psychanalyse des sociétés ou des nations, ou dans le débat sur leurs fondements. Les distinctions présentées dans son premier chapitre (substrats cognitifs, catégories analytiques, schémas culturels) l'amènent par la suite à déterminer le mythe comme un «système de relations et de représentations». Pour lui, il s'agit d'une sorte de configuration symbolique s'élaborant autour d'axes comme l'espace, le temps, l'avenir, le passé, le rapport aux autres, etc. Du même coup, il distingue le mythe du stéréotype, du cliché, de l'idéologie ou de l'amalgame, ce qui peut (lui) être utile pour interpréter certains débats de sémantique qui ont présentement cours dans la sphère publique.

SCIENCE OU RHÉTORIQUE?

Bouchard affirme que le mythe «révèle autant qu'il recèle». Cette idée, bien qu'un peu creuse, est intéressante dans la mesure où elle laisse planer l'idée de l'existence des tabous dans toutes sociétés. Ici, je m'interroge sur la valeur des démonstrations que permet sa perspective sur les mythes sociaux. Pour une large part, elle me semble correspondre plutôt à une voie d'exploration des idées et du discours social, un mariage complexe entre l'histoire des idées, la rhétorique, l'anthropologie et la sociologie. En effet, le problème, c'est que la démonstration des preuves justifiant l'existence des archétypes et des mythes n'a pas été faite et la communauté scientifique s'interroge toujours à ce propos. Bouchard ne revient pas là-dessus, il assoit sa perspective sur les dynamiques sociales et les rapports de force, y voyant là une preuve suffisante de leur existence. Bref, il met de côté l'enjeu des fondements, il ne fait que constater que le mythe agit.

Son approche permet une grande liberté d'interprétation, mais peut-elle se substituer, comme explication du social, à des

données plus objectives? Peut-être est-ce l'une des raisons pour lesquelles la sociologie a tant tardé à inclure le mythe dans son analyse des phénomènes sociaux? Je ne m'oppose pas à une telle approche: impossible à mon avis de considérer la vie sociale sans sa dimension affective et émotive. L'actualité en fournit de si nombreux cas! La lecture de Bouchard a le mérite de donner une impulsion à la pensée et de s'interroger sur les motifs de l'action collective, mais peut-on lui accorder la valeur d'une science?

À certains égards, l'approche de Bouchard me semble rejoindre certains éléments de la rhétorique – comprendre ici le terme «rhétorique» comme art du discours et théorie de l'argumentation –, son analyse des mythes sociaux me semble par moment faire écho aux concepts de lieux communs et de stratégies discursives que l'on retrouve dans cette discipline condamnée par le rationalisme cartésien. L'explication de Bouchard du «processus de mythification» et sa présentation des différents procédés de persuasion (chapitre 3) s'apparentent aux stimulantes réflexions de l'école dite de «la nouvelle rhétorique» et du philosophe l'ayant initiée, Chaïm Perelman. Les postulats de cette école de pensée reposent sur une réflexion du même ordre qui cherche à saisir «les rapports dialectiques de la pensée et de l'action» et à redéfinir les notions de sens commun, d'auditoire, de public et d'adhésion aux valeurs.

Il y a dans la pensée de Bouchard une volonté de réunir la méthode scientifique et l'empirisme à une analyse du discours. L'universalisme de Bouchard, lorsqu'il qualifie les mythes de «mécanismes sociologiques universels», ne se veut pas abstrait, mais tâche d'expliquer l'ancrage d'une valeur dans un terreau particulier. Ainsi, il met de l'avant la narrativité qui va de pair avec l'histoire: on peut donc réévaluer comment elle s'est construite, autour de quelles valeurs elle s'est érigée, peut-être la questionner et la remettre en question, comme ce pourrait être le cas au Québec avec la Grande Noirceur et la Révolution tranquille, dont certains mythes semblent ces temps-ci montrer des signes d'affaiblissement. Suivant cette logique, il reconnaît à la vie des nations une importance qui ne doit en aucun cas être négligée.

PENSER LES BLOCAGES, TROUVER LES BRÈCHES

On pourrait dire que ce que Bouchard désigne par le terme de «mythe» équivaut aux «émotions sociales» associées à une idée phare. Sa théorisation est une invitation à penser les grandes valeurs orientant nos sociétés, non pas en termes d'objectivité et de stricte rationalité, mais à l'aune d'éléments abordés par les anthropologues (rituels, sacralité, mémoire collective). Un tel parcours permettrait ainsi d'explorer avec plus de nuances les dynamiques collectives, les épisodes stagnants ou émancipateurs, les tabous, les valeurs sacrées et intériorisées, les ancrages et les jeux de force qui traversent l'univers social.

J'ai tendance à penser que le mythe témoigne du caractère limité du langage humain. Des associations se créent par et dans le langage pour pallier nos insuffisances sur le plan des connaissances. Le champ de l'expérience est si vaste que le langage ne peut que le réduire à des concepts, des mots, des figures. Le mythe est une simplification de l'infinie variété et complexité du réel, une condensation qui permet à l'esprit d'assimiler un réel qui le dépasse, dans un récit, et de lui attribuer une valeur, un sens. La réalité du mythe est que ses assises semblent toujours nous échapper. Là où la science rencontre ses limites, le mythe surgit et prend le relais. Les concilier est donc une entreprise délicate qui risque de ne laisser qu'une impression d'insuffisance. Et étant donné le manque de preuves justifiant le mythe, cela ne manque pas de laisser cette impression à la lecture de *Raison et déraison du mythe*. Face à la nature limitée du langage humain, la vérité sur le cas des collectivités se trouve à mi-chemin entre la connaissance, jamais complète, et une rhétorique, c'est-à-dire une mise en forme, un assemblage discursif et imaginaire capable de concilier les contradictions inhérentes de la vie, l'état des choses telles qu'elles sont, et les désirs que l'on entretient face à la réalité. Cette position mitoyenne, délicate et difficile, est celle que recherche et poursuit sans relâche le chercheur Bouchard. ♦

22

REVUES CULTURELLES QUÉBÉCOISES
MAINTENANT OFFERTES

EN VERSION NUMÉRIQUE!

ARTS VISUELS | CIEL VARIABLE | ESPACE | ESSE | ETC | INTER | CINÉMA | 24 IMAGES | CINÉ-BULLES | SÉQUENCES | CRÉATION LITTÉRAIRE
BRÈVES LITTÉRAIRES | MŒBIUS | XYZ, LA REVUE DE LA NOUVELLE CULTURE ET SOCIÉTÉ | QUÉBEC FRANÇAIS | RELATIONS | HISTOIRE ET PATRIMOINE
CAP-AUX-DIAMANTS | CONTINUITÉ | HISTOIRE QUÉBEC | LITTÉRATURE | LES CAHIERS DE LECTURE | LETTRES QUÉBÉCOISES | LURELU |
NUIT BLANCHE | SPIRALE | THÉÂTRE ET MUSIQUE | JEU REVUE DE THÉÂTRE

Plusieurs revues culturelles québécoises ont fait leur entrée dans L'Entrepôt du livre numérique de l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL). Visitez la section **Revues culturelles numériques** de la Vitrine de l'Entrepôt www.vitrine.entrepotnumerique.com pour feuilleter les revues en ligne et acheter les numéros qui vous intéressent.

sodep
Société de développement
des périodiques
culturels québécois

ENTRE CULTURE PREMIÈRE ET CULTURE SECONDE

Solange Lefebvre

Théologienne et professeure, Université de Montréal

GREGORY BAUM

FERNAND DUMONT. UN SOCIOLOGUE SE FAIT THÉOLOGIE

Montréal, Novalis, 2014, 201 pages

Gregory Baum regrette que Fernand Dumont n'ait pas été traduit en anglais, d'où le fait qu'il demeure à peu près inconnu du reste du Canada. C'est pour remédier à cette lacune et tisser des ponts que, dans ce livre essentiel et accessible, originellement écrit en anglais, le théologien de McGill se penche sur l'œuvre théologique du sociologue québécois, en particulier sur son livre, *L'institution de la théologie*, paru en 1987.

Dumont n'est pas le seul grand sociologue à avoir élaboré une réflexion théologique, c'est le cas aussi de Peter Berger notamment. Il importe du reste de ne pas oublier que les sciences sociales peuvent se prêter au jeu de la théologie, sans complexe. Une fois de plus, Gregory Baum révèle sa large culture et son sens analytique tout autant que pédagogique. Son petit livre, qui se lit aisément, est conçu en six parties. L'une porte sur l'homme, les autres traitent respectivement de la communauté des croyants, du magistère, de la tradition, de la critique de la culture et enfin de l'unité de la théologie, en suivant le fil du maître ouvrage à l'étude. Baum fait de celui-ci une lecture tissée de commentaires et de liens avec son œuvre et ses options sociales propres: il en propose en somme une interprétation et une mise en œuvre assez libres. Il me paraît que sa lecture est traversée par deux préoccupations principales, et qu'on lui connaît bien: la solidarité sociale comme expression de la foi chrétienne et l'inquiétude devant le conservatisme qui s'est affirmé dans le catholicisme depuis les années 1980.

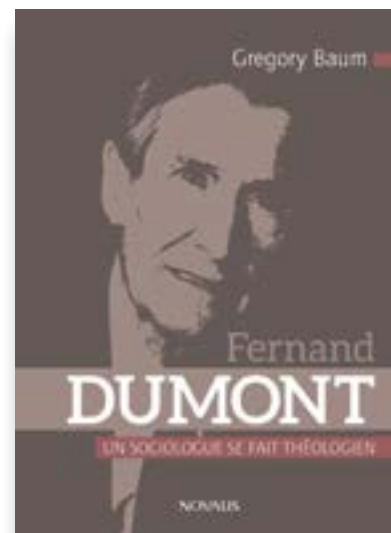
La vie de Dumont ne serait pas étrangère à sa réflexion; elle aurait notamment inspiré ses concepts de «culture première» et de «culture seconde». La culture première, c'est celle de ses parents peu instruits; elle est pourtant riche en perspectives sur la vie et sur la foi. Cette culture première, par la médiation de réflexions critiques, doit informer la culture seconde, de type savant. Baum remarque que cette confiance de Dumont prend racine dans le contexte particulier du catholicisme d'avant et d'après les années 1960, époque où son œuvre prend son envol notamment avec le livre décisif *Conversion de la pensée chrétienne* (1964). Dans des textes plus tardifs, Dumont démontre moins d'optimisme, car il a été

ébranlé par les résistances conformistes de nombreux catholiques pratiquants. La distinction qu'il opère entre culture première et culture seconde, puis entre théologie première et théologie seconde, donne lieu à plusieurs réflexions fructueuses. Une théologie première ou implicite, contenue entre autres dans les œuvres artistiques, pourrait prendre à l'avenir une importance plus grande que la théologie universitaire, avance Gregory Baum.

Dumont fut socialiste et nationaliste. Il se montra de plus en plus déçu par la société québécoise, et réprouva son hyperbureaucratisme, sa déculturation et son individualisme.

L'approche de Dumont est phénoménologique plutôt que métaphysique, alors qu'il appréhende le Transcendant au fond de l'expérience humaine, sous l'influence de Maurice Blondel entre autres. Cet *homo religiosus* est cependant questionné par Baum, qui n'a jamais approuvé cette lecture, lui préférant l'offre libre du salut par Dieu. Il explique avoir néanmoins en commun avec Dumont une compréhension panenthéiste de Dieu: tous deux supposent que l'humanité ne se divise pas entre incroyants et croyants, mais entre les personnes faisant le bien et celles qui sont mues par l'égoïsme. Baum rejoint ici les critiques nombreuses de la phénoménologie se fondant sur une anthropologie du sacré.

Le chapitre 3 aborde la question capitale du magistère, où le concept de médiation, cher à Dumont, se trouve exposé. La médiation théologique, qui s'exerce entre la foi première et sa conceptualisation théologique, a beaucoup évolué au cours de l'histoire; elle s'est alourdie à l'ère moderne d'une multiplication des doctrines. Le sociologue s'en prend à la subordination de l'expérience de foi à la conformité et à l'obéissance, et à une doctrine qui impose ses composantes comme étant indissociables. À la révélation comme accumulation de plusieurs vérités appelant une adhésion inconditionnelle sous peine de péché, Dumont préfère le concept de pertinence, qui permet d'appréhender la vérité en lien étroit avec la réception. Il y a donc place pour le doute et le pluralisme des interprétations. Autre aspect intéressant de l'œuvre, Dumont reconnaît divers types ou niveaux de communautés: celle d'appartenance, celle d'interconnaissance, celle d'intégration institutionnelle et enfin celle de référence mémorielle et symbolique commune. D'un niveau à l'autre, les liens



diffèrent. Les catholiques par référence peuvent être très critiques tout en se reliant à l'héritage chrétien partagé. Ces distinctions sont utiles pour comprendre les diverses manières d'être catholiques. Or, en insistant trop sur l'intégration institutionnelle, le magistère néglige son rôle plus souple de gardien de la référence symbolique pour le plus grand nombre.

Au quatrième chapitre, Baum se penche sur l'idée de tradition. Dumont accorde sur ce point beaucoup d'importance aux récits bibliques et à la filiation des témoins, auxquels il consacre deux chapitres de son livre *Une foi partagée* (1996). Ici comme ailleurs dans son petit ouvrage, Baum fait allusion à la crise du christianisme qui fut expérimentée durement au Québec, et qui constitue quasiment le fil rouge de la réflexion de Dumont. Face au décrochage de ses contemporains, comment le croyant que fut Fernand Dumont pouvait-il réfléchir à nouveaux frais sur la foi catholique? C'était là, selon ses termes, faire œuvre de «conscience historique de la foi», selon un dépassement critique des traditions. Le chapitre se clôt sur le défi redoutable de la réinterprétation symbolique des récits bibliques, qui avaient été jusqu'à tout récemment présentés comme des faits historiques.

Le chapitre de «L'institution de la théologie» qui porte sur la culture révèle de Dumont d'importants aspects biographiques, mais se présente, tel que le remarque Baum avec justesse, comme le plus incomplet. Dumont fut socialiste et nationaliste. Il se montra de plus en plus déçu par la société québécoise, et réprouva son hyperbureaucratisme, sa déculturation et son individualisme. Il y opposa la théologie prophétique de Metz et la réflexion mystique de Gabriel Marcel, selon une voie du décentrement de soi. Mais Baum fait remarquer qu'il importe de lire cette section du livre de Dumont en tenant compte d'écrits ultérieurs plus optimistes, tels que *Raisons communes* (1996) où sont prises en compte les innovations sociales fourmillant au Québec.

Dans le sixième et dernier chapitre, Baum expose les réflexions du sociologue

VOIR FERNAND DUMONT

suite à la page 36

FERNAND DUMONT

suite de la page 35

sur la différence entre la science, la philosophie et la théologie. Cette dernière se voit davantage liée à la foi première des communautés, ne pouvant se confiner à un étage uniquement second ou savant du discours. Dumont propose le concept de théologie de la médiation; il s'attelle à l'exigeante tâche de réfléchir aux rapports entre la foi, la communauté, la culture et le magistère, si celui-ci lui aménage l'espace nécessaire. La réduction de cette médiation à une reproduction de la doctrine, dans l'ère moderne, serait pour

Dumont une des causes principales de la rupture religieuse dont il fit la douloureuse expérience au Québec.

Merci à Gregory Baum de nous inviter à revisiter cette œuvre importante, si pleine d'humanité. Quant à la réception au Québec des perspectives théologiques de Dumont, il faudrait sans doute l'examiner plus en détail, car elle ne me paraît pas absente, loin de là. Non seulement Dumont fut-il lu et publié par des théologiens du Québec, mais il fut aussi leur ami et leur collègue. ♦

JACQUES BEAUDRY

LE CIMETIÈRE DES FILLES ASSASSINÉES.

SYLVIA PLATH, INGEBORG BACHMAN, SARAH KANE, NELLY ARCAND

Montréal, Édition Nota Bene, 2015, 150 pages

L'essayiste Jacques Beaudry identifie chacune des auteures par leur prénom: Sylvia, Ingeborg, Sarah, Nelly. Il s'adresse à elles et les tutoie. Il les stigmatise dès la première page, affirmant qu'elles sont «aux prises avec les démons de la dépression». L'auteur fait de la littérature l'expression d'un message, celui de la folie. Il ne me viendrait jamais à la pensée de tutoyer des écrivains que j'ai beaucoup lus, Antonin Artaud et Claude Gauvreau, par exemple, sous prétexte de proximité. Après avoir tutoyé Sylvia, Ingeborg, Sarah, Nelly, dans l'approche de leurs œuvres, l'essayiste termine chacun des chapitres en les pastichant. Il ressort des quatre pastiches une lamentation, un misérabilisme, un dolorisme semblables.

Jacques Beaudry, dans son introduction, cite Antoinette Fouque: «en paix, comme en guerre, le monde est un danger de mort permanent pour les femmes». Un livre qui s'ouvre sur des mots pareils promet une orientation de pensée. L'auteur se veut sensible à l'écriture des auteures choisies, ce qu'il est, par un jeu de citations convaincantes. Il entrecroise la vie et l'œuvre des écrivaines sans qu'il soit possible de repérer une chronologie des événements biographiques, ni un ordre des publications. Le discours est thématique, orienté sur des constantes biographiques et littéraires. Il s'agit d'un texte au second degré qui intéresse par les citations commentées. Cela s'inverse aussi, les propos de l'auteur introduisent aux citations.

SYLVIA PLATH

Un vers de Sylvia Plath: «Toutes les femmes adorent un Fasciste». Il y a, avec cette citation, matière à penser. Plusieurs sont troublantes, des affirmations qui interrogent, qui font signe et commandent un temps de réflexion. L'essai entier offre un intérêt littéraire et intellectuel par l'expression des limites, des écritures de femmes associant le corps et la pensée.

Les États-Unis forment-ils un pays nazi et totalitaire? La citation de Plath pourrait le laisser croire, ce serait oublier que son mari était un Britannique et qu'elle-même s'est suicidée en Angleterre. Jacques Beaudry affirme à plusieurs reprises que les États-Unis sont un pays nazi et totalitaire. Il déduit sa proposition des œuvres de Plath. L'essayiste substitue son regard à celui de l'écrivaine lorsqu'il se réfère aux États-Unis par des comparatifs, la Gestapo et l'Allemagne nazie, le totalitarisme également. Il y a là l'expression d'un jugement qui introduit à la lecture des œuvres.

Le premier chapitre sur Sylvia Plath comporte un abus de complément de noms, ce qui rend le texte lourd et malaisé. Du coup, la pensée de l'essayiste s'estompe. Peut-être, cela dit-il encore quelque chose de la civilisation américaine?

INGEBORG BACHMAN

Jacques Beaudry écrit à propos de Bachman:

L'univers concentrationnaire a sa contrepartie sur le plan privé dans la dépression et la folie. Le monstre qui sans ménagement et avec minutie, y entraîne autrui est l'homologue du nazi. Qui donc, n'a pas encore compris l'étroite connivence des forces dépressives (devoir subir) avec les forces répressives (faire souffrir)?



Cette intensité souffrante passe par le langage chez Bachmann. Ainsi, «tout est abîmé, la victime elle-même ne peut plus se regarder.» Bachmann s'est dressée contre l'ordre des mots, à l'instar d'Antigone. L'essayiste fait comprendre comment l'automatisme des slogans et des clichés décervèle. C'est là que le texte de Bachmann entraîne contre la dictature des bien-pensants.

L'auteur saisit à travers Bachmann «qu'il est vital pour un individu d'arriver à penser les schémas qui les constituent au lieu de se confondre avec eux». Ce que fait Bachmann en privilégiant l'imagination des formes.

SARAH KANE

L'essayiste parle au sujet de Sarah Kane d'une œuvre fondée «sur la catastrophe [de] l'effondrement de l'honnêteté la plus élémentaire.» Kane exhibe cette catastrophe dans sa dramaturgie. Ainsi y a-t-il un «condensé de toutes les horreurs et de toutes les douleurs susceptibles de se déployer dans l'univers entier.»

Il faut une réelle sensibilité pour penser comme Kane. La sensibilité de penser l'honnêteté n'existe plus. Les crimes, les tragédies, les crises s'enchaînent, ainsi va l'existence. Il en résulte qu'aimer n'est plus possible. En symbiose avec Kane, l'essayiste avance ce qui suit: «Pour le bon sens, aimer est une stupidité.» Dieu est en question dans l'œuvre de la dramaturge. À la fin du chapitre, dans le texte pastiche, Jacques Beaudry écrit au Je, celui de Kane, laquelle pendant les seize premières années de sa vie a fait partie d'une église charismatique.

Tout va vers l'expression des violences extrêmes.

NELLY ARCAND

Avec Nelly Arcand, il ne fallait pas rendre l'essai trop accessible tant cette fois, il s'agit d'une Québécoise décédée récemment, en 2009. Jacques Beaudry cherche la proximité avec les auteures, non pas avec les lecteurs. Le texte d'Arcand abondamment cité est son mémoire de maîtrise (2003) dont le titre est «Le poids des mots ou la matérialité du langage dans «Les mémoires d'un névropathe» de Daniel Paul Schreber.» Outre le fait que le texte n'est pas accessible, il faut en passer par un modèle masculin, alors que le centre de la problématique a trait au corps féminin. L'essayiste interroge. «N'était-ce pas ce qui te tourmentait, Nelly: le fait qu'être une femme soit un rapport à la domination vécue dans le corps et sans la conscience [politique] duquel dépend la femme n'est et ne sera jamais autre chose que les autres veulent qu'elle soit?»

Selon Jacques Beaudry, «aucune idéologie fasciste n'est parvenue à faire ce qui est en voie de réaliser le credo de la consommation à l'heure de la mondialisation.» L'humanité n'a pas éliminé les Hitler et les Mussolini, aujourd'hui «la mondialisation a des visées totalitaires.»

L'essai va par-delà une lecture féministe des œuvres écrites par ces femmes. Il reste que la misogynie et la haine des femmes est en question, par la reconduction actuelle du fascisme et du totalitarisme, d'après l'auteur.

Un essayiste littéraire est aussi un lecteur. Plusieurs citations sont des points névralgiques.

France Théoret
Écrivaine

LE NORD N'EST PAS UNE ABSTRACTION

Pascal Chevette

Chef de pupitre, essais littéraires

DANIEL CHARTIER ET JEAN DÉSY ET
LOUIS-EDMOND HAMELIN
LA NORDICITÉ DU QUÉBEC.
ENTRETIENS AVEC LOUIS-
EDMOND HAMELIN
Québec, Presses de l'Université du
Québec, 2014, 152 pages

Geons qu'au moment où ils liront ces lignes, certains lecteurs n'auront peut-être pas envie de lire sur le nord et la froidure de l'hiver. Pourtant, *mon pays c'est l'hiver*. Cette réalité, aussi élémentaire qu'elle soit, ne semble toutefois pas pleinement intériorisée dans la conscience collective québécoise. De plus, le nord du Québec nous est assez mal connu : à intervalles réguliers, il entre dans le discours politique et économique comme un *topo*, un lieu commun pour convaincre les esprits des avantages de son exploitation. S'étendant de la Jamésie à la Côte-Nord, remontant au pays de la terre sans arbre jusqu'aux terres inuits du Nunavik, le nord demeure une abstraction pour une très large part des Québécois du sud, citoyens et décideurs. « Nous n'habitons pas le nord », constate le géographe Louis-Edmond Hamelin. Cette affirmation, qui vaut tant sur les plans symbolique que géographique, nourrit tout le propos de *La Nordicité du Québec*. Cet entretien en trois parties, mené par l'écrivain et médecin Jean Désy, est à ce titre une initiative salutaire visant à surmonter notre profonde méconnaissance de ce qui se trouve au-delà du 49^e parallèle.

L'ouvrage est bien fait, accessible, instructif ; il rassemble avec convivialité l'essentiel du message du chercheur de la *nordicité*. C'est également un livre qui nous introduit à ce langage du nord sur lequel Hamelin a travaillé pendant de longues années : rappelons que ce dernier est à l'origine du vocable « nordicité » qu'il a défini dès le début des années 1960 à l'époque où René Lévesque, alors ministre des Ressources naturelles (on parlait alors de « richesses naturelles »), autorisa la fondation d'un Centre d'études nordiques. Le mot est aujourd'hui internationalement reconnu. À la discussion autour de la notion de nordicité (partie 1) succèdent les idées d'Hamelin sur le territoire québécois (partie 2). Le tout se clôt sur quelques échanges au cours desquels Hamelin initie Désy aux mots de glace et d'hiver.

LA NORDICITÉ

« Nordicité » est un terme à consonance géographique qui ouvre la réalité territoriale et climatique du nord à ses « pratiques

– sociales, culturelles, sportives, psychologiques – [aux] adaptations qu'il occasionne, [aux] comportements, discours, représentations et politiques qui en sont issus. » Cela en fait un champ de recherche qui favorise un « regard pluridisciplinaire » (p. 13). La nordologie remplit donc un vide sémantique pour ceux dont le nord n'est synonyme que de vastes contrées inhabitées et de terres incultes, lourdes de roches et couvertes du tapis éternel de la toundra solitaire.

Hamelin a également tâché de pénétrer la pensée autochtone en la comprenant par ses mots à elle. Ses traductions et explications des termes *nuna*, *inukshuk*, *Innu Asi* et *Innu Aitun* sont fascinantes. Stimulantes. Elles nous font découvrir une pensée de type holistique.

Dès l'époque de la Convention de la Baie-James et du Nord du Québec, nous apprend le livre, Hamelin tâchait de faire comprendre aux développeurs des chantiers hydroélectriques que des dynamiques sociales et territoriales oeuvraient en sol nordique ; il constatait l'absence des Autochtones des structures décisionnelles et la « violence institutionnelle » à leur endroit étant donné la méconnaissance de leurs traditions.

Pourtant, Hamelin ne défend pas une « conservation atemporelle du nord ». Il parle plutôt d'« une exploitation équilibrée qui puisse conduire au bien public » (p. 7). Le grand défi de pensée qu'il propose consiste à trouver cet équilibre sans lequel le « bien public » entre Autochtones et Non-Autochtones n'est que du vent. Œuvrant à surmonter les deux solitudes que sont le Québec du Nord (celui des Cris, des Inuits, des Innus) et le Québec du Sud, Hamelin étudie la lente adaptation à la réalité de l'hiver pour ainsi définir les traits culturels du nord, traits qui ont incidemment des implications politiques : « La pensée nordiste, affirme-t-il, est une pensée politique au sens le plus noble qu'on puisse la concevoir. »

À quoi se résume cette pensée politique ? Hamelin parle d'associationnisme, c'est-à-dire de l'association de toutes les territorialités de ce qu'il nomme la « Péninsule du Québec » ou le « Québec total ». Il prévoit notamment, avec le Nunavik, qu'il faudra renouveler l'argumentaire du Québec à l'égard de la « politique autochtone », et prévoir par exemple qu'un jour siège un député inuit à l'Assemblée nationale. Le concept de nordicité nous oblige, pense-t-il, à repenser, et gouvernance, et développement



socioéconomique du nord. Son œil de géographe le fait embrasser une perspective à long terme, qui résulterait d'une véritable rencontre avec les nations du nord qui, trop souvent encore, passent sous le radar. Disciple du grand géographe Raoul Blanchard, Hamelin a appris sa discipline en *marchant* le territoire. Le géographe, fort de sa connaissance, se fait alors éveilleur de conscience puisque c'est en arpentant de long en large le vaste nord qu'il espère en révéler la complexité. Ses vœux d'une compréhension en profondeur de ses cultures trouveraient leur expression dans une « métissage culturelle » ou « plénitude politique » ; on sent ici que l'utopie n'est pas loin. Et pourtant, l'humanisme de Hamelin, malgré sa candeur, est nécessaire puisqu'il tranche avec les logiques utilitaristes et économes qui empêchent d'entrer véritablement en contact avec le nord. Toute la portée novatrice du concept de nordicité se trouve là, et l'entretien est sans doute le genre le plus approprié pour en révéler toute la portée.

ÉCHOS AUTOCHTONES ET MOTS DE GLACE

En 2010, Désy a fait paraître chez XYZ *L'appel du nord*, un essai portant entre autres sur la notion d'autochtonie, empruntée à Hamelin. Dans *La nordicité*, il y revient, comme s'il retournait aux sources. Car Hamelin a également tâché de pénétrer la pensée autochtone en la comprenant par ses mots à elle. Ses traductions et explications des termes *nuna*, *inukshuk*, *Innu Asi* et *Innu Aitun* sont fascinantes. Stimulantes. Elles nous font découvrir une pensée de type holistique. Le rapport à la terre et la notion de propriété, la vie communautaire et individuelle, la géopolitique du nord, le nomadisme, sont quelques aspects abordés qui révèlent les difficultés à établir une rencontre signifiante. Hamelin ne se fait pas d'illusion sur le long travail d'assimilation d'idées qui ne peut que s'incarner lentement dans les institutions ; se dégage de ses propos une patience généreuse. Sensible à l'univers mental du nord – à l'hivernité mentale –, il réitère l'importance de reconnaître l'ancestralité des Premières nations, ces « Premiers Québécois ».

VOIR LA NORDICITÉ

suite à la page 38

LA NORDICITÉ

suite de la page 37

«Dialogue sur le glacié et autres mots de glace» constitue la dernière partie de l'ouvrage et nous immerge dans l'univers langagier des glaces. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les mots ne manquent pas pour parler de la glace. Depuis les berges de la pointe d'Argentenay à l'île d'Orléans, Hamelin décrit la glace sur le fleuve avec une aisance à rendre jaloux: les bourguignons, bouscueils, ropaks, caissons et pipkrakes surgissent sous son oeil aiguisé par la science. Et le glacié, bien sûr, la glace qui avance sur l'eau... La discussion entre Désy et Hamelin est enthousiaste, les mots seuls apportent leur lumière. Étant donné la nature introductive de l'ouvrage, des images de ces formations de glace de même qu'un lexique «hamelien» (ou nordique) auraient été les bienvenus.

La nordicité du Québec m'a en tout cas rendu nostalgique de mes cours de géographie, me rappelant la grande richesse de cette science et aussi les lacunes immenses que nous avons en regard du territoire québécois. La saga sur les gaz de schiste et celle, en cours, sur les pipelines et terminaux pétroliers nous ramènent peut-être à reconsidérer aujourd'hui, avec une acuité nouvelle, le Québec à l'aune, non seulement de sa culture, mais aussi de son territoire. Il y a chez Hamelin une compréhension sensible et organique du territoire québécois. Il le raconte avec ces cycles historiques qui remontent jusqu'aux lointaines explorations autochtones de la «péninsule du Québec».

Se remémorant l'un de ses premiers voyages d'études en Abitibi, en 1948, Hamelin parle de sa prise de conscience en termes de «refus global du nord». Cette expression forte lui fit constater que «la grande fresque agricole de la colonisation [est] terminée». Ayant par la suite étudié le développement de la partie catholique et française du bassin laurentien dans une étude remarquable sur le rang de campagne, il comprend que «l'atténuation de ce cycle ne sera pas la fin d'une gigantesque expérience religieuse, car demeurent un foyer qui attend l'allumette de même qu'une demande permanente d'un discours sur l'humanité» (p. 73). La réalité du nord du Québec – c'est une évidence pour lui – doit donc être pensée à l'aide d'autres outils conceptuels.

Hamelin décrit la glace sur le fleuve avec une aisance à rendre jaloux: les bourguignons, bouscueils, ropaks, caissons et pipkrakes surgissent sous son oeil aiguisé par la science. Et le glacié, bien sûr, la glace qui avance sur l'eau...

L'UTILISME RISQUÉ DU SAVOIR

Sur sa page web, Hamelin, qui fut président de l'ACFAS, apporte de nombreuses précisions sur son éthique de chercheur et le rôle de la science à contribuer au bien public, un idéal, rappelle-t-il, qu'il partage avec un Jacques Rousseau, un George-Henri Lévesque ou un Pierre Dansereau. Cette éthique, qu'il nomme «utilisme risqué du savoir», est une position qui va à l'encontre de l'ingérence des politiques du sud ne faisant du nord qu'une destination lointaine pour capitaux: «Je vais dans le Nord, non pour conquérir, mais pour comprendre et, à l'occasion, servir.»

L'excellente préface du professeur de littérature de l'UQAM Daniel Chartier fait bien ressortir ces traits du scientifique et sa démarche. Le livre trouve un bel équilibre entre la présentation des principaux outils de pensée élaborés par le chercheur et la personnalité de ce dernier. Il contient également plusieurs

photographies absolument saisissantes de la vallée de la rivière Koroc, de terres sillonnées par le passage de troupeaux de caribous, du cap Wolstenholme et des monts Torngat; les portraits d'Innus et d'Inuits habitant cet espace méconnu ou voyageant dans un train en route pour Schefferville en disent long sur ce pays à définir dont les contours, rappelaient récemment le géographe Henri Dorion et le juriste Jean-Paul Lacasse, sont ceux d'un «territoire incertain».

Jean Désy, dont l'œuvre elle-même est indissociable des recherches de Hamelin, est un véritable amoureux du nord. Nomade dans l'âme, on sent par ses questions qu'il ne vise pas uniquement à ce qu'Hamelin nous livre sa science: on le dirait en quête de l'espèce d'étonnement de l'homme devant la terre, devant la glace et ses habitants, cet étonnement devant le monde, à la base de toute science comme de toute poésie. ❖



CLAUDE GRAVEL
RAYMOND GRAVEL. ENTRE LE DOUTE ET L'ESPOIR

Montréal, Libre Expression Groupe Librex, 2015,
264 pages

On savait que l'hagiographie était un exercice périlleux. On se doutait qu'un éloge funèbre et une béatification prématurée pouvaient faire d'une admiration trop pieuse un indigeste écœurement. N'est pas Bossuet qui veut. On n'ignorait pas non plus qu'un étirement des bienfaits d'une légende dorée pouvait attirer l'argent de chalands naïfs.

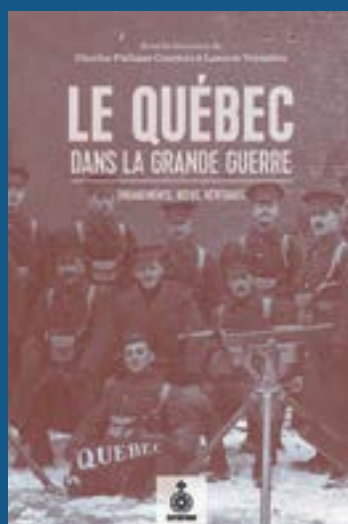
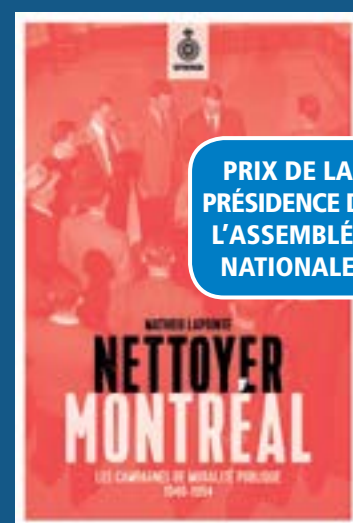
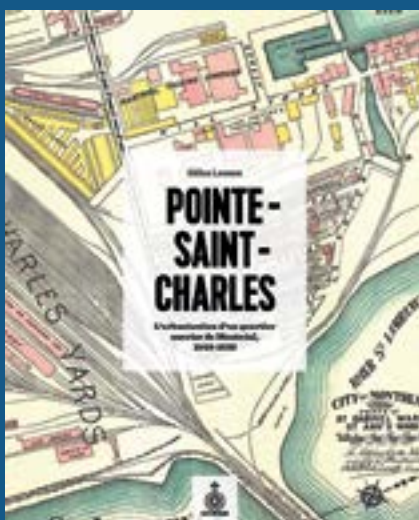
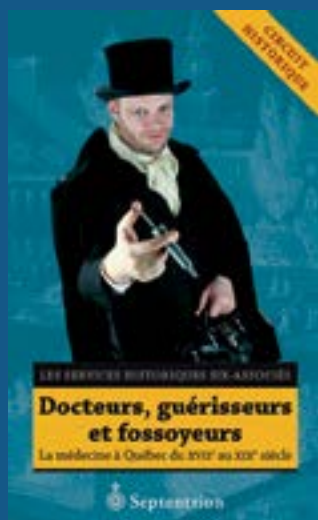
La biographie de l'abbé Raymond Gravel, rédigée par un homonyme, Claude Gravel, n'a pu échapper aux lois douteuses du genre. L'auteur a fait quête et enquête auprès du saint homme et de ses proches. Il en a tiré un dossier préliminaire pour une canonisation rêvée, où foisonnent éloges appuyés, anecdotes choisies et témoignages chargés d'émotions. Je voyais déjà Raymond Gravel en statue de plâtre peint, le sourire sanctifiant dans sa niche illuminée, rayonnant de grâce heureuse vers toutes les chaudières dévotes du voisinage.

Une biographie est une expression littéraire délicate: entre travail d'historien, sans doute prématuré, et enquête de journaliste d'avance convaincu, Claude Gravel n'a pas su éviter l'attraction fascinante de Raymond et prendre le recul indispensable. Le charme a opéré, au point que le texte nous manifeste un envoûtement peu ordinaire. Claude Gravel s'est fait hagiographe et c'est dans ce sens-là qu'il nuit à la postérité de son héros, sanctifié trop tôt, sans autre forme de procès. À force de le suivre dans tous ses déplacements, de l'enregistrer dans ses sermons et ses entrevues, d'assister aux liturgies que l'abbé présidait et de trop écouter ses admirateurs, Claude Gravel nous en dresse un portrait hors de l'ordinaire où aimait se réfugier Raymond Gravel. Trop, c'est beaucoup trop...

Il faut laisser du temps au temps pour décanter une vie et la restituer avec un niveau critique de bon aloi sans la déformer par excès de dévotion. La proximité de l'auteur et de son héros, mais aussi celle de la disparition de Raymond Gravel empêche la saine et nécessaire objectivité. Même les défauts, les erreurs ou les gaffes de l'abbé sont tournées en arguments pro domo... L'abbé rebelle devient un ferment de contestation positive des superstructures cléricales, le député du Bloc un porte-parole indépendantiste, l'ancien délinquant un organisateur communautaire hors du commun et repent. Les nuances ont disparu, comme les contradictions ou les inquiétudes: Raymond Gravel en devient irréel et parfois caricatural. «Le mieux est l'ennemi du bien», aurait sans doute dit notre abbé qui détestait et dénonçait toutes les idolâtries, celles de son église comme celles de ses alliés ou adversaires politiques.

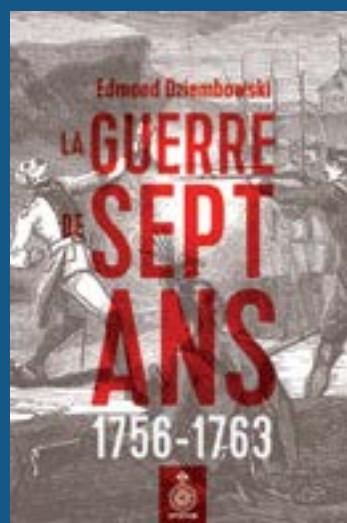
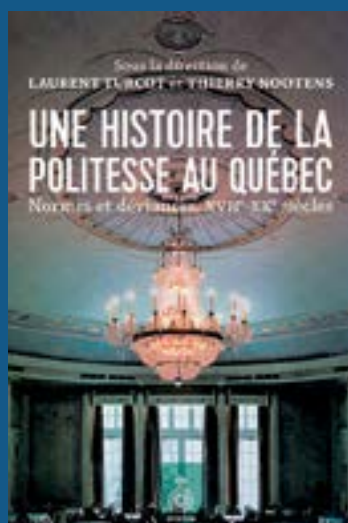
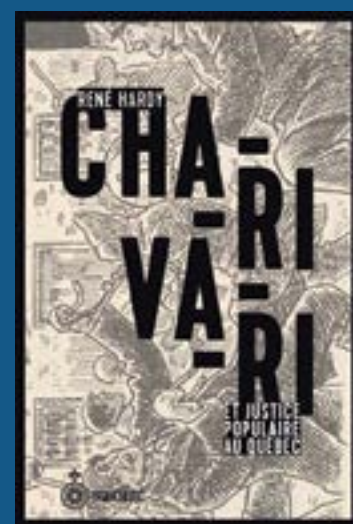
Proche du vrai monde, de ses convictions et les pieds sur terre, le curé Gravel était sympathique. Le voilà directement monté au ciel et travesti en sainte icône. «Entre le doute et l'espoir», indique le sous-titre du livre. Non! Plutôt entre la déroute littéraire et l'*ora pro nobis*, pour le profit, qu'on espère modeste, des marchands du temple. Délivrons-nous de ce mal complaisant et tournons la page!

Jean Carette
Professeur retraité de l'UQAM



TOUJOURS LA RÉFÉRENCE
EN HISTOIRE AU QUÉBEC

www.septentrion.qc.ca





Gestion François Beaudoin

- Évaluation d'entreprises → faisabilité.
- Transfert familial.
- Rachat par cadres.
- Ventes - Achats - Fusions.
- Services conseils en financement.

Une équipe multidisciplinaire
offrant tous les services requis
pour une transaction réussie.

819-397-4920
gfb@tlb.sympatico.ca